

DOSSIER CHINE

XI JINPING : La Chine a la conquête du monde



espritcors@ire
observatoire de la défense et de la sécurité

Réalisé par l'association espritcors@ire
<https://espritsurcouf.fr>

Sommaire

1- « Les nouvelles routes de la soie ».....	3
« Une vision chinoise de la mondialisation ».....par Michel Fouquin et Jean-Raphaël Chaponnière	3
« Ceinture, corridors routes de la soie » par Michel Fouquin et Jean-Raphaël Chaponnière	7
« La chine acteur global de la mondialisation » par Michel Fouquin et Jean-Raphaël Chaponnière	14
« Chine des obstacles sur la route » par Michel Fouquin et Jean-Raphaël Chaponnière	19
« Les routes de la soie, des difficultés » par François Danjou.....	25
« Une nouvelle route de la soie et l'influence des puissances nucléaires, russie-chine-inde : pour un monde sans violence et sans terrorisme ? » par Alain Corvez	28
« Opération Australia la campagne d'influence secrète de la Chine en Australie » par Rémi Perelman	30
2- Chine et Relations internationales.....	51
« Organisation de coopération de Shanghai – OCS une institution eurasiatique puissante et efficace » (1/2) par Jean-Pierre Arrignon	51
« Organisation de coopération de Shanghai – OCS des résultats significatifs » (2/2) par Jean-Pierre Arrignon	53
« G7, TRUMP ET OCS* » par Guillaume Berlat	57
« Jusqu'où iront les nationalismes chinois et américains ? » par François Danjou	60
« L'Afrique , la Chine et l'Europe » par François Danjou	63
« Chine et Etats-Unis guerre des taxes, guerre totale ou apaisement ? » par Jean-Paul Yacine.....	66
3- Fonctionnement interne : Des problèmes.....	70
« Quelques fêlures apparaissent dans le système chinois » par François Danjou.....	70
« Quelques fêlures apparaissent dans le système chinois. Les ambiguïtés de la lutte contre les corrompus » par François Danjou	76
« La civilisation écologique ou les habits neufs du communisme chinois ? » par Hervé Juvin	80
« La Chine lance un deuxième porte-avions <i>made in China !</i> » par Richard Labévière.....	82

Dossier « XI JINPING : La Chine a la conquête du monde »
réalisé par l'association Espricors@ire

Mars 2019

Page 1 sur 97

4 - Rapports d'étonnement	85
Rapport d'étonnement sur la Chine (1ère partie) par Odile Leloup et Jean-Yves Leloup.	85
Rapport d'étonnement Chine (2^{ème} partie) par un groupe de lecteur voyageurs	89
« La Chine : des dimensions étonnantes » par René Occhiminuti	92

Vous trouvez les informations d'ESPRITSURCOUF.fr indépendant et utiles.

Votre contribution est indispensable pour continuer en 2019 :

Cotisations "esprtcors@ire" :

Membre : 50€ soit 17€ net fiscal

Bienfaiteur : 100€ soit 34€ net fiscal

Soutien : 150€ soit 51€ net fiscal

Jeune professionnel : 20€ soit 6,80€ net fiscal

Etudiant : 10€

**Contribution par chèque à l'ordre d'esprtcors@ire, par Paypal ou carte bancaire
[en cliquant ICI](#)**

Chers lecteurs,

**Vous avez apprécié ce dossier, vous pouvez le retransmettre à vos amis et relations
 en donnant le lien ou du site ESPRITSURCOUF.fr**

**Nous vous remercions pour votre action au service du rayonnement
 de notre "Observatoire de la Défense et de la Sécurité"
 N'hésitez pas à nous suivre sur [Facebook](#) et [Twitter](#)**

1- « Les nouvelles routes de la soie »

« Une vision chinoise de la mondialisation »

Par Michel Fouquin (*)

Economiste, Conseiller du CEPPII

et Jean-Raphaël Chaponnière (*)

Chercheur associé à Asie21 (Futuribles)

Depuis plus de trente ans la Chine enregistre des excédents commerciaux exceptionnels et accumule des réserves financières hors du commun qui représentent près de deux fois celles de son suivant immédiat le Japon. Ces excédents incommodent ses partenaires les plus importants tels que les États-Unis et l'Union européenne.

QUE FAIRE DES EXCÉDENTS ? 2013 ANNÉE DÉCISIVE

La Chine elle-même s'interroge sur ce qui serait l'usage le plus efficace de ces excédents. À partir de 2013, en donnant à ses concitoyens une plus grande liberté de voyager à l'étranger, elle parvient à réduire de moitié ses excédent courants. L'autre stratégie consiste à se détourner des bons du Trésor américains, liquides mais peu rentables, pour se lancer dans l'acquisition d'entreprises étrangères tout azimut. Ces sorties massives de capitaux feront de la Chine le deuxième investisseur mondial en 2016.

Le Président Xi Jinping lance, aussi en 2013, un programme pharaonique à très long terme d'investissement pour le développement accéléré des connections entre toutes les régions du monde, remettant au goût du jour le concept des « routes de la soie », dont la traduction anglaise a été rebaptisée Belt and Road Initiative (BRI). Ce projet a plusieurs objectifs. Tout d'abord il vise à renforcer les liens de la Chine avec son environnement asiatique proche et au-delà, au plan planétaire, il vise à la création d'un nouvel ordre du monde en remplacement de celui que l'Occident a imposé par les accords de Bretton Woods après la Seconde Guerre mondiale. La Chine cherche à travers ce projet à affirmer son leadership sur le processus de mondialisation à l'époque de la révolution numérique, défendant le multilatéralisme et adoptant la posture de l'hégémon bienveillant pour les décennies à venir.

UNE CONFRONTATION ANCIENNE AVEC L'OCCIDENT

On se souvient sans doute que la Chine s'est toujours pensée comme le centre du monde jusqu'à ce que l'Occident lui démontre brutalement le contraire en lui imposant les traités inégaux. Avec la Révolution communiste la Chine prépare sa revanche en tentant d'exporter son modèle au monde entier (en concurrence avec l'URSS) autour d'une coexistence pacifique symbolisée

Dossier « XI JINPING : La Chine a la conquête du monde »

réalisé par l'association Espricors@ire

Mars 2019

Page 3 sur 97

par le mouvement des pays non alignés. à la mort de Mao, Deng entame un virage brutal de la stratégie chinoise qui consiste à s'insérer dans le système économique mondial tel qu'il est et en adaptant ses structures économiques selon le principe d'un socialisme à économie de marché, sous l'autorité du PCC, parti unique.

Après avoir remplacé Taïwan à la Banque mondiale et au FMI en 1980, la Chine accélère son insertion dans l'économie mondiale. Elle adhère en 1991 à l'APEC (Asia-Pacific Economic Cooperation). À la suite de la crise asiatique de 1998, elle se joint à la Corée du Sud et au Japon au sein de la Chiang Mai Initiative (CMI), accord multilatéral de swap de devises permettant de gérer les problèmes de liquidités à court terme dans la région. Cet accord devient multilatéral sous le nom de Chiang Mai Initiative Multilateralisation (CMIM) Agreement en 2010 – y associant les pays de l'ASEAN – afin de réduire la dépendance des pays d'Asie à l'égard des grandes institutions internationales (FMI et BM).

L'adhésion de la Chine à l'OMC (2001) et les concessions majeures qu'elle accepte alors, à la différence de l'Inde qui, faisant partie du GATT depuis 1948, n'avait pas eu à faire de telles concessions et a pu maintenir aujourd'hui encore une économie très protégée. Ces concessions sont le signe décisif que la Chine s'engage à respecter les règles du jeu multinational, même si aujourd'hui, 17 ans après, on s'aperçoit que les règles de l'OMC sont insuffisantes en matière de subventions et de protection de la propriété intellectuelle notamment.

Le succès économique est au rendez-vous ce qui conforte l'engagement chinois pour le multilatéralisme. Depuis lors la Chine multiplie les accords régionaux de libre-échange : quinze accords signés et onze en cours de négociation. Sans compter les multiples accords de partenariat signés avec des pays africains.

Face à la Chine les États-Unis passent par quatre phases :

- 1950-1972 : confrontation avec les guerres de Corée et du Vietnam, et la création de l'OTASE,
- 1972-1980 : période d'observation pacifiée avec la reconnaissance de la Chine par Nixon,
- 1980-2001 : ouverture et négociations conduisant à l'adhésion de la Chine à l'OMC,
- Depuis 2008 les États-Unis oscillent entre négociation et confrontation.

Prenant conscience des conséquences majeures de la montée en puissance de la Chine, Obama initie en 2011 une politique dite du « Pivot vers l'Asie » qui se concrétise par un vaste projet d'accord de libre-échange TPP (Trans-Pacific Partnership) signé début 2016 entre 12 pays, excluant la Chine. Avec Trump l'ambiguïté est levée et commence une nouvelle phase de confrontations où la Chine est désignée comme adversaire stratégique des États-Unis. Le rejet du multilatéralisme conduit Trump à sortir les États-Unis du TPP et de l'accord de Paris sur le climat. Ce faisant il cède à la Chine le flambeau du multilatéralisme.

BRI (BELT AND ROAD INITIATIVE) UN CONTENU À GÉOMÉTRIE VARIABLE

En lançant ce projet, Xi Jinping renoue avec une très ancienne tradition chinoise de travaux gigantesques qui ont marqué son histoire depuis la construction de la Grande Muraille jusqu'au Grand Canal qui relie sur plus de mille sept cents kilomètres le Sud au Nord de la Chine. Au temps du Grand Bond en Avant, Mao avait songé à relancer de gigantesques projets de barrages

Dossier « XI JINPING : La Chine a la conquête du monde »

réalisé par l'association Espricors@ire

Mars 2019

Page 4 sur 97

hydroélectriques sur le Yangzi Jiang mais la Chine ne disposait pas à l'époque des moyens techniques et humains nécessaires. Finalement, c'est Li Peng, Premier ministre, qui lance les travaux du barrage dit des Trois Gorges en 1992, avec l'approbation, chose exceptionnelle en Chine, des deux tiers seulement des votes du Congrès National du Peuple. Ce barrage est la plus grande centrale hydroélectrique du monde. Li Peng est aussi celui qui dès 1996 lance l'idée des « nouvelles routes de la soie » reprise en 2013 par Xi Jinping qui en fait un guide majeur de sa politique tant nationale qu'internationale.



Les observateurs étrangers ont du mal à saisir le contenu de ce projet qui ne cesse de s'élargir. Pour ce qui est de la couverture géographique, on est passé d'un projet visant à améliorer l'interconnexion entre l'Europe et l'Asie, à un projet élargi à l'Australie, à la Nouvelle Zélande, à l'Afrique subsaharienne, au Maghreb et aux pays latino-américains ; la ceinture terrestre se double d'une route maritime à travers la mer de Chine, l'Océan indien et le long du continent africain et d'une autre route qui se projette à travers le Grand Nord et l'Arctique mais qui ne semble pas avoir un grand avenir.

Bien sûr, le financement et la réalisation de projets d'infrastructures : routes, voies ferrées, ports, zones industrielles, production électrique (dont de nombreuses centrales au charbon), de télécommunications intercontinentales et régionales, ainsi que de nombreux projets immobiliers et touristiques, restent au cœur du projet. Mais ils associent de plus en plus d'investissements immatériels allant de la recherche sur les nouvelles technologies de l'information, à la création d'universités, de systèmes de sécurité, de multiples forums de *Brain Storming* sur la mondialisation et sur la coopération internationale, qui font de la BRI un projet global de mondialisation aux normes chinoises.

Enfin l'initiative des routes de la soie est aussi un projet cohérent avec la politique de renforcement du rôle des grandes entreprises d'État chinoises qui dominent le secteur des infrastructures. En revanche l'économie numérique est dominée par des entreprises privées géantes très liées cependant au régime (Baidu, Alibaba, Tencent, Huawei, Xiaomi etc.). Celles-ci ont pour mission de mener le pays au leadership mondial de ces technologies.

Ce secteur est en crise de surcapacité de production depuis la fin du plan de relance massif qui avait suivi la crise mondiale de 2008. La BRI correspond aussi à des objectifs d'aménagement du territoire propre à la Chine. Il s'agit de réorienter la croissance chinoise vers les régions les moins favorisées de l'Ouest de la Chine et d'une manière générale de réorienter le développement économique mondial vers l'Eurasie, une sorte de stratégie de contournement des États-Unis.

(*)**Michel Fouquin** est conseiller au Centre d'Etudes Prospectives et d'Informations Internationales (CEPII) et professeur d'économie du développement à la faculté de sciences sociales et économiques (FASSE) Université Catholique de Paris.

(*)**Jean-Raphaël Chaponnière** est chercheur associé à Asie21 (Futuribles) et membre d'Asia Centre. Il a été économiste à l'Agence Française de Développement, conseiller économique auprès de l'ambassade de France en Corée et en Turquie, et ingénieur de recherche au CNRS pendant 25 ans

Des articles plus complets : <http://www.cepii.fr/CEPII/fr/welcome.asp>

[Retour au sommaire](#)

« Ceinture, corridors routes de la soie »

Par Michel Fouquin (*)

Economiste, Conseiller du CEPPII

et Jean-Raphaël Chaponnière (*)

chercheur associé à Asie21 (Futuribles)

Initialement Belt and Road Initiative (BRI) est un projet centré sur le développement d'infrastructures de transport et de gazoducs et sur le développement des connections entre l'Europe et l'Asie. Il s'organise à partir d'une ceinture eurasiatique et de corridors débouchant sur des routes maritimes

La Ceinture eurasiatique se démultiplie en trois voies :

- La plus utilisée part de Chine (Chengdu, Chongqing, Wuhan...), traverse le Kazakhstan puis la Russie, la Biélorussie et la Pologne pour arriver en Europe du Nord (Duisbourg) avec des prolongations vers d'autres villes européennes.
- Une seconde voie moins utilisée traverse au nord la Mongolie et rejoint le transsibérien.
- Une troisième voie eurasiatique traverse le Kazakhstan et continue vers l'Iran ou la Turquie (via le Caucase) avec une prolongation possible vers l'Europe[1].
- À côté de ces voies « eurasiatiques », il y a les voies asiatiques. **Trois corridors :**
- Chine-Pakistan,
- Chine-Laos-Thaïlande,
- Bangladesh-Chine-Inde-Myanmar,
- aboutissant à des ports d'où partent **les Routes maritimes** qui traversent l'Océan Indien et remontent le long du continent africain vers l'Europe.

LA CEINTURE ET L'ENJEU DU TRANSPORT FERROVIAIRE

Commencé à la fin de la décennie 2000, l'affrètement de trains par les constructeurs d'automobiles et les entreprises de l'électronique est à l'origine du développement du transport par rail entre la Chine et l'Europe.

L'essor du train a été très rapide dans la décennie 2010 : de 17 convois en 2011, on est passé à 80 en 2013, puis à 815 en 2015 et à près de 5000 en 2018 (des estimations parfois plus importantes incluent le trafic dirigé vers la Russie). Le nombre de conteneurs acheminés par le rail a centuplé et atteint 280 000 unités en 2018.

Mesurée en volume (nombre de conteneurs), la part du chemin de fer dans les échanges entre la Chine et l'Europe est de 1,3 % en 2016, derrière l'avion (1,9 %) et le maritime (95 %). En

Dossier « XI JINPING : La Chine a la conquête du monde »

réalisé par l'association Esprtcors@ire

Mars 2019

Page 7 sur 97

valeur, ces parts sont de respectivement 2 %, 28 % et 70 %. Ce trafic est déséquilibré car les convois aller vers l'Europe sont pleins et qu'un sur deux seulement revient chargé vers la Chine. Ces trains transportent des pièces automobiles, des composants électroniques, des biens durables, des produits sidérurgiques.

Jusqu'en 2006, le transport de marchandises de la Chine vers l'Europe était plus lent et plus cher par voie ferrée que par voie maritime. La progression de la part du rail est due à la réduction de la durée du transport, de 35 à 16 jours en 2018, qu'expliquent à la fois une meilleure gestion des opérations (dont le transbordement) et la vitesse plus rapide des trains. Ceux-ci atteignent les 100 km/h en Russie au lieu de 60 km/h), alors que dans le même temps, pour limiter leurs émissions de carbone, les navires ont réduit leur vitesse. L'essor du rail s'explique aussi par le soutien apporté par les provinces chinoises de l'Ouest et du Centre – Chongqing vers Duisbourg (Allemagne), Wuhan vers Lyon, Yiwu vers Londres. Pour contourner la bureaucratie des chemins de fer chinois, l'État a confié le pilotage de ces lignes à des opérateurs issus de ces provinces. Ces sociétés qui organisent le transport jusqu'en Europe du Nord sont concurrentes entre elles car les villes se livrent à des surenchères pour devenir une tête de ligne vers l'Europe. Elles bénéficient de subventions locales – plus fortes pour le transport depuis l'Europe que vers l'Europe – qui couvrent le surcoût du transport ferroviaire chinois[3] et qui seraient en moyenne de 4 000 dollars par conteneur de 40 pieds, soit 600 millions de dollars par an pour l'ensemble des provinces. En 2018, le gouvernement chinois a exigé des provinces qu'elles diminuent ces subventions qui ne devraient pas représenter plus de la moitié du coût (domestique) du transport et disparaître d'ici 2020. Les provinces chinoises ont investi dans l'amélioration des gares et la construction de ports secs, comme celui de Khorgos à la frontière entre la Chine et le Kazakhstan.

Deux fois plus rapide que le maritime, le transport par voie ferré d'un conteneur a un prix de revient de près de trois fois celui du transport par voie maritime (1,5 fois seulement pour le chargeur du fait de la subvention accordée par les provinces chinoises). Si l'on tient compte du coût du financement du fond de roulement, l'écart se réduit à 32 % pour un conteneur d'une valeur de 750.000 dollars (acheminé en 20 jours par rail) et à 6 % pour un conteneur d'une valeur de 1,5 millions – rempli d'ordinateurs portables par exemple. De plus, des coûts non quantifiables sont à prendre en compte comme une meilleure régularité et une meilleure sécurité, la pondération de ces facteurs variable selon les chargeurs pouvant s'avérer décisive dans le choix d'un mode de transport.

Comparaison des coûts de transport entre la Chine et l'Europe par rail ou par bateau

Conteneur de 40 pieds transportant des biens d'une valeur de 750 000 dollars	Par rail	Par bateau
Durée jours	20	40

Prix facturé au chargeur	4 000**	2 000
Frais financiers (fonds de roulement*)	822	1 644
Coût pour le chargeur	4 822	3 644

*en faisant l'hypothèse d'un taux d'intérêt de 2%

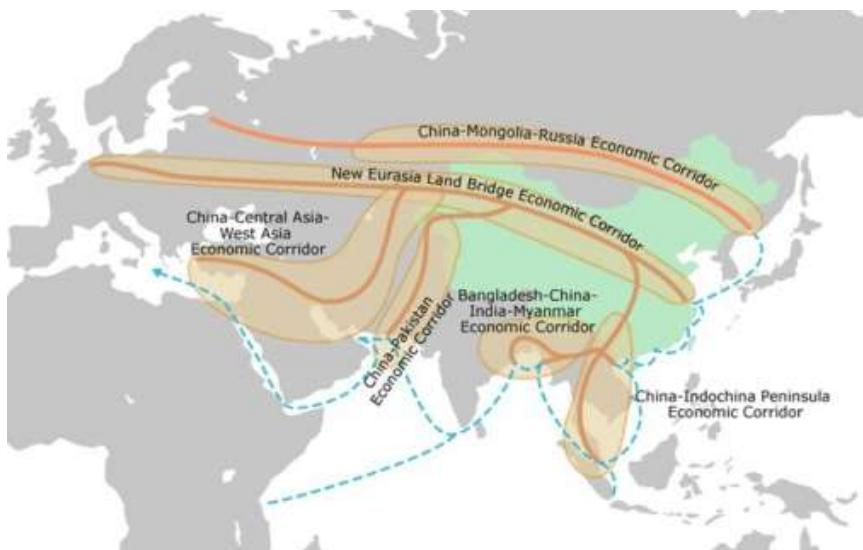
** Ce coût s'explique par la subvention accordée par les provinces chinoises et qui serait en moyenne de 4000 dollars par conteneur.

Sources: à partir des données de Jacob Jakowski op.cit. et Xavier Wanderpepen

Ce transport ferroviaire utilise le réseau hérité de la période soviétique, auquel se sont ajoutés des raccords construits par le Kazakhstan au début des années 1990. Dans le cadre de la BRI, l'amélioration des voies[4] a permis une réorganisation de la chaîne de transport qui a conduit à une réduction du temps de transport[5]. Ces transformations n'auraient pas été possibles sans la coopération entre les sociétés de chemin de fer des différents pays eurasiatiques.

Le rail se substituera-t-il au transport maritime ? Son adoption par de nouveaux chargeurs et la mise en circulation de trains un peu plus rapides et transportant plus de conteneurs (80 au lieu de 60) pourraient pallier la suppression progressive des subventions chinoises. Le trafic entre la Chine et l'Europe était de 14 trains par jour en 2018. L'Union internationale des chemins de fer (IUR) prévoit 24 trains par jour en 2020. La voie ferrée pourrait transporter 10 % du fret Chine Europe en volume et probablement 15 % en valeur, avec un trafic de et avec 54 trains par jour.

The Belt and Road Initiative: Six Economic Corridors Spanning Asia, Europe and Africa



Source : CSIS

À moyen terme, le transport ferroviaire continuera de prendre des parts de marché au transport aérien et, sans se substituer au transport maritime entre l'Europe et la Chine, il élargira la palette de choix des chargeurs chinois et européens tout en permettant aux sociétés de logistique chinoises de gagner sur le marché mondial. Des améliorations technologiques (wagons connectés, automation des changements de bogies) réduiront la durée du transport ; à plus long terme l'adoption en dehors d'Europe d'une électricité plus propre^[6] et d'une tarification intégrant le cout du carbone augmenteront l'avantage du transport ferroviaire entre l'Europe et la Chine.

LES CORRIDORS

En développant la Ceinture, la Chine cherche à désenclaver les provinces de l'Ouest et à améliorer la connectivité au sein de l'Eurasie. La réalisation des corridors en Asie du Sud et en Asie du Sud Est poursuit un objectif plus régional : la Chine cherche ainsi à accéder plus facilement à l'océan Indien, à développer le Yunnan et à contourner la mer de Chine méridionale, région stratégiquement instable

Corridor sino pakistanais (CESP)

Reliant la Ceinture à la Route maritime, le CESP est le projet le plus ambitieux de la BRI. Entre 1966 et 1978, Chinois et Pakistanais ont réalisé la route du Karakoram qui, traversant un col à 5600 mètres et un territoire revendiqué par l'Inde (Cachemire), aboutit à Islamabad. En 2006 la Chine a construit le port de Gwadar dans le Baloutchistan, une province agitée par des mouvements irrédentistes. Proposé dès 2006, la réalisation du corridor énergétique et commercial devrait faire de ce port secondaire (5 % du commerce maritime pakistanaise) un grand port de transit vers la Chine. S'étendant sur 3000 kilomètres le CESP inclut des voies ferrées, des oléoducs et des câbles optiques, des centrales électriques et des Zones Economiques spéciales (ZES). Le corridor fonctionnait mal lorsqu'en 2013 où sa gestion a été confiée à la Chinese Overseas Ports Holding Company pour 43 ans. L'investissement (équivalent à 19 %

du PIB pakistanais de 2016) atteindrait 55 milliards de dollars sur les dix années à venir[7] et pourrait faire de Gwadar un port de transit équivalent à celui de Shenzhen.



Le corridor indochinois : l'intégration de l'Asie du Sud-Est

Le corridor Chine-Indochine raccorde la province chinoise périphérique du Yunnan à la partie péninsulaire de l'Asie du Sud-Est. maintes fois annoncés et reportés depuis 2010, les travaux de la ligne Kunming-Boten-Luang Prabang-Vientiane ont été entamés début 2017 et progressent très rapidement sur un terrain très accidenté (40 % de tunnels et de ponts). Le cout de ce projet[8]représente un investissement considérable pour le Laos (45 % du PIB).

Cette ligne devrait se raccorder avec celle allant de la frontière laotienne au port de Map Ta Phut sur le Golfe du Siam et qui a fait l'objet d'un *Memorandum of Understanding* (MoU) signé en 2017 par la Chine et la Thaïlande. Au-delà, la situation devient plus incertaine car, ayant remporté les élections en Malaisie, Mahatir a demandé une révision des projets signés par le gouvernement de Najib, parmi lesquels la ligne à grande vitesse entre Kuala Lumpur et Singapour

Ce corridor pose un problème majeur au Vietnam qui a surinvesti dans la construction de ports en eau profonde : ils fonctionnent seulement à 20% de leur capacité. De plus les conflits sur le partage des eaux territoriales et l'opposition d'une partie de la population vietnamienne mettent le gouvernement en difficulté car il ne peut se passer du fret chinois pour son développement

Le corridor Bangladesh-Chine-Inde-Myanmar

Envisagé dès 1999, le corridor BCIM qui relie Kunming à Kolkota en Inde, soit 2 800 kilomètres via le Myanmar et le Bangladesh, prévoit la construction d'une route et d'une voie ferrée. Faute d'accord international ce corridor est le moins avancé, par contre, le corridor économique Chine Myanmar, qui pourrait servir de bretelle au BCIM, progresse. La Chine a en effet signé un accord pour la construction d'une voie ferrée entre Kunming et le port birman

de Kyaukphyu sur le golfe du Bengale qui viendra s'ajouter aux oléoduc et gazoduc en service depuis 2013.

Les routes maritimes

Quelques mois après avoir présenté à Astana la version terrestre de la BRI, Xi Jinping a annoncé au sommet Asie Afrique d'Astana les projets de routes maritimes qui, partant des trois corridors traversent l'Océan Indien et aboutissent à l'Europe. Plusieurs ports situés le long de ces routes font partie du Collier de perles[9] que la Chine a commencé à réaliser avant l'annonce du projet BRI.

Dans ce contexte, plusieurs pays africains ont adhéré à la BRI et la Chine finance plusieurs projets de transport : les voies ferrées entre Djibouti – où la marine chinoise a installé une base navale – et Addis Abéba (Ethiopie), Mombasa et Nairobi (Kenya) – ; un port à Bagamoyo (Tanzanie) qui pourrait devenir le plus grand d'Afrique Orientale. Des entreprises chinoises participent à des titres divers à la gestion d'installations portuaires africaines.

Enfin un nombre croissant de pays éloignés de ces routes adhèrent au projet BRI : en Afrique du Nord (Algérie, Maroc), en Afrique de l'Ouest (Ghana, Sénégal), en Amérique du Sud (Equateur, Pérou, Chili) et dans le Pacifique Sud (Nouvelle Zélande, Tonga, Vanuatu). Au total l'envergure de ces projets amène inévitablement à se poser la question du financement et de leurs contreparties ce que nous aborderons dans les articles suivants.

[1] L'amélioration de la voie ferrée entre Bakou et la Mer Noire, la ligne vers l'Iran, une nouvelle voie entre Kashgar et Andijan viseraient moins à améliorer la connectivité entre la Chine, l'Iran et la Turquie qui peuvent être reliés par voie maritime, que de renforcer une alternative crédible à la voie qui traverse la Russie.

[2] En 2008, Foxconn a organisé un premier train depuis Shenzhen, en 2009, DB Schenker, RZD (russe) et China Railway ont lancé un service hebdomadaire entre Duisbourg et Shanghai (où se situe SAIC liée à Volkswagen) ; le polonais Hatrans a développé un service analogue entre Lodz (Dell) et Chengdu et depuis 2011, HP utilise un service entre Chongqing et Duisbourg.

[3] Les chemins de fer chinois ont réalisé un investissement considérable pour la construction de 25000 km de lignes à grande vitesse (passagers).

[4] Avant le lancement de la BRI, le Kazakhstan a investi 3,3 milliards de dollars dans l'amélioration des voies ferrées et la construction du port sec de Khorgos à la frontière chinoise.

[5] La modification des méthodes de chargement et déchargement de conteneurs en mettant deux trains côte à côte sur deux voies à écartement différent et en glissant les conteneurs d'un wagon à l'autre, aurait ramené très significativement la durée du transbordement.

[6] Selon les données de l'ADEME, l'émission de carbone pour le transport d'une tonne km est de 29 grammes par voie maritime, de 20 grammes par voie ferrée avec traction diesel (peu utilisée), de 2 grammes par voie ferrée à traction électrique en France et 10 grammes en dehors de France où l'électricité est plus souvent produite par des centrales à charbon.

[7] Ce montant se répartit en 17,7 milliards pour le secteur énergétique, 5 milliards pour les infrastructures et 25,4 milliards de dollars pour des projets dans les Zones Économiques Spéciales. Source FMI article IV Pakistan juillet 2017.

[8] Le coût du projet Boten-Vientiane s'élève à près de 6 milliards de dollars ; le Laos et la Chine ont convenu d'un partage 30 %-70 %. Cette ligne sera doublée d'une autoroute qui pourrait être inaugurée en 2021.

[9] La stratégie dite du « collier de perles » est l'expression forgée en 2004 par un rapport de Booz Allen Hamilton pour le Secrétariat à la défense des Etats Unis pour rendre compte des initiatives de la marine chinoise qui a édifié un réseau de ports militaires et d'appuis logistiques autour du sous-continent indien et au-delà. Parmi ces ports il y a celui de Sihanoukville au Cambodge, de Kyaukpyu et de Sittwe en Birmanie, de Chittagong au Bangladesh, d'Hambantota au Sri Lanka, de Gwadar au Pakistan, de Doraleh et d'Obock à Djibouti, Port-Soudan au Soudan.

(*)**Michel Fouquin** est conseiller au Centre d'Etudes Prospectives et d'Informations Internationales (CEPII) et professeur d'économie du développement à la faculté de sciences sociales et économiques (FASSE) Université Catholique de Paris.

(*)**Jean-Raphaël Chaponnière** est chercheur associé à Asie21 (Futuribles) et membre d'Asia Centre. Il a été économiste à l'Agence Française de Développement, conseiller économique auprès de l'ambassade de France en Corée et en Turquie, et ingénieur de recherche au CNRS pendant 25 ans

Des articles plus complets : <http://www.cepii.fr/CEPII/fr/welcome.asp>

[Retour au sommaire](#)

« La chine acteur global de la mondialisation »

Par Michel Fouquin (*)

Economiste, Conseiller du CEPPII

et Jean-Raphaël Chaponnière (*)

chercheur associé à Asie21

(Futuribles)

Un bilan de l'activité chinoise à l'international depuis 2013 frappe d'abord par la rapidité avec laquelle elle a fait de la Chine un acteur majeur de la mondialisation tant en termes d'investissements directs que de prêts aux pays en développement. Le projet des routes de la soie qui est un projet unique, hors norme, apparaît avant tout comme un moyen de structurer progressivement la vision chinoise de la mondialisation, qui allie intérêt économique et stratégique de la Chine à long terme.

Le développement accéléré de la Chine depuis les réformes de Deng en 1978 a, pour une large part, bénéficié de sa politique d'ouverture à l'international. Celle-ci n'a cessé de s'approfondir. Quasi nulle à l'époque de Mao, la part de la Chine dans les exportations mondiales atteint 13,3 % en 2018 (après un pic à 14,1 % en 2015) et 10,7 % à l'importation. La Chine est désormais le premier exportateur et le second importateur mondial.

Cette accélération est en partie due à l'entrée massive d'entreprises étrangères. Inexistante jusqu'en 1992, l'entrée d'IDE atteignait 136 milliards de dollars en 2017, représentant en moyenne 8 % du total mondial des IDE de 1992 à 2017. Les investissements entrants dans des activités d'assemblage de composants importés ont joué un rôle majeur pour l'essor des exportations chinoises : au début des années 2000, 55 % des exportations chinoises sont le fait de filiales d'entreprises étrangères et depuis, cette part ne cesse de diminuer et tombe à 43 % en 2017.

À PARTIR DE 2013 LA CHINE DEVIENT UN INVESTISSEUR MONDIAL

2013 peut être considérée comme l'année de l'affirmation de la Chine comme acteur de la mondialisation et non plus comme un simple réceptacle. En 2015 les sorties d'IDE sont plus importantes que les entrées. Ainsi elle développe depuis 2013 à grande échelle ses investissements directs vers l'étranger, ses prêts à long terme, et ses acquisitions de portefeuille d'actions.

Elle est ainsi passée de moins d'un pour cent des investissements directs mondiaux sortants sur la période 2004-2007, à plus de dix pour cent sur la période 2014-2017. Selon Heritage [1] la plus grande part de ses investissements se concentre, pour la période 2005-2017, sur des opérations de fusion acquisition : pour 829 milliards de dollars contre 260 milliards d'investissements nouveaux (Greenfield Investment). L'Europe est la destination privilégiée avec 305 milliards de dollars de F&A, suivie des États-Unis pour 158 milliards, contre respectivement 13 et 18 milliards d'investissements nouveaux. Plus précisément le rachat

Dossier « XI JINPING : La Chine a la conquête du monde »

réalisé par l'association Espricors@ire

Mars 2019

Page 14 sur 97

d'entreprises occidentales s'oriente d'une part vers des secteurs traditionnels liés au tourisme et au commerce (Hôtellerie, restauration et alimentation, transport routier, maritime et aérien), mais aussi vers des entreprises de l'énergie et de la haute technologie ce qui suscite de plus en plus d'inquiétude à la fois en termes de sécurité et de concurrence. À ces investissements directs s'ajoutent les investissements de portefeuille[2], qui s'apparentent davantage à des prises de participation qu'à des investissements nouveaux, ils représentent 40 % en supplément des investissements directs sur la période 2013-2017. À l'inverse, les investissements directs dans les pays en développement ou dans les pays Belt and Road Initiative (BRI) sont très minoritaires, car les entreprises susceptibles d'être rachetées par des investisseurs chinois sont rares et les risques associés à de tels investissements sont très difficiles à mesurer.

BRI INFRASTRUCTURE ET ENDETTEMENT

Xi Jinping s'est donné jusqu'en 2049, date du centième anniversaire de la fondation de la République populaire de Chine, pour achever son projet. Il est impossible de mesurer avec précision les progrès accomplis dans la mise en œuvre de son projet, car la Chine ne publie pas de liste officielle des projets classés BRI. De plus, certains projets — tels que le corridor Pakistanais, ou le TGV indonésien — étaient entrepris par la Chine bien avant l'annonce en 2013 de BRI.

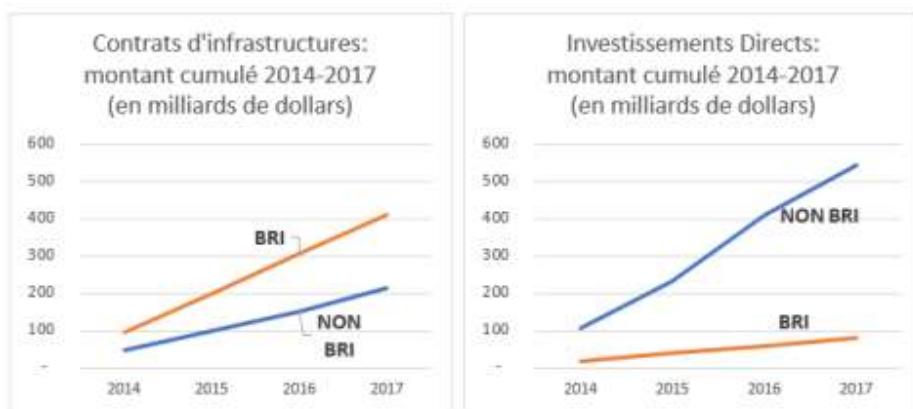
De plus, les rares annonces officielles sont contradictoires[3]. Ce manque de cohérence et de transparence a suscité de nombreuses initiatives de recensement, dont les publications du RWR Advisory Group pour les prêts liés à BRI. Selon RWR le montant des crédits accordés annuellement par les banques chinoises qui avait été de 150 milliards de dollars en 2014 et 2015, serait passé sous la barre des 100 milliards en 2017 et 2018.

LES INVESTISSEMENTS DIRECTS VERSUS LES PRÊTS

Selon le Mofcom, les investissements directs dans les pays participants au BRI sont très faibles, 18 milliards par rapport aux 138 milliards destinés aux pays hors BRI. Il y a relativement peu de rachat d'entreprises. Il y a plusieurs raisons à cela : les grandes entreprises de ces pays sont peu nombreuses, les données les concernant sont en général peu transparentes, de plus ces entreprises sont souvent protégées par leurs États. En revanche, la Chine propose à ces pays des prêts très importants et en forte croissance pour financer le développement de leurs infrastructures.

Accompagnant ces prêts, les entreprises chinoises sont très présentes dans les pays émergents où elles ont réalisé près de 80 % de leurs contrats de construction, soit pour 1 300 milliards de dollars cumulés entre 2005 et 2017. L'Asie de l'Est arrive en tête suivie de l'Asie de l'Ouest puis de l'Asie du Sud-Est du Maghreb et enfin de l'Asie du Sud (Pakistan), assez loin derrière arrive l'Amérique latine. Les pays développés sont quasiment absents de ces programmes.

Selon le Mofcom, la moyenne annuelle des constructions réalisées par les entreprises chinoises dans les 80 pays BRI est passée de 58 milliards de dollars sur la période 2009-2013 à 85 milliards sur la période 2014-2017, soit une hausse de 50 %. Les hausses les plus fortes ont eu lieu en Asie du Sud-Est et au Moyen Orient, un peu moins en Asie du Sud et peu en Asie Centrale.

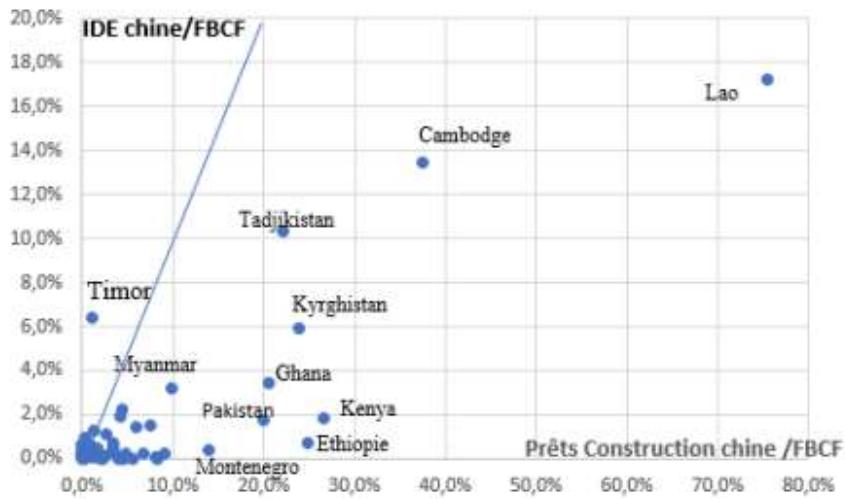


Source : Mofcom

Montants des prêts effectués par les banques chinoises 2009-2017 (moyenne annuelle en milliards de dollars)

	2009/13	2014/17
Monde	97,5	156
80 pays BRI	58	85
BRI Afrique	13,0	17,7
BRI Asie	41,4	63,9
Asie Sud	10,5	13,5
Asie Centrale	3,4	4,6
Asie Sud Est	14,5	27,1
Asie MO	12,1	18,7
BRI Europe	2,3	3,4

En rapportant les crédits et les IDE chinois à la Formation Brute de Capital Fixe des pays adhérent au BRI, on constate que la part des crédits est plus élevée (à l'exception de Timor, les pays sont à droite de la diagonale) que celle des IDE. En revanche la participation de la Chine sous ces deux formes est très forte chez ses voisins immédiats (Cambodge, Laos, Tadjikistan, République Kirghize). Hors de cette zone certains pays africains (le Ghana, l'Éthiopie, le Kenya et le Mozambique) sont aussi des cibles de choix des Chinois, enfin le Pakistan apparaît susciter un intérêt majeur de la Chine, probablement du fait de considérations géostratégiques.



RÔLE CENTRAL DES BANQUES CHINOISES ET RÔLE EFFACE DES BANQUES MULTILATÉRALES INITIÉES PAR LA CHINE

Le système bancaire chinois qui soutient BRI se compose de quatre types d'institution : Les « policy banks », China Development Bank et l'Exim Bank, d'une part, et les quatre grandes banques commerciales chinoises qui financent 97 % des opérations chinoises de prêts internationaux. Le reste est pris en charge par les banques multinationales créées par la Chine. Ainsi, sur les 292 milliards de dollars, 134 milliards viennent de l'Exim Bank et de la China Development Bank, 150 milliards viennent des banques commerciales publiques chinoises. Enfin deux banques multilatérales, l'Asian Infrastructure Investment Bank (AIIB) et la New Development Bank (NDB) n'interviennent que pour 2 milliards chacune (Financial Times, 11 mai 2017).

Deux ans après le lancement de la BRI, la Chine a en effet annoncé la création de l'AIIB. Critiquée par Washington qui l'accusait de vouloir saper la gouvernance des institutions financières internationales, cette initiative a été plébiscitée par 57 pays, dont les pays européens, qui participent à son capital qui s'élève à 100 milliards de dollars. La Chine détiendrait 43 % des voix. La montée en puissance de cette nouvelle banque multilatérale est plus lente qu'anticipée. Établie en janvier 2017, elle a approuvé pour 4,4 milliards de dollars de projets (en mai 2018), soit huit fois moins que la Banque Asiatique de Développement. Les autres banques chinoises, mentionnées plus haut, ont par comparaison investi pour 177 milliards de dollars sur un total de 186 milliards à la fin 2016. Selon la China Banking association, cité par Caixin, la part de l'AIIB et de la NDB représentait 1,4 % d'un encours de 292 milliards (soit 100 milliards de plus) aux pays BRI. En janvier 2018, au Asian Financial Forum in Hong Kong, la CDB a déclaré avoir engagé 110 milliards à la fin 2017 (Asian Nikkei Review, 15 janvier 2018). La lenteur de l'entrée en action de l'AIIB tient probablement au fait que cette banque doit se conformer aux règles de gouvernance et de transparence en vigueur dans les grandes institutions bancaires internationales, ce qui n'est pas le cas des banques à capitaux purement chinois. Dans ce domaine aussi les pratiques chinoises seront amenées à évoluer.

Pour conclure, si l'on fait le bilan de l'activité chinoise à l'international, on est d'abord frappé de la rapidité avec laquelle elle s'est déployée pour faire de la Chine un acteur majeur de la

mondialisation. Le projet des routes de la soie qui est un projet unique, hors norme, qui correspond cependant à des besoins bien réels apparaît avant tout comme un moyen de structurer progressivement la vision chinoise de la mondialisation, qui allie intérêt économique et stratégique de la Chine à long terme. Reste à savoir si un tel projet est réaliste, on en discute un article suivant.

[1] Selon le Mofcom, les deux tiers de ces flux se dirigent vers Hong Kong et des paradis fiscaux, Îles Caïmans, Îles Vierges dont une partie repart vers d'autres pays. Heritage, a construit depuis 2005 une base de données s'appuyant sur les informations de la presse et validées par des enquêtes. Elle collecte les annonces de projets d'un montant supérieur à 100 millions de dollars, de 200 entreprises alors que, selon le Mofcom, près de dix mille auraient investi à l'étranger. Cela conduit à sous-estimer la présence chinoise à l'étranger (en nombre) et en recensant les engagements et non les réalisations (qui font rarement l'objet d'information), elle surestime les montants investis

[2] La distinction opérée par le FMI pour les données de balance des paiements est de classer les prises de participation supérieures à 10 % en investissements directs et celles en dessous sont classées en investissement de portefeuille.

[3] En mars 2017, le directeur de la NDRC (National Development Reform Commission) a annoncé que l'investissement chinois cumulé dans le cadre de la BRI avait été de 50 milliards de dollars depuis 2013, et, dans le même temps, le porte-parole du Mofcom (ministère du Commerce extérieur) indiquait que le montant des contrats signés atteignait 304,9 milliards de dollars depuis 2013.

(*)Michel Fouquin

Conseiller au Centre d'Etudes Prospectives et d'Informations Internationales (CEPII) et professeur d'économie du développement à la faculté de sciences sociales et économiques (FASSE) Université Catholique de Paris.

(*)Jean-Raphaël Chaponnière

Chercheur associé à Asie21 (Futuribles) et membre d'Asia Centre. Il a été économiste à l'Agence Française de Développement, conseiller économique auprès de l'ambassade de France en Corée et en Turquie, et ingénieur de recherche au CNRS pendant 25 ans

Des articles plus complets : <http://www.cepii.fr/CEPII/fr/welcome.asp>

[Retour au sommaire](#)

« Chine des obstacles sur la route »

Par Michel Fouquin (*)
économiste, conseiller du CEPPII
et Jean-Raphaël Chaponnière (*)
chercheur associé à Asie21

L’expansion internationale de la Chine emprunte de multiples voies : celles du commerce, de l’investissement, de la finance et de la monnaie, pour s’en tenir à l’économie. Ce faisant, elle poursuit différents objectifs. Le projet de nouvelles routes apparaît comme le moyen de donner un cadre souple à cette stratégie globale de la Chine. Cependant on peut s’interroger sur sa faisabilité.

L’expansion internationale de la Chine emprunte de multiples voies : celles du commerce, de l’investissement, de la finance et de la monnaie, pour s’en tenir à l’économie. Ce faisant, elle poursuit différents objectifs : sécurité de ses approvisionnements, extension de son contrôle sur la mer de Chine et sur le Pacifique proche, accession à de nouveaux marchés, maintien d’excédents commerciaux substantiels pour financer sa stratégie mondiale, et pour couronner le tout, accès aux technologies les plus avancées de l’Occident pour accélérer sa propre mutation technologique. Le projet de nouvelles routes apparaît comme le moyen de donner un cadre souple à cette stratégie globale de la Chine, en intégrant tous ces aspects. Cependant on peut s’interroger sur sa faisabilité. L’annonce du projet a-t-elle été prématurée et/ou est-elle hors de proportion avec les moyens réels de la Chine d’aujourd’hui. Prématurée car elle provoque de multiples réactions de méfiance[1]. Hors de proportion, le terme pharaonique est souvent employé par les commentateurs. Certains estiment que la valeur des engagements chinois à long terme se situe entre 4 et 7 mille milliards de dollars[2]. La Chine rappelons-le est certes un pays très impressionnant mais c’est encore un pays en développement.

BELT AND ROAD INITIATIVE (BRI) ET LE PIEGE DE LA DETTE DANS LES PAYS EN DEVELOPPEMENT

De nombreux pays ne supportent plus les contrôles exercés par les organismes internationaux, tels que la Banque mondiale et le FMI qui, en échange de leur aide financière, imposent leurs conditions sous forme de transparence dans l’usage des fonds et pour les pays en cessation de paiements des programmes d’austérité douloureux. Un moyen d’échapper à ces contrôles apparaît pour certains de recourir aux prêts chinois. Cependant ces prêts n’entrent pas, la plupart du temps, dans la catégorie des prêts concessionnels relevant de l’aide publique au développement. Les conditions d’attribution de ces prêts ne sont pas transparentes : on ne connaît ni leur montant exact, les taux d’intérêt et les conditions . Ce qui conduit à une sous-estimation moyenne de 15% du montant de la dette des pays en question et donc à la sous-estimation des risques associés[3]. L’autre problème est lié à la place des entreprises et de la main-d’œuvre chinoises dans la réalisation de ces investissements. Enfin ces projets ne correspondent pas toujours aux besoins prioritaires de ces pays et peuvent se révéler être des projets à forte visibilité médiatique et faible intérêt économique.

Et enfin lorsque le pays s'avère incapable d'assurer le service de sa dette il se voit contraint de céder la gestion de l'infrastructure à une société chinoise. Encore cela ne suffit-il toujours pas à régler les problèmes de balance des paiements que connaissent ces pays. Il faut encore faire appel aux organismes internationaux qui alors demandent à connaître les conditions de financement et la réalité des faits ce qui met en difficulté les gouvernements en question. Le cas le plus inquiétant est celui qui est lié à l'endettement du Pakistan.

Le Corridor pakistanais (CPEC)[4], la composante la plus ambitieuse du projet BRI, comprend l'amélioration de milliers de kilomètres de routes, la construction de centrales électriques et une dizaine de Zones économiques spéciales. Alors qu'en 2016, le FMI félicitait le gouvernement pour sa gestion, deux ans plus tard l'économie pakistanaise était en crise. Les décaissements de crédits chinois expliquent 40 % de l'accroissement de la dette externe publique entre 2013 et 2017, tandis que l'envolée des importations chinoises a creusé le déficit. Confronté au FMI qui conditionne son intervention à des mesures d'austérité et à la transparence sur les conditions des prêts chinois, le gouvernement pakistanais s'est adressé à l'Arabie Saoudite et à la Chine qui pourraient exiger des « prises d'hypothèque » comme elle l'a fait au Sri Lanka.

À la fin des années 2000, l'Eximbank a financé le port sri lankais d'Hambantota d'où était originaire le Président. Étant incapable de faire face aux échéances de remboursement, le gouvernement sri lankais a cédé sa gestion à une société mixte détenue à 80 % par la compagnie China Merchant pour une durée de 99 ans. Depuis la signature de ce bail emphytéotique plusieurs pays ont exprimé des réticences vis-à-vis des projets BRI. La réaction de la Chine aux difficultés du Sri Lanka a déclenché une vague de défiance qui s'est propagée en Asie.

À Myanmar, la Chine a proposé un projet de plus de 10 milliards de dollars pour construire un port de la taille de Manille, une zone industrielle de 1600 hectares et une ville nouvelle. Après l'affaire Hambantota, ce projet a fait l'objet de débats et une commission a proposé de ramener le projet à 1,3 milliard de dollars. C'est également une révision à la baisse des projets chinois qu'envisage le nouveau gouvernement malaisien élu en 2018. S'interrogeant sur l'opportunité et le coût des projets chinois (lignes de train à grande vitesse Est Ouest, et Nord Sud, pipe et gazoduc), Mahatir a demandé une révision des « traités inégaux » signés avec la Chine.

Parmi les nombreux projets identifiés par la BRI, certains sont envisagés dans des zones dangereuses ou des pays économiquement risqués. Une analyse de Centre de Développement Global a identifié 23 pays vulnérables, dont certains sont d'ores et déjà en difficulté. Ces problèmes finissent par mettre en danger les banques de développement chinoises qui ont une exposition à ces risques particulièrement élevée[5].

Si les pays destinataires des fonds chinois deviennent circonspects, la Chine elle-même s'interroge car, comme on le verra plus loin, elle ne dispose pas de fonds illimités pour faire face à ces risques.

REPLIS DES INVESTISSEMENTS EN OCCIDENT

Les investissements chinois en Occident sont spectaculaires, mais ils sont encore de plusieurs ordres de grandeurs inférieurs à ceux des grandes compagnies occidentales. Prenons l'exemple des aéroports : d'un côté, la société Casil Europe (China Airport Synergie Investment Limited),

société française créée et détenue par Shandong Hi-speed Group et Friedmann Pacific AM[6] acquiert 49,9 % du capital de l'aéroport de Toulouse ; pendant ce temps, début 2018, Vinci, en acquérant 12 aéroports d'Airports Worldwide par sa filiale VINCI Airports développe, finance, construit et exploite au quotidien 46 aéroports partout dans le monde. Fin 2018 Vinci Airports acquiert la majorité du capital de l'aéroport de Gatwick (LGW), le deuxième aéroport de Grande-Bretagne (45,7 millions de passagers en 2018).

La poussée d'investissements privés chinois en Occident a connu un très fort déclin en 2017 et 2018. D'une part certaines entreprises chinoises, qui ont réalisé des acquisitions tous azimuts au prix d'un fort endettement, ont été violemment rappelées à l'ordre par le gouvernement chinois[7], d'autre part on assiste à une chute spectaculaire des IDE chinois à destination des États-Unis[8], chute en partie liée au conflit commercial opposant la Chine aux États-Unis et à la vigilance accrue des organismes de contrôle américains de ces opérations.

Face à d'importantes difficultés de financement, les groupes Wanda, HNA ou Anbang cherchent du cash désespérément. Ces groupes privés proches du pouvoir ont le défaut d'avoir investi dans des secteurs qui ne sont plus jugés prioritaires par le gouvernement. Wanda a investi entre autres dans le tourisme, l'hôtellerie, le sport (Athlético de Madrid), le cinéma. HNA est actif dans l'immobilier, le tourisme et la finance (actionnaire majoritaire de la Deutsche Bank). Depuis 2015, HNA fonctionne presque comme un fonds d'investissement : le groupe a investi à l'étranger pour 40 milliards de dollars, amassant une dette totale de près de 100 milliards de dollars pour 178 milliards d'actifs, d'après le groupe. Enfin Anbang venu du secteur des assurances s'est diversifié dans l'immobilier, l'hôtellerie, la banque et les services financiers. La chute de l'emblématique patron d'Anbang en mai 2018 est brutale : Wu Xiaohui est condamné à 18 ans de prison pour fraude et détournement de fonds. L'entreprise est passée sous tutelle de l'État pour un an.

Pour faire céder ces entreprises, l'État chinois dispose de l'arme absolue : il peut à tout moment donner l'ordre aux grandes banques d'État chinoises de cesser de leur faire crédit.

Ce rappel à l'ordre s'accompagne de la méfiance croissante des occidentaux à l'égard des investissements chinois dans des secteurs dits stratégiques et cela est le cas en particulier aux États-Unis[9]. Ainsi au cours de la première moitié de 2018 le CFIUS (Committee on Foreign Investment in the US) a bloqué six projets d'investissements chinois. Le plus récent a été la tentative d'acquisition pour 9,9 milliards de dollars de 45 % du capital d'une compagnie de fabrication et de développement de polymères, la Akron Polymer Systems. Certaines entreprises sont particulièrement visées et devraient être exclues des appels d'offre public pour les systèmes de télécommunication et en particulier pour les investissements dans la 5G. Ceci concerne en particulier Huawei et ZTE... Ce questionnement atteint aussi l'Europe qui se prépare à mettre en place des procédures de vérification des investissements dans les secteurs dits stratégiques.

LA QUESTION DU DOLLAR ET DE L'INTERNATIONALISATION DU RMB

L'expansion chinoise se fait dans un univers dominé par le dollar, seule monnaie vraiment universelle. Cela signifie que les échanges commerciaux, les investissements, tout comme les prêts, impliquant des acteurs chinois se font principalement en dollars. Selon les estimations réalisées sur la base des transactions internationales passant par le système SWIFT (cf. RMB

Tracker January 2018) plus de 80 % des opérations commerciales dont le bénéficiaire est localisé en Chine ou à Hongkong se font en dollars. Or la Chine ne dispose pas de réserves illimitées en dollars ce qui peut être une contrainte majeure pour la réalisation de ces projets BRI.

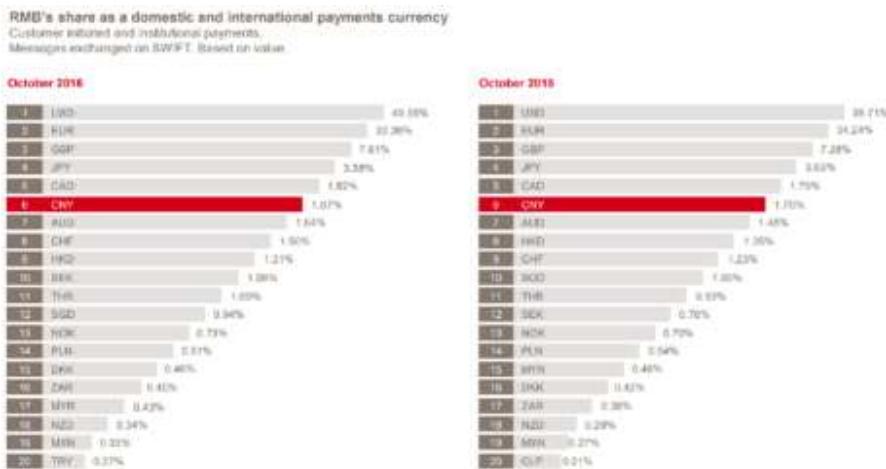
La Chine a déjà perdu en un an mille milliards de dollars de réserves à la suite de sorties massives de capitaux en 2016, réduisant son stock de réserves officielles à trois mille milliards de dollars, ce qui, selon certains auteurs, serait le montant considéré comme nécessaire pour préserver l'indépendance financière de la Chine en cas de tensions internationales. De plus, comme on vient de le rappeler, de nombreux projets en cours apparaissent irréalistes et fragiles financièrement, mettant les banques chinoises en danger.

Conscient de ces risques le gouvernement chinois a choisi en 2017 de freiner brutalement le mouvement, désignant certains projets comme irrationnels ou incompatibles avec la stratégie globale de la Chine. D'autres projets BRI, on vient de le voir, ont été revus à la baisse parfois à la demande même des bénéficiaires.

Autre solution pour l'avenir, la Chine cherche à s'associer à d'autres partenaires comme la Banque mondiale et l'Asian Development Bank. Mais cela soulève au moins deux problèmes : d'une part la Chine va devoir se plier aux disciplines de ces organisations, ce qu'elle contestait jusqu'à présent, et, d'autre part, se heurter à l'hostilité des États-Unis qui la soupçonnent de servir de ces organisations pour mener à bien des projets à son seul profit.

Enfin, pour réduire les contraintes financières liées à la domination du dollar, il y a l'internationalisation du RMB qui permettrait de financer une grande partie de ces projets en faisant fonctionner la planche à billet comme le font les États-Unis. L'internationalisation du RMB est de fait un objectif officiel du gouvernement chinois, qui vise à s'émanciper de la tutelle du dollar, et BRI est conçu comme un moyen d'accélérer ce processus. Mais de multiples obstacles s'opposent à cette transformation de la monnaie chinoise. Notamment l'obligation de la libéralisation complète du compte de capital chinois, prévue soi-disant pour 2020. Une telle libéralisation limiterait considérablement les interventions étatiques sur les flux de capitaux et la politique monétaire de la banque centrale qui devrait prouver son indépendance à l'égard d'un régime communiste.

Malgré de nombreuses mesures de libéralisation financière, la part du RMB est de 1,7 % dans les transactions internationales, elle demeure tout à fait marginale et ne tend pas à s'accroître. Elle est quasi-inexistante dans les réserves des banques centrales et quasi inexistante[10]. Il en va de même en matière d'émission de bons : après avoir atteint un maximum de 100 milliards de dollars en 2015, son niveau n'a cessé de chuter depuis pour atteindre un minimum de 30 milliards en 2018.



La Chine par ailleurs connaît un niveau d'endettement domestique considérable atteignant 300 % du PIB en 2018. Enfin, le déclin des excédents de balance courante vient réduire les marges de manœuvre de la Chine. Tout ceci n'est guère favorable à l'internationalisation de la monnaie chinoise.

Les projets chinois apparaissent hors norme, que l'on considère les montants évoqués, les délais de mise en œuvre ou encore l'échelle au niveau mondial. Et encore, on a à peine évoqué ici les ambitions géopolitiques, militaires, idéologiques et technologiques de la Chine. La réaffirmation forte de la prééminence totale du PCC sur la société chinoise et la volonté de ne pas se laisser dicter sa conduite par qui que ce soit, contredit l'idée de multilatéralisme qui implique de négocier et de chercher des compromis entre systèmes différents. Cela dit, les difficultés rencontrées par la Chine dans la mise en œuvre de son programme pourront l'amener à accepter plus de transparence et à s'associer à d'autres institutions multilatérales.

Notes de lecture

[1] Il en va de même sur le plan stratégique avec l'expansion en mer de Chine et la menace réaffirmée de la volonté de réunification par la force si besoin est de la Chine.

[2] À titre de comparaison le plan Marshall pour la reconstruction de l'Europe se montait à l'équivalent de 178 milliards de dollars de 2018, dont l'essentiel était distribué sous forme de dons destinés à acheter du matériel américain. Ce plan bénéficia à quinze pays européens, alors que les nouvelles routes intéressent plus de 80 pays.

[3] Carmen Reinhart. 2018. The Hidden Debt Bomb that the Chinese have funded in emerging Markets. Published by Project Syndicate.

[4] En novembre 2017, le Pakistan a décidé de se retirer du projet de barrage (14 milliards de dollars) de Diamer-Bhasha dam – un élément central du programme Chinois au Pakistan – car Islamabad refusait les conditions financières chinoises. Le même mois, le Népal abandonnait un projet de barrage de 2,5 milliards de dollars avec l'entreprise d'État China Gezhouba Group, car il n'avait pas fait l'objet d'un appel d'offres ouvert.

[5] Ces problèmes s'ajoutent à d'autres problèmes précédant le projet BRI comme celui des dettes du Venezuela. La Chine a prêté 50 milliards de dollars ces dix dernières années en échange de livraison de pétrole. Le prêt le plus important a été fait celui de la China Development Bank en 2010. Il dépassait les 20 milliards de dollars, un prêt dont les termes ne sont pas connus. Si le Venezuela faisait défaut la banque serait en situation de défaut et l'état

chinois devrait en assumer le coût. D'autres projets comme celui du canal transocéanique signé en 2013 par le milliardaire chinois Wang Jing pour 50 milliards de dollars ont été abandonnés. [6] Investisseur hongkongais soutenant officiellement la politique chinoise des « routes de la soie aériennes » et qui a déjà pris le contrôle de l'aéroport international de Tirana.

[7] En août, des limites ont été imposées sur les investissements chinois à l'étranger qui visaient des activités développées par Wanda – immobilier, hôtel, loisir et sports –. Le gouvernement chinois cherchait à freiner les sorties de capitaux qui pouvaient déstabiliser le système financier. L'administration voulait également diminuer les problèmes suscités par les investissements « irrationnels ou risqués » des entreprises chinoises à l'étranger.

[8] On enregistre une baisse de 30 % des investissements en valeur en 2017 et une chute de 90 % des annonces de nouveaux investissements en 2018. Les investissements à destination de l'Europe se maintiennent à peu près.

[9] Cf. [article du n°96 de la semaine précédente 3/4](#).

[10] À l'exception toutefois de la Russie qui, craignant les conséquences du conflit et des sanctions qui l'opposent aux États-Unis, a décidé de réduire de moitié ses réserves en devises détenues en dollar (-101 milliards soit 22 % des réserves totales) au profit tout d'abord de l'Euro et du RMB (44 milliards chacun) et le reste au profit du Yen. Le stock d'or augmente jusqu'à 78 milliards ; le montant total des réserves atteint alors 460 milliards de dollars fin 2018.

(*) Michel Fouquin

Conseiller au Centre d'Etudes Prospectives et d'Informations Internationales (CEPII) et professeur d'économie du développement à la faculté de sciences sociales et économiques (FASSE) Université Catholique de Paris.

(*) Jean-Raphaël Chaponnière

Chercheur associé à [Asie21 \(Futuribles\)](#) et membre d'Asia Centre. Il a été économiste à l'Agence Française de Développement, conseiller économique auprès de l'ambassade de France en Corée et en Turquie, et ingénieur de recherche au CNRS pendant 25 ans.

[***Retour au sommaire***](#)

« Les routes de la soie, des difficultés »

Par François Danjou
Sinologue diplômé de chinois

François Danjou, sinologue diplômé de chinois de l'INALCO Institut national des langues et civilisations orientales. Il a vécu 15 ans en Asie

Revenu au pouvoir à 92 ans, le 10 mai 2018, Mahatir a, trois jours après son investiture, expliqué dans une interview au Financial Times que sans avoir conquis aucun pays la Chine avait augmenté son influence auprès de nombreuses capitales en Asie du sud-est. Il s'est dit préoccupé par l'arrivée de nouvelles générations de dirigeants chinois plus ambitieux prêts à en découdre. Dans la foulée il a annulé deux projets d'infrastructure portés par des groupes chinois.

*

Assez peu documentée par les médias en Europe, la liste des tensions sous-jacentes créées en Asie du Sud et du Sud-est par la stratégie des nouvelles routes de la soie est longue.

S'ajoutant à celles nées de l'exorbitante revendication de souveraineté sur toute la mer de Chine du sud, elles se crispent au Sri Lanka, où Pékin tirant profit de la montagne de dettes de Colombo s'est assuré un accès direct aux renseignements sri-lankais tout en s'appropriant la gestion du port de Hambantota en espérant disent les critiques en faire une base militaire, ce que Pékin dément.

*

Au Pakistan, l'International Crisis Group repris par le South China Morning Post anticipe que la masse des investissements chinois – dont le volume affiché est passé de 42 M^{ds} de \$ à 62 M^{ds} – accordés sans contrôle au bénéfice disproportionné des compagnies chinoises et des zones plus riches, est de nature à accentuer les tensions entre Islamabad et les régions excentrées plus pauvres où les projets d'infrastructures acheminant les hydrocarbures de Gwadar vers la Chine ne profitent pas aux populations locales.

Dans le même temps, Pékin qui vise son intérêt stratégique et énergétique à long terme, fait de Gwadar un point d'appui militaire en même temps qu'une plaque tournante du commerce maritime de la région à proximité de l'Iran et du golfe persique, « nouveau Dubai » doté d'une usine de dessalement d'eau de mer et d'une centrale thermique.

*

A l'été 2017, lors de la réunion de l'ASEAN à Manille, les tensions entre Hanoi et Pékin qui avaient explosé au printemps 2014 ont à nouveau percé la surface des mises en scène diplomatiques.

Le 7 août, une réunion bilatérale entre Wang Yi et son homologue vietnamien Pham Bin Minh fut soudain annulée par Pékin agacé par l'insistance du Vietnam pour qu'on insère dans le communiqué conjoint des 10, une référence à la poursuite par la Chine de l'extension artificielle des îlots et la recommandation que le « code de conduite » en mer de Chine du sud en cours de négociation soit juridiquement contraignant. C'est finalement le refus de Pékin qui l'a emporté. Mais les tensions restent vives. Début juin 2018, Hanoi demandait encore à la Chine de cesser de militariser les îlots en mer de Chine du sud et notamment de retirer les batteries de missiles

antinavires dont l'installation récente contredisait, dit le communiqué du MAE vietnamien « le consensus auquel les deux étaient parvenus. »

*

Avec Manille, les relations en dents de scie expriment le malaise d'un « petit pays » en quête de ressources face à la compétition entre Pékin et Washington.

Ayant depuis 1951 une alliance de défense avec les États-Unis, Manille s'est tout de même rapproché de la Chine après l'élection à la présidence de Rodrigo Duterte, avant que son ministre des Affaires étrangères ne déclare en mai 2018 que son pays était « prêt à entrer en guerre » pour défendre ses ressources d'hydrocarbures contre Pékin.

La dernière passe d'armes verbale entre Manille et Pékin, en fort contraste avec l'enthousiasme du rapprochement entre les deux après l'élection du Président Duterte en juin 2016, a eu lieu à la mi-août 2018, quand le Direction chinoise réagit aigrement par un message adressé à Reuters aux déclarations du président philippin enjoignant Pékin à « réviser sa conduite en mer de Chine du sud. »

Alors que Duterte déniait à la Chine le droit d'interdire la navigation dans les eaux adjacentes à ses îlots artificiels dans l'archipel des Spratly, le Waijiaobu a fait valoir son droit à défendre ses eaux « territoriales ».

Deux ans seulement après la « lune de miel » entre Manille et Pékin, assortie d'insultes contre le Président Obama qu'il avait traité de « Fils de p... », Rodrigo Duterte est confronté à la stratégie chinoise de pressions dont les principaux enjeux sont les gisements d'hydrocarbures, partie de l'objectif à plus long terme et plus vaste de l'appropriation de toute la Mer de Chine du sud, vaste comme la Méditerranée.

Chez lui, Duterte doit désormais faire face aux critiques qui l'accusent de brader la souveraineté de l'archipel en échange des dons, des prêts et des investissements chinois.

*

En juillet 2017, le ministère des affaires maritimes indonésien inquiet des intentions chinoises aux abords des Natuna annonçait, carte à l'appui, le changement de nom d'une portion de la mer de Chine du sud située à l'intérieur de la ZEE indonésienne mais traversée par la « ligne en 9 traits » chinoise.

En rebaptisant « Mer de Natuna septentrionale – North Natuna Sea – » une zone dont tout indique qu'elle est convoitée par Pékin, Djakarta affirmait sa souveraineté contre les ambiguïtés des revendications chinoises.

Elle plaçait les questions maritimes au centre de sa politique étrangère, renforçant sa marine de guerre et ses garde-côtes, arraisonnant des dizaines de chalutiers en infraction et affichant sa souveraineté et ses droits maritimes. L'initiative faisait suite à une longue montée des tensions entre Pékin et Djakarta ponctuée par de brutales réactions de la marine indonésienne contre des incursions de pêcheurs chinois.

*

En Malaisie, peu avant son premier voyage à Pékin depuis son retour au pouvoir à Kuala Lumpur, Mahatir manifesta dans une interview à l'Associated Press son intention de suspendre plusieurs projets d'infrastructures chinois dont 2 sont liés au scandale du fond de

développement « 1MDB » (blanchiments, transactions financières suspectes dénoncés par le département de la justice américain qui pointe du doigt l'évaporation de 3,5 M^{ds} de \$).

Mettant en doute leur viabilité, Mahatir ciblait :

1) Les 688 km de voie ferrée reliant pour 20 M^{ds} de \$ la mer de Chine du sud depuis la frontière avec Singapour jusqu'à celle avec la Thaïlande dont les travaux déjà commencés avaient été attribués à la China Communication Construction Company (中国 交通建设 公司 Zhongguo jiaotong jianshe gongsi) ;

2) Deux projets d'hydrocarbures – un oléoduc de Melaka à Kedah (600 km le long de la côte Ouest) et un gazoduc de Kimanis à Sandakan (160 km au nord de Bornéo) – en partie financés par l'Exim Bank chinoise dont plus de 3 M^{ds} de \$ ont été déboursés alors que les travaux sont à peine commencés ;

3) Une voie ferrée rapide à 27 M^{ds} de \$ reliant Kuala Lumpur à Singapour dont le constructeur n'avait pas encore été désigné mais qui intéressait beaucoup les compagnies chinoises prêtes à participer à l'appel d'offres avec des propositions financièrement très compétitives.

En mai dernier, évoquant la possibilité d'annuler le projet en dépit des pénalités inscrites dans le contrat avec Singapour, Mahatir déclarait au Financial Times que son premier souci était de préserver les équilibres budgétaires du pays mis à mal par son prédécesseur. La face cachée de cette déclaration renvoyait au risque d'une augmentation de l'influence géopolitique de Pékin par le truchement de ses financements.

Article paru dans Question Chine avec son aimable autorisation : <https://www.questionchine.net/>

Depuis avril 2002, sous l'impulsion d'Henri Eyraud, observateur confirmé des questions chinoises, et d'Ivan Lewkowitz, webmaster, Question Chine est devenu aujourd'hui un site d'information "intelligente" sur l'actualité chinoise (Chine, Taiwan, Asie).

[Retour au sommaire](#)

« Une nouvelle route de la soie et l'influence des puissances nucléaires, russie-chine-inde : pour un monde sans violence et sans terrorisme ? »

Par **Alain Corvez**

Message d' **Alain CORVEZ, Conseiller en stratégie internationale**, pour la conférence de l'Institut Schiller et l'Académie de Géopolitique de Paris du 24 octobre 2017

L'avenir de l'humanité, si elle ne se détruit pas elle-même dans un cataclysme nucléaire par la folle décision que prendrait un dirigeant irrationnel ou poussé au désespoir, est dans la recherche permanente de la paix en réglant les conflits d'intérêts par le dialogue et la négociation, dans la poursuite du développement économique au moyen de projets de coopération entre les nations où chacune y trouve son compte, les plus puissantes et les plus riches aidant les plus faibles et moins bien loties ; car ce qui importe en fin de compte c'est l'homme, qui doit être respecté dans la diversité de ses cultures et croyances, les unes et les autres s'enrichissant d'ailleurs des échanges entre elles.

C'est en substance ce que disait le Général de Gaulle aux universitaires mexicains lors de son voyage au Mexique en 1966. Cet homme d'état exceptionnel que la France a eu la chance d'avoir engendré dans des circonstances dramatiques était avant tout profondément philosophe, ce qui lui permettait de dépasser les conjonctures provisoires des évènements pour avoir les visions qui lui permettaient de conseiller les grands de ce monde qui venaient le consulter- et d'ulcérer ceux dont les mauvaises politiques étaient dénoncées-, mettant au cœur de sa réflexion géopolitique le destin de l'homme sur la terre , dans une conception humaniste et chrétienne qui lui faisait respecter les autres transcendances et autres civilisations, rejoignant ainsi Malraux dont l'athéisme était une quête permanente de Dieu et qui proclamait que la seule chose dont nous soyons certains était que l'absolu des civilisations était la transcendance, qu'aucune ne s'était construite sans s'agréger sur une religion et que ce qu'on pouvait dire de la nôtre, la première qui ait rejetée Dieu, sans prendre le risque de se tromper, était qu'elle devrait trouver sa spiritualité ou disparaître.

Ce qui est une claire indication que Malraux avait lu Dostoïevski qui disait à peu près la même chose un siècle plutôt, sous d'autre formes.

Le projet de la « Nouvelle route de la soie » que proposent les BRICS sous l'impulsion de la Chine est la matérialisation de cette vision humaniste de l'avenir de l'humanité : des projets « gagnant-gagnant » où chacun trouvera son compte à la mesure de sa participation qui peut prendre des formes très différentes. Les pays puissants financièrement peuvent investir leur argent dans les projets ou d'autres apporteront leurs richesses énergétiques, d'autres encore leurs compétences technologiques, d'autres encore leur situation géographique vitale pour le succès des transports et des flux. Pas de droit de veto d'un puissant donc pas d'impérialisme qu'il soit idéologique, militaire économique ou financier, mais un retour sur investissement proportionnel au niveau de l'engagement quel qu'il soit.

Ce monde harmonieux qu'il faut souhaiter, nous le voyons hélas s'éloigner depuis l'écroulement de l'URSS et les interventions militaires des Etats-Unis, tout particulièrement au

Moyen-Orient, où leurs guerres successives au nom du droit d'ingérence ou de toute autre raison humanitaire se sont toutes soldées par des échecs stratégiques, laissant les pays en plein chaos. On se souvient que le général de Gaulle avait prédit aux différents Présidents américains leur échec inéluctable au Vietnam, de façon très claire dans son discours de Phnom-Penh. Depuis l'élection de Donald Trump, contre la volonté des structures qui dirigent en fait les Etats-Unis, nous le voyons repris en mains par ces dernières pour mener une politique impérialiste et coercitive partout dans le monde, alors qu'il avait clairement indiqué pendant sa campagne que cette politique interventionniste était une erreur, qu'il fallait se concentrer sur l'économie américaine et parler avec tout le monde, en premier lieu la Russie.

Le drame de notre époque est là : la première puissance militaire mondiale (bien qu'elle soit dépassée technologiquement dans de nombreux domaines) n'est pas dirigée par son gouvernement mais par des puissances occultes qui rivalisent même entre elles pour pérenniser une économie et une monnaie qui sont cependant vouées inéluctablement à perdre leur exclusivité et leur domination. Mais les néoconservateurs américains sont prêts à tout, y compris aux guerres conventionnelles, et même nucléaires, pour favoriser leur industrie et maintenir leur suprématie pourtant défaillante désormais.

On le voit avec une politique anti-iranienne obsessionnelle que les divers dirigeants des Etats-Unis menacent des foudres de la guerre, aux applaudissements d'Israël, et avec la manière dont ils traitent la Corée du Nord dont tous les experts militaires savent désormais qu'elle ne peut plus être détruite comme ils le promettent sans prendre le risque de représailles nucléaires insupportables.

La Corée du Nord, malgré un ostracisme qui dure depuis des années, a pu rejoindre le club des nations invulnérables détentrices de l'arme qui menace tout attaquant éventuel de disparaître dans l'apocalypse qu'il déclencherait. Comme le disait le général de Gaulle, la bombe est l'arme suprême de l'indépendance. Kim Jong Il manie très bien le concept de la dissuasion, et il est sans doute très éloigné des caricatures qu'en font les médias occidentaux. La Russie et la Chine ont toutes les deux une diplomatie équilibrée et sage qui consiste à ne pas humilier la grande Amérique mais ne peuvent manquer d'utiliser discrètement les erreurs qu'elle commet envers la Corée. Là encore, la bonne attitude était celle de Trump quand il proposait de discuter avec son homologue Nord-Coréen, de même que celle du Président Moon, en premier lieu intéressé par un règlement négocié de cette crise, et par des négociations pour la normalisation des relations entre les deux parties de la péninsule qui déboucheront fatallement un jour-mais quand ?- sur la réunification d'un vieux pays et d'un même peuple.

Peut-être cette crise provoquée par une politique exacerbée des Etats-Unis pourra-t-elle se conclure par une issue heureuse pour tout le monde, mais nous sommes aussi menacés par la folie de ceux qui n'hésiteraient pas à déclencher l'apocalypse nucléaire dans l'espoir utopique de l'emporter.

Les BRICS et leur approche des projets de Nouvelle Route de la Soie, sous l'influence décisive des trois puissances nucléaires, Russie-Chine-Inde, pourraient aider avec leur approche modérée des problèmes du monde à établir enfin un monde sans violence et sans terrorisme quel qu'il soit, comme le Président iranien Rouhani l'avait proposé à l'ONU en 2013.

[Retour au sommaire](#)

Dossier « XI JINPING : La Chine a la conquête du monde »
réalisé par l'association Espricors@ire

Mars 2019

Page 29 sur 97

« Opération Australia la campagne d'influence secrète de la Chine en Australie »

Par Rémi Perelman

Pour devenir une puissance indopacifique – une visée à long terme – et faute de pouvoir investir l'Inde, la Chine cible l'Australie, territoire enviable et relais vers l'Antarctique. Pékin se projetterait ainsi vers deux autres quasi-continents à sa mesure, a priori relativement vulnérables de surcroît.

Dans cette perspective, les objectifs du Parti communiste chinois, PCC, sont au nombre de trois : contrôler les communautés soupçonnées d'hostilité à son égard, se doter de complices et, via de zélés donateurs, influencer favorablement le cours de la politique australienne.

Si l'agence de sécurité australienne, l'*Australian Security Intelligence Organisation*, l'ASIO, s'en inquiète aujourd'hui sérieusement, le caractère apparemment limité et subrepticte des actions incriminées ne soulève pas de vagues sur le plan international, où l'attention est accaparée à juste titre par la première étape du processus qu'est l'avancée en mer de Chine du Sud.

Avant-propos

Dès le 18^e siècle, la suggestion avait été faite que l'Australie devienne un condominium anglo-chinois, réunissant les capitaux britanniques et les vastes réserves de main-d'œuvre chinoise. L'Australie et la Chine ont en effet une longue histoire commune, jalonnée par de multiples péripéties – de la Compagnie des Indes orientales, les ruées chinoises vers l'or, le rejet avec la politique de l' »Australie Blanche», etc. Ainsi s'expliquait la présence en Australie de 614 694 Chinois en 1998, un effectif quasiment doublé 18 ans plus tard : 1 213 903 en 2016 (dont 704 348 Chinois ou d'origine chinoise nés en Australie), soit au total quasiment 5 % sur une population totale de 24 210 800 habitants cette même année.

*Encadré 1
Recensement de 2016, publiées le 27 juin 2017
(Census of Population and Housing)*

Pays de naissance	2016	%	2011
Australie	15 614 835	64,49	15 017 846
Royaume-Uni	907 570	3,74	911 593

Nlle-Zélande	518 466	2,14	483 398
Chine*	509 555	2,10	318 969
Inde	455 389	1,88	295 362
Philippines	232 386	0,96	185 402
Divers	5 972 599	24,66	4 295 147
Total	24 210 800	100,00	21 507 717

*Sans Taïwan et les deux régions d'administration spéciale (HK et Macao)

Cette population devenue australienne ou en voie de le devenir, reste ethniquement chinoise. Elle est la cible de choix d'une campagne permanent et opaque de la part de la république populaire de Chine, RPC. Les campus universitaires sont tout particulièrement visés (140 000 étudiants chinois en mars 2017, soit 20 000 de plus qu'un an auparavant et 30 % du total des étudiants étrangers en 2017). Les médias s'en sont émus.

Le 19 septembre 2016, « *The 7.30 Report* », le programme d'actualités télévisées d'ABC, la chaîne fédérale, présentait une enquête détaillée sur les intermédiaires utilisés pour accéder aux dons de la communauté chinoise, notamment ceux des riches hommes d'affaires et des promoteurs millionnaires arrivés récemment – nantis de liens présumés avec le Parti communiste chinois – et cherchant à la fois l'accès aux cercles politiques de premier plan et le prestige dans leur nouvelle patrie.

Une enquête plus détaillée menée pendant cinq mois par Fairfax Media et Four Corners (voir annexe) sur les tentatives du Parti communiste chinois d'influencer les institutions australiennes à travers les organisations communautaires chinoises a suscité un débat important, illustré par un échange entre experts d'opinions opposées (annexe).

Le gouvernement a annoncé une enquête sur l'efficacité des lois des agences australiennes de renseignement et Bill Shorten, chef de l'opposition travailliste, a demandé que la question soit confiée à un comité parlementaire conjoint. Au parlement, la Coalition au pouvoir et le parti travailliste, le *Labour*, ont évoqué les liens entre hauts responsables politiques et divers donateurs.

Les reportages de Fairfax Media ont eu trois conséquences immédiates. Le ministre de la justice George Brandis a annoncé que l’Australie réformerait ses lois sur l’ingérence étrangère, le chef du parti travailliste Bill Shorten a interdit à son parti de recevoir des dons de MM. Chau et Huang, deux généreux « donateurs ».

Enfin, l’ambassadeur d’Australie à Pékin, Jan Adams, a été convoqué par le ministère chinois des Affaires étrangères pour lui exprimer tout le déplaisir que suscitait le projet de nouvelle loi interdisant les dons politiques étrangers.

1 – La ligne du Parti communiste chinois

L’approche de la Chine préoccupe profondément les responsables australiens parce qu’elle est dirigée par un parti étatique dont les ambitions géopolitiques pourraient ne pas être dans l’intérêt de leur pays et que ses efforts d’infiltration ou de subversion vont au-delà des lois et des normes acceptées. Un document de base sur ces opérations d’influence a été produit par James To, un politologue néo-zélandais : « *Qiaowu*, politiques extraterritoriales pour les Chinois d’outre-mer ». Une grande partie des 48 millions d’entre eux sont astreints à participer à une série d’activités qui permettent au PCC de les surveiller – de crainte qu’ils ne se transforment en une sorte de cinquième colonne – et, le cas échéant, d’en faire des agents de la grandeur de la Chine ». Le directeur de l’ASIO a averti récemment le Parlement que « l’interférence étrangère » en Australie se produisait « à une échelle sans précédent, pouvant causer des dommages sérieux à la souveraineté de la nation, à l’intégrité du système politique, aux capacités de sécurité nationale, à l’économie et autres intérêts. [Mais] les membres de la communauté chinoise australienne méritent les mêmes droits et priviléges que les Australiens, notamment de ne pas être signalés, surveillés et informés de ce qu’ils peuvent penser et ne pas penser ».

Le *Qiaowu* s’exerce avec la carotte et le bâton. L’Australie compte un peu plus de 140 000 étudiants chinois. Leurs associations sont « parrainées » par l’ambassade de Chine. Elles fournissent des comités d’accueil pour les dignitaires du Parti en visite afin, prétexte invoqué, de « bloquer les manifestants anti-communistes ». Ceux qui se font les complices de Pékin, par activisme ou inadvertance, bénéficient de divers avantages conçus comme moyen de « contrôle et manipulation du comportement ». Le *China News Service* – filiale du service de propagande du Parti communiste chinois à l’étranger – détient des parts dans certains organes de la presse communautaire chinoise, laquelle devient le relais de Pékin. C’est ainsi qu’à Melbourne, des défilés de protestation contre la volonté de l’Australie de s’opposer aux prétentions chinoises en mer de Chine du Sud ont été suscités par des médias de la communauté ethniquement chinoise.

En revanche, ceux qui sont considérés comme hostiles sont soumis à des « techniques d’inclusion ou de coercition ». Soupçonnés, lors de séjours en Chine continentale, de mettre la sécurité de l’État en danger, les citoyens australiens d’origine chinoise sont suivis, interrogés, contraints de signer des documents leur interdisant de rapporter publiquement au retour leurs observations de voyage, voire menacés (interdiction de prendre un vol de retour ou harcèlement des proches par exemple). Ainsi, les cercles universitaires et la communauté chinoise d’Australie sont invités à « rester loin des sujets sensibles » et ceux des grands médias sino-australiens qui refusent l’offre de devenir ses partenaires éditoriaux et cherchent à imprimer des

Dossier « XI JINPING : La Chine a la conquête du monde »

réalisé par l’association Espricors@ire

Mars 2019

Page 32 sur 97

nouvelles indépendantes doivent faire face à la perspective de menaces, d'intimidation et de sabotage économique.

Les opérations d'influence du Parti communiste en Australie risquent non seulement de diviser la communauté chinoise, mais aussi de susciter l'hostilité entre elle et les autres Australiens.

2 – Argent, pouvoir et nos responsables politiques

Dans les commentaires adressés à un comité sénatorial à la fin du mois de mai 2017, le directeur général de l'ASIO déclarait, toutefois sans nommer Pékin, « L'espionnage et l'ingérence étrangère continuent de se produire à une échelle sans précédent, ce qui risque de porter gravement atteinte à la souveraineté nationale, à l'intégrité de notre système politique, à nos capacités de sécurité nationale, à notre économie et à d'autres intérêts ». Ses services avaient en effet réuni des preuves tangibles que certains membres des trois principaux partis politiques australiens avaient accepté des millions de dollars de dons de deux hommes d'affaires chinois. On ne devrait pourtant pas parler de corruption, car l'Australie est, jusqu'à présent, l'un des rares pays occidentaux à accepter des dons politiques provenant de l'étranger. Les faits observés montrent cependant que la situation impose le terme.

Les corrupteurs

Deux faits ont émergé sensiblement à la même époque : 1) la production d'un document de l'ASIO, évoquant MM. **Chau Chak Wing** et **Huang Xiangmo** et 2) la mise en cause de la femme du diplomate et sinologue australien Roger Uren, Mme **Sheri Yan**.

1) Peu avant octobre 2015, l'ASIO avait préparé un document exceptionnel destiné à mettre en garde les hauts responsables des trois principaux partis politiques d'Australie (Parti libéral, Parti travailliste, Parti national libéral) avant d'accepter des dons politiques provenant de certaines sources étrangères. Y étaient mis en évidence les liens existant entre le Parti communiste chinois et deux milliardaires donateurs importants pour les partis politiques australiens. Tous deux, nés en Chine et connus pour ne pas s'apprécier, ont amassé une fortune notable : le Dr **Chau Chak Wing** et **Huang Xiangmo**, un homme d'affaires. Ni l'un ni l'autre n'étaient pourtant accusés de délit car rien ne les empêchait de faire des dons. Mais le document de l'ASIO décrivait la façon dont le Parti communiste chinois cooptait des hommes ou femmes d'affaires influents et les récompensait pour leur aide. Les dons, bien qu'effectués par l'intermédiaire de sociétés de droit australien, pouvaient donc être assortis de conditions de fait, rarement par écrit. Mais les bénéficiaires se sentent toujours dans l'obligation morale de démontrer qu'ils poursuivent les intérêts du Parti.

Si les dons politiques et le réseautage ne sont que la pratique chinoise habituelle d'obtenir un statut, de « la face » et du prestige, la ligne de démarcation entre la réponse contrainte à une injonction de nature étatique et la libre décision d'une entreprise d'anticiper ce qui est dans l'intérêt de l'État (chinois) n'en reste pas moins floue.

2) Par ailleurs, **Sheri Yan**, la femme du diplomate et sinologue australien Roger Uren, suspectée d'avoir cherché à corrompre un haut responsable des Nations unies et à infiltrer les cercles politiques et les affaires étrangères australiennes pour le compte des services de

renseignement chinois, a fait les frais d'une investigation de la presse. Le Dr Chau Chak Wing a été l'employeur de Mme Sheri Yan.

Chacune de ces trois personnalités font l'objet d'un article ci-dessous.

Après les corrupteurs, l'enquête a retenu des acteurs politiques aussi importants que le syndicaliste et sénateur travailliste **Sam Dastyari**, le député libéral **Andrew Robb** et **Roger Uren**, cibles des tentatives d'influence de Pékin.

Encadré 2

Dons politiques déclarés (2012-16) aux trois principaux partis

Liberal Party of Australia, LPA ;

Australian Labour Party (Parti travailliste), ALP ;

National Party of Australia, NPA.

Donateurs	Dons (nb)	LPA	ALP	NPA	Total (\$)	T
<i>Chau Chak Wing</i>	36	17	15	4	4 123 500	3
<i>Huang Xiangmo</i>	46	31	12	1	2 692 960	2
<i>Total</i>	82	48	27	5	6 816 460	5

Chau Chak Wing

En Chine. Chau Chak Wing, 周泽荣, est un citoyen australien, né en 1954 en Chine, à Chaozhou, président fondateur du *Kingold Group* basée à Guangzhou, dont la réalisation, au début des années 1990, de prestigieux projets immobiliers l'a rendu milliardaire. Il restructure avec succès la banque Guangdong Huaxing. Au fur et à mesure que ses affaires se développent, Chau se consacre à la promotion des relations sino-australiennes dans les domaines de l'économie, du commerce, de la culture et de l'éducation, son mécénat est hautement reconnu et salué par les gouvernements des deux pays.

De plus, Chau a investi, près de Canton, dans la construction du Centre des congrès international d'*Imperial Springs* en tant que plate-forme de premier plan pour les chefs d'entreprise, les universitaires et les dignitaires politiques du monde entier afin d'échanger des idées et des sujets d'intérêt majeur (Cf. *Boao Forum for Asia*, 1998). Depuis l'ouverture de l'*Imperial Springs* en 2011, de nombreux hauts responsables politiques et des affaires ou de la culture, comme des représentants d'organisations internationales sont venus assister à des conférences, notamment le Forum des médias Chine-Australie, le Forum d'amitié Chine-Australie sur l'économie et le commerce, le Forum international des musées, le Forum économique mondial, le Sommet mondial des dirigeants de PME et le Forum sur l'Amérique latine et le Forum international

[Dossier « XI JINPING : La Chine a la conquête du monde »](#)

réalisé par l'association Espricors@ire

Mars 2019

Page 34 sur 97

d'*Imperial Springs*. De hauts dignitaires du Parti, y compris des membres du Bureau politique du Comité central du PCC sont invités à participer à ces rencontres. Pour ses réalisations et ses œuvres caritatives, les gouvernements populaires de la municipalité de Guangzhou et de la province du Guangdong lui ont décerné des titres honorifiques. Si l'action culturelle de Chau est médiatiquement mise en valeur, peu de gens sont conscients de ses implications politiques, discrètes en Australie mais réelles.

Alors que de simples citoyens, a fortiori détenteurs de passeports australiens, ne sont pas censés pouvoir s'impliquer dans la gestion de journaux de la RPC, du domaine du Département de la propagande du PCC, Chau a pu acheter le *New Express Daily* de Guangzhou il y a huit ans dans le cadre d'une coentreprise avec *Yangcheng Evening News* du gouvernement provincial. Cette qualité le place en partenaire efficace du Département de la propagande du Comité central du PCC, 中共中央宣传部.

De plus, son appartenance à la Conférence consultative politique du peuple chinois (CCPPC) au niveau provincial est également significative car si, officiellement, cette instance est chargée du contrôle du système politique et politique de la Chine, en réalité, elle est utilisée pour renforcer le pouvoir du Parti communiste et promouvoir ses intérêts en Chine et à l'étranger (le « Parti chinois pour l'intérêt public » pour attirer le soutien de la diaspora chinoise et la « Ligue pour l'auto-administration démocratique de Taïwan » sont deux de ses composantes).

Des personnalités comme Chau sont utilisés en tant que membres de la CCPPC par le Département du travail du Front Uni du Parti communiste (*A « Magic Weapon » at Home and Abroad*, selon Xi Jinping. Cf. annexe), une agence unique qui vise à gagner des amis et isoler les ennemis afin de faire avancer l'agenda du parti : en mai 2015, le président Xi Jinping a publiquement défendu le Front uni et les CCPPC, décrivant ainsi leur mission : « persuader les gens d'étendre la force de la lutte commune ». Précisément, Chau a siégé au comité d'une organisation de Sydney affiliée au Front uni, le « Conseil australien pour la promotion de la réunification pacifique de la Chine », qui prône la défense des revendications territoriales de Pékin, l'accent étant mis sur Taiwan.

En Australie, promoteur immobilier prospère, le Dr Chau est connu pour sa philanthropie, notamment avec deux dons, l'un pour la construction de la *Business School* de l'Université de Technologie de Sydney (*The Dr Chau Chak Wing Building*, 20 millions de dollars) et l'autre pour celle d'un nouveau musée à l'Université de Sydney (*The Chau Chak Wing Museum*, 15 millions de dollars). Il est propriétaire du quotidien en langue chinoise, *l'Australian New Express Daily*.

L'enquête conjointe menée par Four Corners et Fairfax Media ici résumée ayant révélé que Chau, entre autres, avait fait l'objet d'une mise en garde de l'ASIO au sujet de l'influence de la RPC sur le système politique australien, celui-ci répondait dans un article de presse paru dans *The Australian* « que les affirmations selon lesquelles il était un agent du soft power chinois étaient « irrationnelles ». Il a argué que les gouvernements successifs depuis l'ère Howard [Premier ministre d'Australie de mars 1996 à décembre 2007] avaient eu recours à son aide pour promouvoir les intérêts australiens en Chine, notamment en permettant à l'Australie de remporter en 2001 un accord de 150 milliards de dollars pour la livraison de GNL en Chine. « J'ai aidé sereinement les entreprises australiennes... cela a été reconnu par le gouvernement australien. J'ai promu le commerce, le tourisme, les affaires et l'éducation en Australie sans chercher à obtenir un gain personnel ou une faveur en retour ».

En résumé, une parfaite illustration du *soft power* australien... en Chine !

Si Chau a pris position sur des question politique en Australie, il ne l'a jamais fait publiquement. Tout ce qu'il semble avoir cherché via ses dons, est l'accès à certains des hommes et des femmes les plus puissants d'Australie. Mais pour le Parti communiste chinois, l'accès aux bons réseaux vaut de l'or.

Huang Xiangmo

En Chine.

La façon dont Huang Xiangmo, 長黃向墨, né en 1970, a construit son réseau australien est d'autant plus remarquable étant donné ses modestes débuts dans les pâtés de maisons de la province du Guangdong, dans le sud de la Chine. À l'âge de 15 ans, il quitte l'école pendant un an pour s'occuper de sa famille appauvrie après la mort soudaine de son père, avec cinq enfants à nourrir. En 2001, il a déjà assez de fonds pour former la *Shenzhen Yuhu Investment Development Company Limited* à Shenzhen et formé les liens étroits avec le Parti communiste comme attendus de tout promoteur immobilier milliardaire en Chine. Il construit des villas haut de gamme et des immeubles d'habitation avant de se diversifier dans l'énergie et l'agriculture.

En Australie.

En 2011, Huang installe sa famille en Australie et explore le terrain en vue de développer le groupe Yuhu. Il prétend avoir cherché de nouvelles opportunités d'affaires et un endroit « au bon air » pour élever ses enfants. En novembre 2012, le secrétaire du Parti communiste de Jieyang, sa ville natale, avec lequel il avait eu partie liée pendant le boom immobilier en Chine tombe pour corruption – il avait accepté des pots-de-vin excessifs (dont 32 millions de dollars proviendraient de la bourse de notre héros qui affirme qu'il s'agissait d'un acte philanthropique, ajoutant « Je n'ai aucune activité ni aucun investissement à Jieyang et ma société n'a aucun projet à Jieyang »). Il n'empêche, le souffle du boulet et un environnement commercial devenu incertain voire hostile, M. Huang quitte définitivement son pays pour l'Australie.

Il y développe le **Groupe Yuhu** (*Yuhu Group Australia*), filiale de Shenzhen Yuhu, son entreprise initiale. Selon les déclarations de ces sociétés, si Huang figure bien comme président sur la liste des administrateurs du groupe, il choisit néanmoins de ne pas détenir d'actions en son nom. Les opérations immobilières lucratives du groupe Yuhu sont majoritairement détenues par son épouse, Huang Jiefang, et par Huang Jiquan, leur fils présumé, également propriétaire formel de la luxueuse résidence familiale. Par ailleurs, Huang s'est fait discret en Chine depuis 2013 si l'on en croit le site Web de Yuhu, qui rapporte tous ses voyages en Australie, à Hong Kong et à Taiwan – mais jamais sur le continent. Huang affirme pourtant qu'il a toute latitude pour retourner en Chine continentale. En 2016, il omet cependant d'apparaître à la réunion annuelle de sa propre société à Shenzhen, où est annoncée la décision stratégique majeure de recentrer les plans d'expansion de Shenzhen Yuhu vers l'Australie, loin du marché chinois continental.

Il lance un fonds philanthropique (recherche médicale pour enfants et universités) et s'y affiche rapidement avec différents hauts responsables politiques et ministres – notamment avec Tony Abbott et Kevin Rudd, deux anciens Premiers ministres ainsi que Julie Bishop, la ministre des Affaires étrangères. Il donne 1,8 million de dollars à l'Université de Technologie de Sydney, UTS, pour l'aider à fonder *l'Australia China Relations Institute*. En 2015, Huang promet 3,5 millions de dollars pour la construction d'un Institut australo-chinois des arts et de la culture à la Western Sydney University. Cette même année, il est nommé professeur adjoint à l'UTS en reconnaissance de ses réalisations exceptionnelles en tant que chef d'entreprise et contributeur aux relations internationales et au bien-être communautaire. *L'Australia China Relations*

Institute est dirigé par Bob Carr, que Huang dit avoir choisi pour diriger l'institut. Bob Carr est un ancien Premier ministre de Nouvelle-Galles du Sud (1995-2005) et ministre des Affaires étrangères (mars 2012-septembre 2013), période durant laquelle il fut particulièrement actif pour resserrer les liens avec la RPC (*« La Chine peut nous assurer un bon niveau de vie à long terme. Avec sa classe moyenne en pleine croissance, c'est comme si un nouveau continent sortait de l'eau au nord de l'Australie. Il n'y a pas de marché similaire dans le monde. C'est l'élément le plus important pour la future croissance de notre économie. Il faut établir un dialogue et une relation solide avec la Chine ».*

Le directeur général du Groupe Yuhu, Eric Rozendaal est un ancien député travailliste controversé de Nouvelle Galle du Sud et détenteur de plusieurs postes ministériels. Il conduit victorieuse la campagne électorale de Bob Carr en 2003.

Outre un portefeuille de développements immobiliers en forte croissance, le groupe Yuhu est partie à un accord d'investissement majeur de 1,5 milliard de dollars dans le secteur de l'agriculture, approuvé par le gouvernement fédéral fin 2014.

Il préside le Conseil australien pour la promotion de la réunification pacifique de la Chine et prononce des discours exhortant les Chinois d'Australie à s'opposer à l'indépendance de Taiwan, du Xinjiang ou du Tibet. Lorsque Xi a fait sa première visite officielle en Australie en tant que président à la fin de 2014, Huang était là pour le saluer en tant que dirigeant de la communauté d'affaires chinoise dans le pays. Huang prononce un discours lors de la réception d'adieu de l'ambassadeur de Chine en Australie.

Il est rapidement connu comme une « baleine » dans les cercles de collecte de fonds politiques. Le premier don de Huang de 150 000 dollars le 19 novembre 2012 va au parti travailliste, tandis que deux de ses associés, hommes d'affaires chinois et membres du Conseil de la réunification pacifique apportaient 350 000 dollars. Huang est en effet un généreux donateur politique qui a injecté plus de 1 million de dollars dans les coffres des deux grands partis entre 2012 et 2017, notamment par l'intermédiaire de membres de sa famille ou de membres de ses entreprises. Évoquant ses dons politiques aux deux grands partis, il déclare : « Je participe parfois à leurs activités ... J'ai parfois l'impression que leur politique est en ligne avec les entreprises sino-australiennes, conformément à nos normes et à nos idées. »

Début 2016, Huang s'inquiète de ce que sa demande de citoyenneté australienne progresse plus lentement que prévu. L'ASIO s'intéresse en effet à lui pour son rôle de président de la branche australienne du Conseil australien pour la promotion de la réunification pacifique de la Chine (ACPPRC), branche du Conseil chinois pour la promotion de la réunification pacifique de la Chine. Le siège de cette organisation, à Pékin, lié aux agences de renseignement chinois, gère un projet de « portée mondiale » supervisé par le Front uni du Parti communiste. Le travail de « réunification pacifique » du Conseil implique de saper les mouvements d'indépendance de Taiwan et de Hong Kong et d'affirmer les revendications farouchement disputées de la Chine sur la mer de Chine méridionale. Huang a cependant déclaré la presse que, tout en soutenant la politique d'une seule Chine, le Conseil était « une organisation autonome et non gouvernementale » et qu'il était « incorrect de le décrire ... [comme affilié] » au Département du travail du Front uni du Parti communiste chinois. L'organisation « soutient des programmes d'échanges économiques et culturels et des causes caritatives ». Le rôle de Huang, membre clé soutenu par les autorités chinoises, y compris l'ambassade ou le consulat en tant que président de l'ACPPRC, le place toutefois à l'avant-garde du lobbying du Front uni en Australie. Prenant la parole au consulat de Chine lors de la célébration des 66 ans de règne du Parti communiste, il déclarait : « Nous, les Chinois d'outre-mer, soutenons sans réserve la position du gouvernement chinois pour défendre la souveraineté nationale et l'intégrité territoriale [et], comme toujours, soutenir le développement de la patrie ». Le désir de Huang de se faire le

Dossier « XI JINPING : La Chine a la conquête du monde »

réalisé par l'association Espricors@ire

Mars 2019

Page 37 sur 97

champion des revendications territoriales de Pékin a finalement mené à un conflit avec la politique du parti travailliste.

Sheri Yan

Yan Shiwei, 嚴雪瑞, née en Chine en 1959, où son père est un artiste connu, arrive aux États-Unis en 1987 où elle occidentalise son prénom et à l'américaine, le fait précéder son nom de famille pour devenir Sheri Yan. Elle prend la nationalité américaine. Elle rencontre Roger Uren, né en 1947 à Melbourne, spécialiste de la Chine (l'un des principaux sinologues de l'Australie), alors diplomate à l'ambassade d'Australie à Washington, et l'aide dans ses recherches sur Kang Sheng (Président du Parti communiste chinois entre 1973 et 1975, proche de Mao, spécialiste des purges et grand amateur d'art chinois ancien), sur lequel il envisageait d'écrire un livre. En 1992, Uren revient en Australie comme secrétaire adjoint responsable de la section Asie de l'ONA* et c'est en couple avec Yan qu'il s'installe à Canberra. Uren, a été pressenti en 2011 comme ambassadeur à Pékin par l'ex-Premier ministre travailliste Kevin Rudd, lui-même sinologue (2007-2010), et devenu ministre des Affaires étrangères dans le Cabinet Gillard.

De son côté, Mme Yan, connue pour ses liens étroits avec le Parti communiste, se forge une réputation de lobbyiste, capable d'ouvrir des portes à Pékin pour les entreprises australiennes et américaines cherchant à accéder aux cadres du Parti. Elle offre également ses services à des entrepreneurs chinois désireux de bâtir leur fortune à l'étranger. Sheri Yan est appréciée pour son charme, son dynamisme et son bilinguisme parfait. Son réseau relationnel est florissant et compte des membres de haut vol dans les affaires, la presse, l'administration et le personnel politique. Par ailleurs, elle est très liée à certaines des familles et aux réseaux les plus puissants et les plus influents en Chine. Si elle apparaît comme la « reine » du monde sino-australien, tout le monde ne lui fait cependant pas confiance : John Fitzgerald, ancien directeur de la Fondation Ford à Pékin, devenu expert de l'Université de Swinburne, avait reçu le conseil d'un vieil ami de l'establishment de la sécurité australienne de rester loin de Yan.

En 2001, Uren démissionne de l'ONA et déménage à Pékin avec Yan. Avant de revenir en Australie, Uren joue un rôle de premier plan auprès de la Phoenix Television de Hong Kong, l'un des rares radiodiffuseurs privés à avoir obtenu une licence du gouvernement chinois.

Vers 2007 puis en 2013, Chau engage Yan en tant que consultante en affaires pour l'aider à attirer des conférenciers de notoriété mondiale, tels John Howard et Kevin Rudd, nécessaires au lancement de son centre de conférences d'*Imperial Springs*, dans le Guangdong.

En avril 2012, Yan est embauché par une firme de Melbourne – dont les dirigeants ont brièvement compté l'ancien premier ministre du Queensland, Peter Beattie – dont un projet visait la création d'un fonds d'investissement de 600 millions de dollars avec la *China Development Bank*. Selon les documents de la Cour suprême de Victoria, son activité de lobbyiste aurait amené Yan à verser une commission secrète mensuelle de 10 000 dollars à un fonctionnaire de la Banque de développement de la Chine, Mu Lei.

Le 7 octobre 2015, les agents de l'ASIO fouillaient l'appartement de Yan et Uren, un raid resté l'un des secrets les mieux gardés de Canberra jusqu'en juin 2017. Ils cherchaient des indices concernant Sheri Yan. Laquelle et trois hommes d'affaires chinois venaient d'être arrêtés par le FBI à New York pour avoir organisé un système de corruption aux Nations unies. Dans l'appartement, ils trouvent des documents hautement classifiés – ayant été apparemment soustraits de l'ONA avant le départ de Uren en août 2001 – décrivant ce que les agences de renseignement occidentales savaient de leurs homologues chinois. Ces documents n'étaient pourtant pas l'objectif principal de l'ASIO. L'enquête sur Yan, sollicitée par le FBI dans le cadre d'une affaire de corruption au sein de l'ONU, impliquait des soupçons qu'elle ait pu, au

Dossier « XI JINPING : La Chine a la conquête du monde »

réalisé par l'association Espricors@ire

Mars 2019

Page 38 sur 97

nom du Parti communiste chinois, infiltrer ou chercher à influencer secrètement l'ONU et des personnalités aux États-Unis et en Australie.

*L'ONA, *Office of National Assessments*, auprès du Premier ministre, suit les questions de renseignements hautement classifiées, évalue la portée internationale des décisions gouvernementales – notamment au regard de la sécurité nationale – et coordonne les activités du renseignement australien.

Encadré 3

Bref retour en arrière.

En 2014, Sheri Yan crée une ONG, Global Sustainability Foundation, GSF, prétendument destinée à promouvoir les objectifs de développement durable de l'ONU, et recrute Heidi Hong Piao, comme directrice financière. En octobre 2015, le FBI les arrêtent dans le cadre d'une affaire de corruption visant John Ashe. Ashe, 61 ans, est ambassadeur du royaume du Commonwealth d'Antigua-et-Barbuda (Caraïbes) auprès des Nations Unies et ancien président de l'Assemblée générale des Nations unies (2013 – 2014). Il aurait reçu plus de 1,3 million de dollars en pots-de-vin d'hommes d'affaires chinois pour défendre leurs intérêts au sein de l'ONU et d'Antigua. En janvier 2016, Yan reconnaît les faits devant la justice fédérale.*

Extraits résumés de l'acte d'accusation produit le 29 juillet 2016

par le juge Preet Bharara

(U.S. Attorney, Southern District of New York)

Jugement rendu le 29 avril 2016 : « Yan Shiwei, ancienne responsable d'une fondation, est condamné à 20 mois de prison pour avoir corrompu l'ambassadeur et le président de l'Assemblée générale des Nations Unies ».

Rappel des faits. A partir du mois d'avril 2012, Sheri Yan, conjointement avec Heidi Hong Piao, accepte de payer plus de 800 000 dollars de pots-de-vin à Ashe en échange de services au profit de trois hommes d'affaires chinois, nommés CC-1, CC-2 et CC-3 par la Cour [CC-3 est identifié comme étant Chau Chak Wing].

Le paiement initial de 300 000 dollars effectué au nom de CC-1, responsable de médias chinois a pour objet de « faciliter » l'engagement de conversations concernant ses intérêts à Antigua avec de hauts fonctionnaires et le Premier ministre d'alors. Sheri Yan est officiellement nommée conseillère d'Ashe.

En août 2013, elle commence à verser environ 20 000 dollars par mois sur les comptes personnels de Ashe, au titre de « sa présidence honoraire » de Global Sustainability Foundation (GSF)**. Le financement provient d'une société chinoise proche de Yan.

En septembre 2013, Ashe ayant officiellement commencé son mandat d'un an à la présidence de l'Assemblée générale des Nations Unies, Yan lui fait verser 100 000 dollars provenant de China Security Company, compagnie présidée par CC-2. En octobre 2013, elle organise pour celui-ci une rencontre avec des responsables d'Antigua en présence de Ashe. Le second versement de 100 000 dollars à Ashe, déclenche la signature d'un protocole d'entente entre le gouvernement d'Antigua et China Security Company.

Par ailleurs, Yan verse 200 000 dollars à Ashe pour sa participation en sa qualité de haut responsable de l'Organisation des Nations unies à une conférence privée en Chine, organisée par CC-3 alias Chau Chak Wing au palais des congrès et centre de conférence Imperial Springs, sa propriété en Chine du Sud. À cette occasion des dizaines de milliers de dollars en costumes et vêtements sur mesure lui sont offerts. Le FBI a montré que ces 200 000 dollars provenaient de la société du Dr Chau Chak Wing. Mais il n'y a aucune preuve que ce dernier savait que payer des frais de parole à un fonctionnaire de l'ONU était illégal. Par contre, la

loi américaine sur la corruption rendant illégal tout versement non déclaré à un individu sous statut de l'ONU, Ashe est donc inculpé. Son immunité diplomatique excluant toute accusation de corruption Ashe n'est accusé que de fraude fiscale. Il décède accidentellement le 22 juin 2016.

Jugée coupable, Yan est condamnée à un amende et à 20 mois de prison. Entretemps, le FBI demande à l'ASIO de mener une enquête sur elle.

En outre, Yan avait payé des pots-de-vin à Ashe en échange de services offerts à David Ng Lap Seng, un richissime promoteur immobilier chinois de Macao – aux liens très probables avec les services secrets chinois – qui voulait faire avancer le projet d'un centre des Nations unies à Macao, destiné à organiser les échanges Sud-Sud d'y implanter « un Genève de l'Asie », en fait une opération immobilière.

***Objectifs de GSF (site intégralement en mandarin)**

La Global Sustainability Foundation (GSF) est une entité à but non lucratif dédiée à garantir aux êtres humains l'accès aux outils, connaissances et opportunités pour rester autonomes et à leurs communautés l'aptitude à construire des sociétés résilientes protectrices de leur environnement, à honorer la diversité culturelle et à assurer leur développement économique et social. Grâce à la collaboration avec un réseau mondial d'acteurs et d'institutions, avec un large éventail de ressources et une richesse de connaissances et d'informations agrégées, GSF aspire à devenir une ressource internationale de premier plan pour le développement durable. GSF entreprendra l'organisation et l'exécution des initiatives tangibles qui galvaniseront le développement dans chacun de ses trois piliers : science et technologie, ressources et environnement, domaines social et culturel. Grâce à une telle approche holistique du développement durable, GSF affirme le droit fondamental de tous à vivre en harmonie avec la justice et la dignité.

Chau Chak Wing et Huang Xiangmo, directement ou par leurs proches collaborateurs, ont procédé pendant plusieurs années au versement de dons importants aux principaux partis. Ces dons étant légaux, l'ASIO a précisé que les partis n'étaient pas tenus de les refuser.

Les corrompus

Cette présentation des corrupteurs étant faite, passons aux corrompus :

Sam Dastyari

Du côté des bénéficiaires, on trouve essentiellement l'homme par qui le scandale arrive, le sénateur Sam Dastyari, né en Iran en 1963 devenu citoyen australien, secrétaire général du parti travailliste, l'ALP, élu en tant que sénateur fédéral en 2013.

Un échange de bons procédés. En 2016, il devient l'âme damnée de Huang Xiangmo au sein du parti travailliste. Dastyari était intervenu à plusieurs reprises début 2016 en faveur de Huang pour qu'il obtienne la citoyenneté australienne – principale préoccupation de celui-ci. En fait, le dossier avait été temporairement bloqué car l'autorité de l'immigration tentait de comprendre sa relation avec le Parti communiste chinois et d'éclaircir certains aspects de sa candidature. Cet important donateur chinois, directement ou par son entourage, vient à son secours en prenant en charge ses frais de voyage et juridiques (5 000 dollars pour une facture contractée en tant que secrétaire du parti). Comme le révèle Fairfax Media le 30 novembre 2017, alors que Huang s'apprête à verser 400 000 dollars au parti travailliste lors de la campagne électorale de 2016, Dastyari le prévient que son téléphone est mis sur écoute par les services de renseignement.

Le relais de la propagande de Pékin. Ces péchés véniels initiaux débouchent sur une affaire plus grave touchant à la politique étrangère du pays d'adoption de Dastyari.

« La mer de Chine méridionale est une affaire propre à la Chine et, sur ce point, l'Australie devrait rester neutre et respecter la décision de la Chine » déclare celui-ci dans un bref article dans un journal de langue chinoise basé à Sydney, rapportant une conférence de presse du 17 juin 2016. Au cours de celle-ci, donnée aux côtés de Huang par Dastyari le 17 juin 2016, le sénateur soutient la position de Pékin dans la mer de Chine méridionale. L'enregistrement de ses propos, rendu public, témoigne que, malgré les tentatives brouillonnées et répétées de l'intéressé pour le nier, il ne s'agissait pas d'une brève improvisation dans une réunion mais bien d'une justification –délibérée et détaillée, écrite à l'avance – de la politique d'accaparement de certains îlots en mer de Chine du Sud par le gouvernement chinois. Il déclare ainsi clairement que « l'intégrité de ses frontières relève de la Chine », se référant ensuite à la défense historique des revendications territoriales de Pékin, évoquant la façon dont, selon lui, l'Australie devrait aborder la question. « En tant qu'amie, l'Australie devrait savoir qui est la Chine et ses milliers d'années d'histoire, et nous n'avons pas à nous y impliquer. La souveraineté sur la mer de Chine méridionale est en partie basée sur des preuves démontrant des droits historiques anciens. Le président Xi Jinping a insisté depuis plusieurs années sur le fait que les îles de la mer de Chine méridionale font partie du territoire chinois depuis l'antiquité. Il a publiquement déclaré son engagement à soutenir sans réserve la position du gouvernement chinois pour défendre la souveraineté nationale et son intégrité territoriale ». [...] Et en tant que partisan et ami de la Chine, le Parti travailliste australien doit jouer un rôle important dans le maintien de cette relation et le meilleur moyen de maintenir cette relation est de savoir quand l'Australie est ou n'est pas impliquée ».

On peut supposer que la plume de Pékin n'est pas pour rien dans cet « argumentaire » tant il reprend la position du gouvernement chinois, position rejetée par la Cour permanente d'arbitrage de La Haye. Selon les responsables de la sécurité nationale, Dastyari avait bien l'intention de faire ces commentaires avant de les livrer au public australien d'origine chinoise et en avait informé M. Huang – ce qu'il a nié. Il a fallu que l'emprise de son « bienfaiteur » soit forte pour qu'il s'exprime publiquement ainsi.

D'abord, et Dastyari ne pouvait pas l'ignorer, la presse venait de rapporter que l'ASIO s'intéressait aux donateurs liés au Parti communiste chinois. Ensuite, il s'est permis de contredire délibérément et publiquement la politique étrangère de l'Australie et de surcroît, celle de son propre parti. Ses propos interviennent en effet, lors de la campagne électorale de 2016, au lendemain de la déclaration publique du porte-parole du parti travailliste pour les questions de défense, Stephen Conroy. Celui-ci venait de fustiger sans ambages les revendications de Pékin en mer Chine du Sud, les qualifiant de « déstabilisantes et absurdes », ajoutant que s'il était élu au gouvernement, son parti montrerait sa ferme détermination à contrer l'agression de la Chine dans la région : « Nous pensons que notre force de défense devrait être en mesure de mener des opérations de liberté de navigation conformes au droit international ».

Tandis que le chef de l'opposition, Bill Shorten, affirmait avoir donné un dernier avertissement au sénateur Dastyari, le Premier ministre Malcolm Turnbull déclarait que le sénateur devrait se demander s'il avait trahi l'Australie et d'envisager de démissionner. Pour sa défense, le sénateur Dastyari n'a pu fournir que des réponses embrouillées. Il a démissionné le 7 septembre 2016. En conséquence, M. Huang annonçait qu'il reviendrait sur sa promesse de donner 400 000 dollars au parti travailliste.

Plusieurs autres personnalités politiques australiennes ont bénéficié d'une façon moins voyante de dons d'hommes d'affaires chinois.

Ernest Kwok Chung Wong

Ernest Wong est un avocat, homme politique australien, membre du parti travailliste (*Australian Labor Party*) et du Conseil législatif (Cf. Sénat) de Nouvelle-Galles-du-Sud depuis mai 2013. Né à Hong Kong vers 1960, il arrive en Australie en 1979 pour étudier le droit et le commerce. Il a été conseiller politique auprès de la première ministre Christina Keneally et du premier ministre Nathan Rees.

Début 2013, Huang utilise ses relations politiques pour solliciter de Wong un appui dans une affaire mineure d'immigration en vue d'obtenir un visa de travail pour un employé chinois, une demande que le Tribunal de révision des migrations rejette malgré la lettre de soutien de Wong, l'emploi proposé ne correspondant pas à la réalité.

Peu après que Wong ait rédigé cette lettre, en mai 2013, il est présenté par le Parti travailliste de Nouvelle-Galles du Sud au Conseil législatif de cet État, dans le siège laissé vacant par la démission d'**Éric Roozendaal**

. Celui-ci, né en 1962, ancien secrétaire général du Parti travailliste australien, a été membre (sénateur) du Conseil législatif de la Nouvelle-Galles du Sud, de 2004 à 2013. Durant ce temps il occupe plusieurs fonctions ministérielles (2005 : ports et voies navigables, 2006 : routes, 2007 commerce et routes, trésorier de Nouvelle-Galles du Sud). Il est suspendu de ses fonctions à la suite d'un scandale de corruption et démissionne le 7 novembre 2012. Douze jours plus tard, Huang et deux autres membres du Conseil de la réunification pacifique de la Chine dont Wong est le conseiller, font un don de 500 000 dollars au parti travailliste de Nouvelle-Galles du Sud. Wong remplace Roozendaal au Conseil législatif. Roozendaal sort blanchi de l'enquête pour corruption et Huang le recrute à la direction de son Groupe Yuhu. Ce tour de passe-passe comporte des zones d'ombre encore non élucidées.

La suspicion jetée sur les magnats d'origine chinoise par l'enquête menée par Fairfax Media et Four Corners conduit Wong, le 1er décembre 2017, à abandonner son poste d'administrateur de la *Fédération de la Guangdong Community Ltd d'Australie*, créée pour promouvoir la collaboration entre les organisations originaires du Guangdong en Australie et le Bureau des affaires chinoises d'outre-mer de la province du Guangdong dirigé par le Conseil d'État chinois (le gouvernement de la RPC). Le même jour, il démissionne de son poste de conseiller honoraire du *Conseil australien pour la promotion de la réunification pacifique de la Chine*, Conseil animé par Pékin, deux organisations dont M. Huang était président, démissionnaire également.

Andrew Robb, dignitaire du parti libéral et ministre du commerce a reçu 100 000 dollars de Huang. Robb est convaincu que « La Chine va faire partie intégrante de notre avenir et [qu'] il est absolument impératif que nous établissions la relation la plus étroite possible ». Pour lui, le don de Huang à l'*Australia China Relations Institute* de **Bob Carr** montre dans ce sens ses qualités de visionnaire.

Tony Abbott, plusieurs fois ministre, chef de l'opposition libérale et Premier ministre de septembre à septembre 2015, a rencontré Huang lors de collectes de fonds au parti libéral, à qui il a fait don de 700 000 dollars

Réforme des dons

Les révélations rapportées par Fairfax Media et Four Corners puis commentées d'abondance par les médias australiens comme l'alarme sonnée par les agences de sécurité nationale montrent que le problème ne se limite pas aux dons et risque d'atteindre l'intégrité du système

[**Dossier « XI JINPING : La Chine a la conquête du monde »**](#)

réalisé par l'association Espricors@ire

Mars 2019

Page 42 sur 97

politique et la souveraineté du pays. La situation mise au jour en 2016 a déclenché un début de prise de conscience. Mais malgré les promesses des hauts responsables des deux partis de réformer le statut des dons venant de l'étranger, rien de concret ne s'était produit à la fin de 2017. Le fait que l'Australie reste l'un des seuls pays occidentaux à ne pas avoir interdit les dons étrangers suscite l'inquiétude de Washington.

Le Premier ministre Malcolm Turnbull avait déjà ordonné en juin 2017 une enquête sur les lois australiennes sur l'espionnage et l'ingérence étrangère après les révélations évoquées dans cet article. Son gouvernement dit avoir écouté les avertissements et être prêt à agir dans l'intérêt de la souveraineté et de l'indépendance politique du pays : la classe politique doit prendre une série de décisions pour restreindre et limiter l'influence étrangère dans les décisions australiennes. « La menace d'ingérence politique de la part des services de renseignements étrangers est un problème de la plus haute importance et la situation empire » déclare George Brandis, ministre de la justice et chef de la majorité au Sénat. Le 4 décembre 2017, il annonçait l'introduction prochaine de nouvelles lois visant à « renforcer la capacité des agences à enquêter et à poursuivre les actes d'espionnage et d'ingérence étrangère ». Une déclaration qui dérange la Chine. Sans surprise, Pékin dément ces accusations « totalement infondées et appelle les personnes concernées côté australien à abandonner leurs préjugés ».

En Australie, certains acteurs politiques vont devoir espérer que toute enquête à venir se limitera à trouver des lacunes dans la loi et n'approfondira pas trop les investigations sur la conduite antérieure des personnes.

3 – Les entremetteurs

En juin 2017, Fairfax Media peut révéler qu'un **lien direct entre le Chinagate et l'Australie** soulève de sérieuses questions sur une série de dons chinois au Parti travailliste australien. Les protagonistes en sont deux femmes, **Liu Chaoying** et **Helen Liu** (sans lien de famille).

Liu Chaoying

Lieutenant-colonel de l'Armée populaire de Libération (APL), travaillant en étroite collaboration avec le deuxième département de l'état-major de l'APL (l'unité du renseignement militaire), Liu Chaoying est la fille de l'amiral Liu Huaqing (1916-2011), ancien vice-président de la Commission militaire centrale (1993-1998) commandant de la Marine chinoise (1982-1988) et membre du Comité permanent du bureau politique du Parti communiste (1992-1997) et éminence du renseignement militaire chinois dans les années 1990. En septembre 2016, à l'occasion du centenaire de la naissance de Liu Huaqing, décédé en 2011, le président Xi Jinping rendra un long hommage personnel au défunt, déclarant qu'il avait été l'un des plus grands chefs de l'armée chinoise moderne. Son frère aîné, Liu Zhuoming, est un amiral influent et membre de l'Assemblée nationale populaire.

Cette « princesse rouge » est vice-présidente d'*International Trading for China Aerospace-Industrial Holdings* (CASIC ; satellites, missiles et fusées) filiale hongkongaise de *China Aerospace Science and Technology Corporation*. Elle se présente aux États-Unis comme la PDG de *China Resources*, une entreprise publique chinoise supervisée par la *State-owned Assets Supervision and Administration Commission*, SASAC, et regroupant diverses sociétés ou de *Marswell Investments*, société dont Liu est présidente et Johnny Chung, vice-président, avec un siège social à Hong Kong et une branche américaine, enregistrée en Californie en 1996 sous le même nom.

Liu avait fait l'objet d'une enquête par le FBI et la CIA en 1996 dans le cadre du *Chinagate* en participant au financement de la campagne des démocrates en vue de la réélection de Bill Clinton (développement ci-dessous).

Liu Chaoying séjourne à Sydney en 1997, en relation avec Helen Liu. Elle crée plusieurs sociétés en Australie, dont une qui partageait une adresse commune avec une société d'Helen Liu. En Australie, son comportement est très différent de celui, discret, qu'elle avait adopté aux États-Unis. Très directe en affaire, elle n'hésite pas à faire valoir sa proximité avec le sommet de l'armée et du gouvernement chinois, se présentant même comme directrice du programme de missiles chinois Long March. Son héritage et ses relations lui ont ouvert des portes et des opportunités en Chine et à l'étranger. La carrière militaire et commerciale de Liu Chaoying montre qu'elle était profondément impliquée dans l'achat d'armes et de technologies militaires ainsi que dans communications, jouant un rôle crucial pour le renseignement militaire chinois dans le financement de l'accord qui a procuré à la Chine l'ancien porte-avions soviétique Varyag qui, rénové, a été renommé Liaoning.

Selon les archives de la Haute Cour de Hong Kong, Liu Chaoying et Helen Liu sont partenaires d'affaires depuis 1999 et au moins jusqu'en 2001, avec notamment une société commune créée dans les îles Vierges britanniques avec l'intention d'investir dans les télécommunications en Chine. Mais leur relation s'est détériorée en 2001 lorsqu'une banque de Hong Kong les a traduits en justice après avoir échoué à se faire rembourser un prêt substantiel. Helen Liu, a déclaré ignorer le rôle de Liu Chaoying dans le cadre du renseignement militaire chinois.

Alors que l'étoile d'Helen Liu se levait, Liu Chaoying avait de réels problèmes. Au début de 1997, le légendaire journaliste de Watergate, Bob Woodward, publie un rapport explosif dans le Washington Post déclarant que le FBI et le département de la Justice des États-Unis enquêtaient sur des dons étrangers à la campagne démocrate pour la réélection de Bill Clinton en 1996.

La piste de l'agent de Johnny Chung conduit à Liu Chaoying et à *Marswell Investments* et, bientôt, leurs noms sont en première page des plus grands journaux américains. Liu Chaoying est publiquement identifiée comme un officier de renseignement militaire chinois notamment dans *Newsweek Magazine*.

Mais la publicité faite du *Chinagate* aux États-Unis ne refroidit pas l'ambition de Liu Chaoying de consolider ses activités en Australie : les documents montrent qu'elle y a établi quatre sociétés en 1997 et 1998. Elle est également devenue directrice de la branche australienne de *China Aerospace*. Dans plusieurs transactions, ses liens avec Helen Liu sont mis en évidence. Des documents d'une des sociétés personnelles de Liu Chaoying, *Llexcel Pty Ltd*, sont déposés par Donald Junn, un avocat de Sydney détenteur d'une procuration pour les principales entreprises australiennes d'Helen Liu.

L'adresse de *Llexcel* à Sydney donnée par Liu Chaoying est identique à celle utilisée la même année par Helen Liu pour enregistrer une de ses entreprises à Hong Kong.

Avoir été démasqué comme agent de renseignement chinois n'empêche pas Liu Chaoying d'étendre ses opérations en Australie, impliquant à la fois ses propres intérêts et de ceux de l'État chinois.

En 2007, des diplomates américains rapportent que Liu Chaoying est « impliquée dans des ventes d'armes à des pays étrangers par l'intermédiaire de Huawei et d'autres compagnies militaires ou quasi militaires aux conseils d'administration desquelles elle siégeait ».

Après quelques difficultés au début des années 2000, le père de Liu Chaoying se brouille avec le président Jiang Zemin, ce qui entraîne une brève arrestation. Son patron, le général Ji, purge une peine de 20 ans de prison pour corruption. Mais pour elle et sa famille, tout semble aller pour le mieux e en Chine

Helen Liu

Helen Liu est issue d'une famille connue dans la province du Shandong (nord de la Chine) où son père, responsable de la nomination des fonctionnaires du Parti au niveau provincial dispose d'un puissant réseau de relations. Helen Liu arrive en Australie à la fin des années 1980 en tant qu'étudiante. À Sydney, elle est embauchée par une entreprise exportant de la laine vers la Chine et acquiert la citoyenneté en 1989 grâce à un mariage blanc avec un Australien. Puis, brutalement, son genre de vie change du tout au tout, comme si elle avait touché le gros lot. L'argent provient d'entités contrôlées par le gouvernement chinois, telles que la Banque industrielle et commerciale de Chine, *Beijing Hengtong Trust, Jinan Iron and Steel Group* et la *Shandong Fisheries Corporation*, lesquels ont créé des coentreprises avec des entités associées à Helen Liu et à son compagnon d'alors, **Humphrey Xu**.

En 1997, le portefeuille immobilier du couple est évalué à plusieurs dizaines de millions de dollars. L'administration du gouvernement de Nouvelle-Galles du Sud compte parmi leurs locataires. Ils exportent vers la Chine non seulement de la laine mais également du minerai de fer australien. Dans plusieurs provinces de leur pays d'origine, le couple se lance dans d'importants programmes immobiliers, en coopération étroite avec les autorités locales tandis qu'elle commence à établir un réseau d'amis politiquement puissants dans son pays d'adoption. Sa cible : la faction de droite du parti travailliste de Nouvelle-Galles du Sud, la *NSW Labour Right*.

Ainsi, au cours des années 1990 et 2000, Liu Chaoying entre en relation avec plusieurs hauts responsables du parti travailliste de Nouvelle-Galles du Sud, dont **Éric Fitzgibbon**, député travailliste. Elle le connaît pour avoir organisé en 1993 avec une des sociétés qu'elle dirige avec Humphrey Xu, *Diamond Hill International*, un voyage dans le Shandong – sa province natale – voyage effectué avec **Joël Fitzgibbon** qui accompagnait son père. Joël Fitzgibbon sera, à la mort de son père, élu député fédéral travailliste avant de devenir ministre de la défense dans le cabinet de Kevin Rudd. Ce voyage au Shandong fut le début d'une longue amitié entre Helen Liu et les Fitzgibbon, qui ne devint publique qu'en 2009 lorsque Fitzgibbon devient ministre de la défense. Liu fait prendre en charge des cadeaux et de brefs voyages en Chine de J. Fitzgibbon en 2002 et 2005, avantages qu'il se garde de déclarer comme l'exige le Parlement et pour lesquels il devra présenter des excuses publiques. Sa carrière politique est soutenue par des dons de 40 000 dollars via sa compagnie *Wincopy* de Liu, dont 20 000 dollars pour sa campagne électorale de 1998. Fitzgibbon a récemment déclaré qu'il ignorait tout des liens entre Helen Liu et Liu Chaoying et aucune preuve n'a émergé pour suggérer le contraire. Dans sa déclaration à la Cour, Helen Liu précise qu'elle n'a jamais présenté Liu Chaoying à des personnalités politiques australiennes.

Entretemps, **Helen Liu est devenue une donatrice du parti travailliste australien**. Au moment du transfert des 250 025 dollars à la société *Marswell Investments* de Liu Chaoying (Cf. *Chinagate*), elle contribue au financement des deux premières campagnes fédérales en 1996 et 1998 avec des dons totalisant 40 000 dollars. Entre 1999 et 2007, Helen Liu et sa sœur Queena versent plus de 120 000 dollars au parti travailliste de Nouvelle-Galles du Sud (Fairfax Media ne suggère en aucune façon que ces dons étaient « illégaux ou inappropriés »). En effet, les lois australiennes n'interdisent pas les dons aux partis politiques venant de l'étranger, ce qui explique que ceux de Liu n'ont jamais provoqué un scandale semblable à celui observé aux États-Unis à propos du *Chinagate*. L'entourage d'Helen Liu n'a jamais fait l'objet d'un examen adéquat par les autorités australiennes bien qu'Helen Liu ait admis une relation d'affaires avec Liu Chaoying.

Pendant cette période, Helen Liu s'est rapprochée d'autres politiciens travaillistes aussi connus que **Bob Carr**, premier ministre de longue date. Elle a été photographiée avec les anciens

Dossier « XI JINPING : La Chine a la conquête du monde »

réalisé par l'association **Espricors@ire**

Mars 2019

Page 45 sur 97

premiers ministres John Howard et Kevin Rudd et l'ancien chef de l'opposition Kim Beazley – sans oublier Bill Clinton, une photo prise par son amie Liu Chaoying.

Les sociétés d'Helen Liu ont également financièrement contribué à séries de visites en Australie de dignitaires chinois comme Zhao Kezhi, secrétaire du parti de la province du Hebei et dont certains pensaient qu'il pourrait présider la Chine. Sur l'itinéraire de ces visites, des réunions étaient organisées avec des personnalités du parti travailliste telles que Bob Carr, Joël Fitzgibbon et Mark Arbib. Quand un haut dirigeant chinois, comme les anciens présidents Jiang Zemin ou Hu Jintao, faisait des tournées en Australie et dans le Pacifique, Helen Liu participait à la fête itinérante. Cela a fait d'elle l'intermédiaire ultime. Des entreprises du gouvernement chinois lui demandent de s'approvisionner en minerai de fer auprès de Rio Tinto, de BHP et de *Hancock Prospecting*. Il est courant qu'un député rencontre et dîne avec des dignitaires étrangers, mais aux yeux de l'opinion cette information s'ajoutait à celles qui avaient placé Rudd – qui parle le mandarin – et d'autres députés travaillistes sous le feu des projecteurs pour une série de voyages en Chine payés par l'entrepreneur chinois et donateur politique Ian Tang et d'avoir accueilli « secrètement » le chef de la propagande du Parti communiste chinois à sa résidence officielle

Helen Liu devient vice-présidente d'une organisation liée au gouvernement chinois appelée *World Federation of Overseas Chinese Associations*. Cette organisation est dirigée par un ancien officier de l'APL, Ren Xingliang, et travaille en étroite collaboration avec le Département du travail du Front uni du Parti communiste pour promouvoir les objectifs de Pékin à travers la diaspora chinoise. Il est considéré depuis longtemps comme un facilitateur des campagnes d'influence de la Chine à l'étranger.

Les amis travaillistes d'Helen Liu ont toujours affirmé que son soutien financier ne soulevait aucun risque pour la sécurité nationale. Cependant, la révélation qu'Helen Liu avait un lien direct avec un acteur clé du renseignement militaire chinois (Liu Chaoying en l'occurrence) qui était intervenu dans une campagne présidentielle américaine rendait nécessaire d'examiner sous un angle différent son implication dans la politique australienne.

En février 2009, un haut responsable du département de la défense australien informe secrètement deux des journalistes impliqués dans l'affaire Liu (*The Age* et *The Canberra Times*) des relations de celle-ci avec Joël Fitzgibbon, alors ministre de la défense, affirmant qu'Helen Liu était en relation avec le renseignement militaire chinois. À cette époque, elle était inconnue des médias australiens et, a fortiori, du grand public. Malgré 15 ans d'implication dans la politique australienne par le biais de dons et de collectes de fonds, elle avait réussi en effet à « rester sous le radar ». Déposé auprès du Parlement, le registre des intérêts de Fitzgibbon ne mentionnait pas Helen Liu malgré leur longue amitié.

En mars 2009, quelques heures après la publication des premiers articles des médias révélant qu'Helen Liu avait fait des dons à Joël Fitzgibbon et au parti travailliste de Nouvelle-Galles du Sud, l'ancien ministre de la justice Robert McClelland, du gouvernement travailliste de Kevin Rudd, prend la décision de procéder à une déclaration : « Le directeur général par intérim de la sécurité m'a informé que l'ASIO n'a aucune information concernant Mme Helen Liu. Ses activités ou associations ne soulèvent aucune préoccupation concernant la sécurité ».

Experts et médias se sont interrogés sur les raisons de cette décision inhabituelle, d'autant que la presse avait révélé les liens financiers et personnels de Helen Liu avec Liu Chaoying, fait susceptible de mener à un nouvel examen minutieux de ses donations et de ses relations avec de hautes personnalités politiques comme l'ancien Premier ministre de Nouvelle-Galles du Sud Bob Carr et Joël Fitzgibbon.

Paul Monk, l'un des meilleurs experts australiens en matière de renseignement et ancien chef du bureau Chine à la *Defence Intelligence Organization*, DIO, est perturbé par les circonstances

qui ont conduit l'ancien gouvernement Rudd à faire publier une telle information par l'ASIO : « Est-il crédible qu'en 2009, l'ASIO n'ait pas eu connaissance des relations personnelles et professionnelles qu'entretenait Helen Liu avec le lieutenant-colonel Liu Chaoying depuis plus d'une décennie ? Que Liu Chaoying, fille d'un personnage de l'APL aussi haut placé que l'amiral Liu Huaqing, était vice-présidente d'une branche de la filiale aéronautique chinoise CASIL ? Des informations irréfutables sont maintenant révélées, montrant qu'en fait il y avait, bien avant 2009, de très graves inquiétudes concernant la bonne foi d'Helen Liu et ses liens au plus haut niveau avec les agences militaires de renseignement chinoises ».

En fait, des raisons politiciennes ont conduit le gouvernement travailliste à utiliser la déclaration de l'ASIO pour éluder les critiques évoquant des préoccupations de sécurité relatives à Helen Liu et à ses liens étroits avec le ministre de la défense et pour repousser les questions de l'opposition à propos du budget fédéral.

Joël Fitzgibbon a survécu en tant que ministre de la défense jusqu'à la mi-2009. Et ce ne sont pas ses relations avec Helen Liu qui ont mis fin à sa fonction. Un conflit d'intérêts présumé impliquant la compagnie de son frère a suffi. Grâce à sa position au parti travailliste de Nouvelle-Galles du Sud, il est devenu « whip » en chef du gouvernement fédéral en 2010, membre et brièvement président de l'influente Comité mixte sur les affaires étrangères, la défense et le commerce du Parlement.

En juin 2013, il est nommé ministre de l'Agriculture dans le deuxième ministère de Kevin Rudd. Il est aujourd'hui « de l'Agriculture » du *shadow-cabinet* de Bill Shorten, le leader de l'opposition.

Quant à Helen Liu, elle déclare au journal à sensation *News Limited The Daily Telegraph* qu'elle a « le cœur brisé ». « C'est injuste pour moi que les gens disent que je suis une menace pour la sécurité nationale ». Elle a engagé une longue et coûteuse bataille juridique dans le but de découvrir l'identité des informateurs.

Certains des plus proches amis d'Helen Liu dans le parti travailliste ont contre-attaqué. Bob Carr a déclaré qu'il était « plutôt honteux pour les médias de qualifier cette femme de suspecte pour des raisons de sécurité sans la moindre preuve alors qu'en fait, l'ASIO déclare qu'elle ne l'intéresse pas ».

Henry Tsang, député de Nouvelle-Galles du Sud, a écrit que Helen Liu avait été « présentée à tort comme une menace pour la sécurité nationale ». Joël Fitzgibbon a déclaré que son amie était une « femme d'affaires australienne très estimée et respectée. Son nom a été traîné dans la boue ... et sa réputation a été ternie d'une manière hautement diffamatoire. Je vais certainement prendre toutes les mesures possibles pour m'assurer qu'à l'avenir, elle ne sera pas attaquée personnellement de cette manière ». Selon Wikileaks, la déclaration de l'ASIO a même été utilisée par des hauts responsables du ministère australien de la défense pour assurer en privé à leurs homologues américains qu'il n'y avait pas lieu de s'inquiéter de Helen Liu.

Laquelle a passé presque entièrement ces dernières années en Chine. Deux entreprises de sa famille y ont été confrontées à des problèmes judiciaires. Un jugement de 2014 de l'île-province de Hainan rapporte que la présidente d'*Australia Diamond Hill Holdings Limited* a reconnu avoir soudoyé un fonctionnaire local avec 34 000 dollars et une bouteille de vin rouge. Le jugement identifie comme présidente une femme avec le nom de famille « Liu » mais sans préciser s'il s'agit d'Helen, de sa sœur ou de quelqu'un d'autre. Elle a nié toute implication récente dans les entreprises citées dans le jugement de la Cour de Hainan. Sa résidence de Double Bay à Sydney a longtemps paru abandonnée. Toutefois, elle et sa sœur ont rétabli récemment une présence effective en Australie.

Encadré 4

Dossier « XI JINPING : La Chine a la conquête du monde »
réalisé par l'association Espricors@ire

Mars 2019

Page 47 sur 97

Rappel, aux États-Unis : le Chinagate

Le 11 août 1996, dans un restaurant de la station balnéaire chinoise de Zhuhai, le général Ji Shengde, chef du renseignement militaire chinois a rendez-vous avec un de ses contacts, Liu Chaoying, une femme d'affaires de 37 ans et Johnny Chung, une de ses relations, un entrepreneur Américain installé en Californie qui a ses entrées à la Maison Blanche au moment où Bill Clinton se présentait pour un deuxième mandat. En juillet 1996, Liu avait accompagné Chung à un événement lors de la collecte de fonds à Los Angeles et avait été photographié avec le président Clinton.

« Nous aimons vraiment votre président. Nous espérons qu'il sera réélu. Je vais vous donner 300 000 dollars pour votre président et le parti démocrate » déclare le général Ji à Chung.

10 jours après cette réunion, 250 025 dollars, enregistrés comme frais de marketing à l'étranger, sont virés par Wincopy Pty Ltd, une entreprise de Sydney appartenant à une femme d'affaires sino-australienne, Helen Liu, sur le compte de Marswell Investments, l'une des sociétés de Hong Kong de Liu Chaoying. Cette somme, complétée par le versement d'une entreprise – que la justice américaine identifiera plus tard comme étant l'une des sociétés-écrans du renseignement militaire chinois – permet à Liu Chaoying de transférer quelques jours plus tard 300 000 dollars sur le compte de Chung à Taiwan. Une partie de cet argent tombe dans les coffres de la campagne des démocrates, en violation des lois américaines interdisant les donations politiques étrangères.

Le ministère chinois des Affaires étrangères et China Aerospace Corp. nient le versement : « l'entreprise a mené une enquête sur l'affaire et constaté qu'aucun de ses membres n'avait participé, de quelque manière que ce soit, à la collecte de fonds politique. Liu elle-même a déclaré clairement que les accusations sont sans fondement et fondées sur la rumeur ».

China Aerospace Corp. fabrique des fusées et lance des satellites notamment pour des clients occidentaux. Certains républicains allèguent qu'un de ces clients, Loral Space and Communications Ltd., a reçu des dérogations de l'administration Clinton à l'exportation de technologie satellitaire en contrepartie des contributions du PDG de Loral, Bernard Schwartz à la campagne électorale.

Cette transaction est devenue plus tard l'objet d'une enquête criminelle du Congrès des États-Unis sur ce que les médias américains ont appelé le Chinagate, un scandale politique majeur et... un vaste plan visant à influencer la politique américaine et à favoriser l'acquisition de technologies avancées et sensibles par Pékin.

Cette enquête sur les financements politiques des acteurs du scandale du Chinagate, Liu Chaoying, Johnny Chung et d'autres, a été conduite de 1997 à 1998 par le procureur Mike McCaul, avant qu'il n'entre en politique comme député républicain – il préside le Comité de la sécurité intérieure de la Chambre des représentants des États-Unis. Incapable de découvrir le transfert australien parce que le gouvernement chinois avait bloqué ses tentatives d'accéder aux comptes bancaires de Liu Chaoying à Hong Kong, il ne pouvait pas se douter d'une connexion australienne jusqu'à ce qu'il soit approché par Fairfax Media et Four Corners avec des documents montrant le transfert de 250 000 dollars de la compagnie d'Helen Liu. Il se dit aujourd'hui certain que Marswell était une société-écran du renseignement chinois.

McCaul pense que les Chinois voulaient la réélection de M. Clinton, supposé plus pragmatique que son adversaire républicain en matière de restrictions imposées à l'exportation vers la Chine de technologies satellitaires. Le comité bipartite du Congrès constitué spécialement pour enquêter sur les dons politiques de la Chine a conclu que les 300 000 dollars étaient destinés à faciliter l'acquisition, par Liu Chaoying pour le compte de China Aerospace, de technologies informatiques, de missiles et de satellites aux États-Unis. Les enquêteurs du

Dossier « XI JINPING : La Chine a la conquête du monde »

réalisé par l'association Espricors@ire

Mars 2019

Page 48 sur 97

Congrès ont placé Liu Chaoying, trouvée deux fois aux États-Unis sous de fausses identités, à l'avant-garde des ventes illégales d'armes et des opérations de contrebande.

McCaul a été surpris d'apprendre que l'Australie autorisait les contributions étrangères et choqué qu'une personnalité de la scène politique australienne comme Helen Liu, en fait une intermédiaire du régime chinois, ait été financièrement et personnellement impliquée avec Liu Chaoying dans l'affaire du Chinagate.

Annexes

Les protagonistes de l'investigation

L'enquête conjointe a été réalisée par Four Corners et de Fairfax Media (journalistes : Nick McKenzie/Richard Baker/Saska Koloff/Chris Uhlmann/Daniel Flitton). Diffusion sur ABC et par Sydney Morning Herald le 5 juin 2017.

Four Corners est un programme de journalisme d'investigation australien, le plus dense et fouillé de son genre à l'échelle nationale.

Fairfax Media Ltd est l'une des plus grandes sociétés australiennes opérant dans le domaine des médias (journaux, magazines, radios, médias numériques). Un accord de coopération et de logistique a été signé le 27 mai 2016 entre Fairfax Media – aux côtés de l'Université de Technologie de Sydney, Global News et Weldon International – avec l'Agence de presse Xinhua, China Daily, China Radio International, le Quotidien du Peuple et Qingdao Publishing Group.

ABC : *Australian Broadcasting Corporation*, est le diffuseur public national en Australie (télévision, radio, plateformes en ligne et mobiles). Financée et détenue par le gouvernement, ABC reste éditorialement indépendante...

Les titres originels des trois parties de **CHINA'S OPERATION AUSTRALIA** sont respectivement :

- *The party line*
- *Payments, power and our politicians*
- *The go-betweens*

La communauté australienne du renseignement

L'Australian Intelligence Community (AIC) comprend six agences de renseignement, les deux premières sont consacrées à la collecte de l'information, les deux dernières, à son évaluation :

- Australian Security Intelligence Organisation (ASIO),
- Australian Secret Intelligence Service (ASIS),
- Australian Signals Directorate (ASD),
- Australian Geospatial-Intelligence Organisation (AGO)
- Office of National Assessments (ONA),
- Defense Intelligence Organisation (DIO),

L'ASIO

Fréquemment citée dans cet article, l'ASIO est chargée des actions de contre-espionnage, de surveillance de l'ingérence étrangère et des résidents malveillants. Voici ce qu'en dit le site de cette organisation :

« L’Australie est depuis longtemps la cible d’espionnage et d’interférences étrangères de la part de services de renseignement étrangers hostiles. L’espionnage peut impliquer le vol d’informations sensibles, privilégiées ou classifiées qui portent atteinte aux intérêts nationaux de l’Australie. L’ingérence étrangère peut entraîner une influence indue de nos processus politiques ou de l’opinion publique au profit d’une puissance étrangère. Les initiés malveillants peuvent exploiter leur accès de confiance pour assister intentionnellement ou involontairement une puissance étrangère, ou pour nuire aux intérêts de l’Australie ».

Pour consulter l’article complet, avec ces annexes :

<https://www.asie21.com/2018/01/12/operation-australia-la-campagne-dinfluence-de-la-chine/>

ASIE 21 l’atelier de prospective sur l’Asie

En Asie, le contexte mouvant et souvent opaque des situations n’autorise pas l’improvisation. Il est indispensable de savoir les anticiper. Précisément, le groupe **Asie21** suit en permanence et avec attention l’évolution de cette région pour y déceler les faits susceptibles d’engendrer des changements significatifs. En bref : le contexte géopolitique de l’intelligence économique dans une vision prospective.

Asie21 publie une **Lettre confidentielle** mensuelle à laquelle sont abonnés des décideurs publics et privés conscients que dans les affaires, l’anticipation est payante. Conçus pour une lecture rapide, ses articles sont courts et structurés (faits/enjeux/commentaires prospectifs). Les sommaires sont consultables en ligne sur le site **asie21.com** qui offre, par ailleurs, un panorama étayé du paysage politique et économique asiatique.

Le groupe **Asie21** rassemble des « praticiens » de l’Asie, venant d’horizons professionnels divers et pratiquant depuis deux décennies le travail collectif, même si chaque article est signé par son auteur.

[Retour au sommaire](#)

2- Chine et Relations internationales

« Organisation de coopération de Shanghai – OCS une institution eurasiatique puissante et efficace » (1/2)

Par Jean-Pierre Arrignon
Professeur des Universités

L'Organisation de coopération de Shanghai est une organisation internationale reconnue par l'ONU.

Pourtant, cette organisation reste en bien des points, mystérieuse, au point que les « spécialistes » diffèrent radicalement sur son appréciation. En effet, pour les uns, elle serait la grande organisation asiatique du XXIe s. en mesure de régler tant les différents frontaliers que de lutter contre le terrorisme et d'assurer une politique commune de développement économique ; pour les autres, il ne s'agit que d'un trompe-l'œil qui dissimuleraient les tensions entre la Chine et la Russie et éclaterait à la première crise ! Nous présenterons tout d'abord l'historique de sa création, puis dans une deuxième partie ses objectifs et son organisation ; enfin, nous préciserons son rôle au sein des autres organisations internationales.

Historique de sa création

L'initiative de la création d'une grande organisation asiatique revient au Premier Ministre russe Evguenij Primakov qui crée, en 1996 une association informelle dite « Shanghai five » comprenant La Chine, la Russie, le Kazakhstan, Kirghizstan et Tadjikistan. Les 14-15 juillet 2001, à Shanghai, les 5 pays précités auquel il faut ajouter l'Ouzbékistan forment officiellement une organisation régionale asiatique dont le siège est fixé à Shanghai. Les pays qui entrent dans cette coopération sont classés en Etats membres, les 6 pays fondateurs plus l'Inde et le Pakistan (2016) ; Etats observateurs : Mongolie (2004), Iran (2005), Afghanistan (2012) Biélorussie (2015) ; Etats partenaires de discussion : Sri Lanka (2009), Turquie (2012), Cambodge, Azerbaïdjan, Arménie et Népal (2015) ; Invités de l'Organisation : ASEAN (2011), Turkménistan (2012). La liste n'est pas close ; elle est ouverte aux Etats et aux Organisations qui souhaiteraient y adhérer ou y être invités, cas de l'Union européenne. Seul, les Etats Unis et le Japon en sont exclus.

Aujourd'hui, l'OCS représente près de 50% de la population mondiale et dispose de 20% des ressources mondiales de pétrole, 38% de celles de gaz naturel, 40% de celles du charbon et 30% de celles d'uranium. Ils semblent aujourd'hui impossible de négliger cette structure qui par sa population, ses besoins en développement et ses ressources est une des composantes majeures de la mondialisation économique !

Ses objectifs et son organisation

A l'origine, le Groupe des 5 avait pour objectif de régler les problèmes de frontière notamment entre l'Union soviétique et la Chine, le long du fleuve Amour, d'instaurer des relations de dialogue entre les Etats membres, enfin de faciliter la coopération économique.¹¹

Avec la disparition de l'URSS en 1991 et la création des Républiques indépendantes d'Asie centrale qui suivit, ainsi que les menaces de déstabilisation de ces jeunes Républiques sous le coup des révoltes « de couleur » soutenues par l'étranger, la situation géopolitique de l'Asie devenait très dangereuse. La création de l'Organisation de Shanghai en 2001 répondait à l'inquiétude de la Chine de voir se déstabiliser toute l'Asie centrale qui se prolonge jusque dans la province chinoise du Xinjiang, peuplée de Ouïgours, turcophones et marquait la volonté de la Chine et de la Russie d'organiser sous leur double tutelle la recomposition de l'Asie centrale pour annihiler toutes tentatives de déstabilisation de ces jeunes Républiques.

L'organisation est formalisée par le traité de 2001, concomitant à l'extension à un sixième pays, l'Ouzbékistan. Le secrétariat de l'OCS est installé à Pékin. Ses institutions sont créées en 2002 : Charte, fondation du RATS (Structure anti-terroriste régionale) dont le siège est situé à Tachkent, représentation à l'ONU.

L'objectif des membres de l'OCS est d'obtenir par le dialogue et les rencontres mutuelles des chefs d'Etats ou de gouvernement :

- le renforcement de la confiance mutuelle et l'établissement de bons rapports de voisinage entre les Etats membres ;
- la coopération entre ces Etats dans les domaines politiques, économiques et commerciaux, scientifiques et techniques, culturels et éducatifs, ainsi que dans les domaines de l'énergie, du transport, du tourisme et de l'environnement ;
- l'organisation de manœuvres militaires communes ;
- la sauvegarde de la paix de la sécurité et de la stabilité régionale ;
- la création d'un ordre politique, économique et international nouveau, plus juste et démocratique.

Pour y parvenir, chaque année, se tient dans une capitale différente, soit un sommet des chefs d'Etat soit, des chefs de gouvernement, au cours desquels sont définis les grandes orientations de l'OCS, ainsi que l'élargissement à de nouveaux membres.

Il est à souligner que cette Organisation est représentée dans chacun des ministères régaliens des Etats membres par un bureau chargé d'examiner la production législative en cours à l'aune de l'OCS afin d'aboutir à une cohérence globale et à une harmonisation de la législation de tous les Etats membres.

Vous pouvez lire l'article dans sa totalité sur GEOPOLITIKA : <http://blogjparrignon.net>

[Retour au sommaire](#)

« Organisation de coopération de Shanghai – OCS des résultats significatifs » (2/2)

Par Jean-Pierre Arrignon
Professeur des Universités

Les acquis de cette Organisation se placent surtout dans le domaine de la sécurité, notamment par l'organisation de manœuvres militaires communes d'envergure mais dans des cadres variés. Ainsi on peut distinguer les manœuvres spécifiques de l'OCS ; les manœuvres nationales et multilatérales des États membres de l'OCS ; les manœuvres conjointes des forces de l'OTSC (il s'agit de l'Organisation du Traité de Sécurité Collective, fondée le 7 Octobre 2002 dont le siège est à Moscou ; il rassemble tous les Etats membres de l'OCS à l'exception de la Chine et des Etats observateurs mais avec l'Arménie, la Biélorussie et la Serbie) et de la CEI. Il est à souligner que l'entrée de l'Inde et du Pakistan parmi les Etats membres de l'OCS les introduits aussi dans l'OTSC.

Ces manœuvres répétées à des rythmes fréquents soulignent que l'harmonisation du calibrage des munitions à l'ensemble des Etats membres, est déjà réalisée, ce qui permet de mener des actions communes intégrées. D'autre part, il s'agit de disposer d'une armée efficace, bien entraînée au combat, dotée d'armements modernes de haute technicité et de système de communications complexes dont la maîtrise exige des entraînements réguliers. La prochaine manœuvre prévue en 2017 mettra en synergie les armées russes et mongoles. Ces considérations sont majeures en vue du marché de l'armement.

L'instance commune de la lutte contre le terrorisme, l'extrémisme musulman et le séparatisme a été organisée en 2005 lors de la conférence d'Astana ; elle a obtenu des résultats intéressants. Ainsi, la disparition soudaine du Président de l'Ouzbékistan, Islam Karimov, a suscité en Occident la crainte d'une déstabilisation de ce pays. Or, le processus de l'élection présidentielle a été maîtrisé ; celle-ci a eu lieu le 4 décembre 2016, permettant l'élection de Sahvat Mirziyoyev comme Président, au premier tour avec 88,61% des suffrages. Il est clair que l'OSC a pesé de tout son poids pour garantir la sécurité et la stabilité de ce pays ainsi que le déroulement apaisé de l'élection présidentielle entre les quatre candidats enregistrés. Personne, en Occident, n'en a fait état !

La lutte contre l'extrémisme musulman a été bien conduite, notamment en s'appuyant sur les particularités de l'islam d'Asie centrale lequel a pu traverser l'URSS athée en s'organisant dans le cadre des *naqshbandyas* soufies qui se manifestent par la « méditation silencieuse du cœur » reposant sur une puissante tradition culturelle et une pratique individuelle de la foi ! D'autre part, l'islam d'Asie centrale, depuis le VIIe s. jusqu'à l'an mil au moins, s'est développé à travers le *mu'tazilisme* ; c'était un islam qui assumait complètement l'héritage culturel grec et indien et qui trouvait la plénitude de sa révélation dans les maisons de la sagesse de Boukhara et de Samarcande dont le plus illustre représentant est sans conteste Ibn Sina (Avicenne) ! Ce retour sur le passé et les traditions a permis d'isoler l'extrémisme musulman qui ne trouve plus d'écoute dans ces régions, car perçu comme une doctrine étrangère et mortifère ! C'est ce

sunnisme intransigeant qui a détruit la grande civilisation des Samanides d'Asie centrale laquelle revit actuellement par le tourisme !

Enfin, la lutte contre « l'impérialisme des Etats Unis » dans ces régions a été une constante avec pour conséquence la demande de fermeture de « toutes les bases américaines de la région ». Ainsi, la base de Manas près de Bichkek (Kirghizstan), ouverte le 11 septembre 2001 et principal centre de transit de l'armée américaine vers l'Afghanistan, a été fermée le 1 juillet 2014 et les soldats américains déclarés « indésirables ». Il est clair que l'influence américaine dans cet espace est en net recul sous la pression de l'OCS qui veut à tout prix garantir la stabilité intérieure des Etats qui la composent et la sécurité extérieure des frontières de l'OCS face à toutes les menaces et tout particulièrement celles émanant des Etats Unis. De là, l'affirmation de certains que l'OCS ne serait qu'une alternative à l'OTAN.

L'OTAN est une structure militaire créée à Washington le 4 avril 1949 pour protéger l'Occident de la puissance soviétique ; rappelons que son équivalent à l'est, le Pacte de Varsovie n'est créé que le 11 mars 1955 et, à la différence de l'OTAN, est dissous le 1 juillet 1991. L'OCS indiscutablement est née de la crainte de voir les jeunes républiques d'Asie centrale déstabilisées par des « révoltes de couleur » dont chacun savait qu'elles trouvaient un appui logistique et surtout financier dans l'ensemble du monde occidental à travers de nombreuses ONG, comme celles du milliardaire Georges Soros, l'*Open Society Institute* devenue en 2010 *Open Society Foundations* ! En outre, les guerres d'Irak et d'Afghanistan suscitaient de violentes réactions des musulmans contre les Américains qualifiés, en particulier par les Iraniens, de « Grand Satan » et favorisaient l'apparition d'un extrémisme musulman dont les actions se propageaient dans tous les pays de la région et notamment la Russie et la Chine. L'OCS est née de cette prise de conscience des conséquences de la théorie du « chaos constructif » reprise par Madame Condolezza Rice en 2005, en pleine guerre d'Iraq, pour justifier la « guerre de démocratisation » !! C'est pour empêcher des soulèvements du type de celui d'Andijan le 13 mai 2005, en Ouzbékistan que l'OCS s'est construite ; ce fut d'abord une organisation de défense et de sécurité mutuelle. Son action a été également déterminante lors des dix attaques coordonnées de Bombay dont notamment celle de l'hôtel-restaurant du Taj Mahal, les 26-29 mai 2008, par un commando de 10 hommes entraînés au Pakistan. Alors que tout le monde a craint un affrontement direct et massif entre les deux pays ; ce scénario ne s'est pas produit car les interventions directes de l'OCS et notamment de la Chine auprès du Pakistan et de la Russie auprès de l'Inde, ont permis de conserver à ces conflits un caractère limité. Plus récemment, lors des émeutes du Cachemire, en 2016, des djihadistes pakistanais ont attaqué le camp militaire indien d'Uri, l'Inde s'est bornée à des « répliques chirurgicales » ! L'OCS dans cet espace asiatique remplit parfaitement son rôle de maintien de la stabilité et de la coopération entre les Etats membres afin d'éviter les affrontements directs.

Dans le même temps, la part économique de l'OCS a joué un rôle majeur. Elle dispose notamment depuis 2014, de la Banque Asiatique d'Investissements pour les Infrastructures (AIIB) qui travaille en partenariat avec la Nouvelle Banque de développement des BRICS, créée, elle aussi en 2014. C'est à travers l'OCS et pas seulement de la Chine, qu'il faut lire l'énorme projet de construction de la « nouvelle route de la soie » qui, au départ d'Urumqi doit relier Kazan', tandis qu'un autre axe toujours au départ d'Urumqi doit relier Téhéran, Ankara et Moscou ; une autre route, au départ de Beijing, doit relier Irkoutsk et une troisième, au départ de Kashgar doit relier Gwadar (Pakistan). En outre il faut rappeler que cette nouvelle route de la soie a un maillage maritime pour relier Fuzhou, Haiphong, Jakarta et Calcutta et une autre voie doit relier Colombo-Mombassa-Djibouti, Suez et Venise ; enfin depuis 2011 une voie

ferroviaire est construite à travers le Kazakhstan et l'Asie centrale pour relier l'Union européenne, le principal partenaire économique de la Chine. L'OCS peut réaliser des investissements colossaux car elle dispose des plus importantes réserves financières du monde surtout si l'on y compte les pays de l'ASEAN. Or, le seul moyen de protéger efficacement les pays membres de toutes crises internes est de pouvoir leur assurer un développement économique stable et régulier par des investissements sur le long terme pour leur permettre d'assurer leur modernisation, leur reconversion économique et d'intégrer la mondialisation. Tous ces projets, il ne faut pas les lire à la seule aune d'un « nouvel impérialisme chinois » désireux de créer un formidable réseau d'infrastructures capable d'irriguer un vaste empire colonial s'étendant sur tous les continents, mais bien à celui de l'OCS au sein de laquelle tous les Etats membres coopèrent en vue de participer à la création d'un vaste espace commun, seul capable d'assurer le développement, la richesse et la paix. Il me paraît nécessaire d'arrêter de regarder le monde au prisme des Etats nations du XIXe s. mais bien à celui des grandes Organisations internationales en charge de vastes espaces à mettre en valeur ! Or, l'OCS en est une ; il serait temps de nous en apercevoir !

L'OSC est au moins autant une formidable puissance d'investissement qu'elle est une réelle puissance militaire, bien que ses investissements militaires soient sans commune mesure avec les budgets militaires des pays occidentaux. Selon les budgets militaires de 2015, sur les 10 Etats ayant les plus gros budgets militaires, il n'y en a que deux, la Chine et la Russie, qui sont membres de l'OSC. De plus, la somme des budgets militaires 2015 de la Chine (145 milliards de dollars) et de la Russie (66, 5 milliards de dollars), soit 211, 5 milliards de dollars, ne représente qu'un peu plus de 28% du seul budget des Etats Unis d'Amérique (597 milliards de dollars ! auxquels on pourrait ajouter les budgets des huit autres Etats du top 10 qui sont des alliés des Etats-Unis soit dans le cadre de l'OTAN ou autres.

Certes, la géopolitique militaire actuelle, notamment le déploiement du bouclier anti-missile américain (ABM) en Europe orientale à Deveselu (Roumanie) et d'une brigade de blindés en Lettonie, relance la course aux armements dans tous les pays, en Russie comme en Chine, d'autant que cette dernière est une des composantes majeures de la haute technologie. La politique militaire de l'OCS repose sur des décisions claires : l'intangibilité de ses frontières, puis depuis 1997 la réduction de ses forces armées aux frontières intérieures de l'Organisation, enfin, des mesures de confiance entre les armées des Etats, mesures concrétisées par des manœuvres multiples entre les pays membres et la modernisation permanente de l'outil militaire : avions furtifs, blindages nouveaux, systèmes de communications sécurisés, cyberdéfense, etc. Il ne faut pas oublier cet aspect de l'OCS même si, elle n'est pas l'équivalent de l'OTAN. Toutefois, elle nous donne une idée de ce que pourrait être une véritable défense européenne, capable d'assurer l'intangibilité des frontières de l'Europe et d'initier une confiance entre les armées des Etats membres, au service de la construction européenne et de ses valeurs.

L'OCS, son rôle parmi les autres organisations internationales

Une des caractéristiques majeures de l'OCS est qu'elle n'est pas exclusive. En effet, chaque Etat membre garde les accords bilatéraux qu'il a pu conclure ainsi que sa place dans les organisations internationales : ainsi, par exemple la Russie et la Chine sont membres de l'OCS mais aussi des BRICS ; la Russie, la Biélorussie, le Kazakhstan, l'Arménie et le Kazakhstan font partie de l'Union eurasiatique ; Seuls sont exclues les associations sous tutelle américaine.

L'Organisation de Coopération de Shanghai est reconnue par l'ONU avec laquelle il y a une collaboration multiforme. Reste à envisager une collaboration avec l'Union européenne. Les deux structures ont naturellement établies des contacts, mais elles sont souvent présentées comme des alternatives différentes offertes aux Etats désireux d'intégrer l'une ou l'autre de ces structures. Le cas le plus actuel concerne la Turquie à laquelle l'Union européenne refuse depuis des décennies de valider le protocole d'adhésion et de façon encore plus claire depuis les récents événements de la tentative de coup d'état des 15-16 juillet 2016, suivie de la reprise en main du pays par le Président R.T.Erdogan. Dans cette perspective, l'adhésion à l'OCS est souvent présentée comme une alternative crédible d'autant que la Turquie fait partie des « Etats partenaires des discussions » depuis 2012. Toutefois, il faut rappeler que la Turquie est aussi un membre important de l'OTAN, depuis octobre 1951, et qu'elle constitue la deuxième armée de l'OTAN après celle des Etats Unis ; de plus, depuis 1955, elle a sur son territoire la puissante bases américaines d'Incirlik d'où serait partie la tentative de coup d'Etat ! L'adhésion de la Turquie en qualité d'Etat membre de l'OCS ne semble pas d'actualité tant cela impliquerait de ruptures. En revanche, la position de la Turquie en qualité de « partenaire de discussion » lui ouvre de larges perspectives économiques, notamment en accueillant une section de la « nouvelle route de la soie » ainsi que des réseaux de transport des fluides, gaz et pétrole. La Turquie ainsi pourrait être le pont qui relierait l'Asie, l'Europe, le Moyen-Orient et l'Afrique ! La Turquie retrouverait ainsi son rôle dans l'immense hinterland turcophone que constitue l'Asie centrale et elle trouverait sa place naturelle dans l'Union économique eurasiatique ! Certes, il ne s'agit encore que de spéculations, mais si d'aventure cette perspective prenait de la consistance, nous devrions y prendre garde : l'Union européenne serait alors coupée de l'Asie et contrainte de se redéployer vers l'Atlantique donc vers les Etats Unis ; c'est là un des aspects majeurs de la négociation en cours entre l'Union européenne et les Etats Unis. Gouverner, c'est prévoir, mais pour prévoir, il faut être en mesure de se projeter sur le temps long, ce qui n'est pas le temps de la vie politique !

Au terme de cette rapide présentation nous voudrions attirer l'attention tant du monde politique que du monde médiatique sur l'importance de cette Organisation de Shanghai, qui, année après année, avance dans son organisation et son développement, dans un espace-temps qui n'est manifestement pas le nôtre. Il nous appartient de nous l'approprier pour mieux la comprendre et en tirer peut-être des leçons pour construire une union européenne qui soit à la mesure de l'OCS

Vous pouvez lire l'article dans sa totalité sur GEOPOLITIKA : <http://blogjparrignon.net>

[Retour au sommaire](#)

« G7, TRUMP ET OCS* »

Par **Guillaume Berlat**

Chroniqueur de Géopolitique mondiale

(**Organisation de Coopération de Shanghai*)

Manifestement, les dirigeants européens, canadien, japonais participants au G7 de Charlevoix/La Malbaie (8-9 juin 2018) n'ont toujours rien compris au film policier de série B dont ils ont été les piétres figurants à l'insu de leur plein gré. Sidérés, ils le sont. Incrédules, ils le sont. Médusés, ils le sont. Ils ignorent qu'un diplomate surpris est un diplomate désarmé. Ils en sont réduits à ressasser les dernières images d'un film au terme duquel ils pensaient candidement que le Bien l'emporterait sur le Mal, que Six étaient plus forts qu'Un. Ils en sont réduits à disserter sur le choc d'une photo, le poids d'un tweet. Ils n'ont toujours pas saisi que le monde d'hier, c'est fini et que Donald Trump fracture l'Occident¹. Le multilatéralisme doit être repensé au moment où la doctrine Trump se résumerait, selon Jeffrey Golberg, à un principe : « *On est l'Amérique, bordel !* » (« *We're America, Bitch* »)².

LE CHOC D'UNE PHOTO

Le cliché est rapidement devenu viral. Sur cette photo diffusée au G7, Donald Trump semble tenir tête au reste du monde. Une image qui résume à elle seule les nouvelles fractures occidentales mais donne lieu à des interprétations assez diverses. « L'Occident ébranlé », titre lundi le quotidien allemand Tagesspiegel, à côté de l'image désormais célèbre, prise par un photographe officiel travaillant pour le gouvernement allemand et diffusée sur les réseaux sociaux. Cette photo, dont la composition rappelle celle d'un tableau, paraît résumer, mieux que tous les discours, l'état du monde après le fiasco du G7. Elle paraît répondre à un objectif de communication précis : mettre en lumière la fermeté d'Angela Merkel, qu'on voit entourée d'autres dirigeants du G7. Appuyée en avant, les mains sur une table, elle semble tenir tête à Donald Trump, voire réprimander le chef d'État américain assis en face d'elle. « *En politique, il n'y a pas que les contenus qui sont importants, les images le sont aussi* », souligne le quotidien.

À chacun sa version. Beaucoup voient plutôt Donald Trump sortir vainqueur de ce cliché. Il « *reste assis pendant que les autres personnes présentes sont debout* », souligne une chercheuse américaine, une manière pour lui d'*« affirmer sa propre autorité avec une diffusion mondiale* ». Pour l'entourage du milliardaire américain, l'image de Donald Trump impassible face aux Européens traduit surtout la fermeté du héritage de « *l'Amérique d'abord* ». « *Encore un de ces G7 où les autres pays attendent que les États-Unis soient éternellement leur banquier. Le président leur dit clairement que c'est fini* », a commenté sur twitter John Bolton, le conseiller à la sécurité nationale de la Maison-Blanche. Le sentiment qui prédomine en Allemagne est celui de la fin d'une époque, d'une césure dans la relation transatlantique, paradigme sur lequel le pays s'était largement reconstruit après 1945. Le chef de la diplomatie allemande, Heiko Maas, a estimé que Donald Trump a détruit « *très rapidement une quantité incroyable de*

confiance » mutuelle. Traditionnellement très atlantiste, Angela Merkel a parlé d'« *un pas décisif* » franchi par le président américain. Elle se rallierait désormais à la vision macronienne d'une Europe puissance et souveraine, acceptant l'idée d'une force d'intervention commune européenne et appelant l'Europe à mieux défendre ses intérêts « *au risque sinon de se faire écraser dans un monde où dominent des pôles très forts* »³.

LE POIDS DU TWEET

La conclusion chaotique du sommet du G7, à l'issue duquel Donald Trump s'est désolidarisé du communiqué final (notons qu'il n'a jamais signé le moindre document), marque un moment important sur le plan de la diplomatie internationale, fragilisant le bloc occidental et donnant l'occasion à la Russie et à la Chine de mettre en avant leur unité⁴. Le Premier ministre canadien Justin Trudeau est responsable de l'échec du sommet du G7 car il « nous a poignardés dans le dos », affirme dimanche Larry Kudlow, le principal conseiller économique de Donald Trump. « Il a tenu une conférence de presse et dit que les États-Unis étaient insultants », estimant que les déclarations de Justin Trudeau constituaient « une trahison ».

Quelques heures après les propos du canadien, Donald Trump a retiré son soutien au communiqué final du G7 malgré le compromis qui avait été trouvé sur les questions commerciales. « *Nous avons donné notre accord, nous avons fait des compromis sur le communiqué, nous nous sommes associés au communiqué, en toute bonne foi* », a expliqué Larry Kudlow. « *C'est une trahison, il nous a doublés, pas seulement le président Trump, mais aussi les autres membres du G7* », a-t-il ajouté. Quant à la réaction de Donald Trump, qui avait également traité Justin Trudeau de personne « *malhonnête et faible* », elle est destinée à ne pas « *montrer de faiblesse* » avant son sommet avec Kim Jong-un sur la dénucléarisation de la Corée du Nord. « *Nous ne pouvons pas mettre M. Trump en position de faiblesse avant les discussions avec les Nord-Coréens* », qui se tenait le mardi suivant à Singapour, a déclaré Larry Kudlow.

L'attitude du président américain n'a pas tardé à provoquer des réactions de la France et de l'Allemagne. La présidence française, le 10 juin 2018, a dénoncé la volte-face de Donald Trump : « Nous avons passé deux jours à avoir un texte et des engagements. Nous nous y tenons, et quiconque les quitterait le dos tourné montre son incohérence et son inconsistance », a fait valoir l'Élysée, soulignant que « la coopération internationale ne peut dépendre de colères ou de petits mots. Soyons sérieux et dignes de nos peuples. Nous nous engageons et nous tenons. » « La France et l'Europe maintiennent leur soutien à ce communiqué, tout comme, nous l'espérons, l'ensemble des membres signataires », a conclu la présidence.

OCS : ORGANISATION de COOPERATION de SHANGHAI.

Les présidents russe et chinois, Vladimir Poutine et Xi Jinping, ont affiché le 10 juin 2018 leur unité et loué l'expansion de leur bloc asiatique, l'Organisation de coopération de Shanghai, face à un G7 miné par ses divisions.

Lors du sommet de l'OCS qui s'est tenu pendant deux jours dans la ville portuaire de Qingdao, Xi Jinping a souhaité la « *bienvenue* » à deux nouveaux venus, l'Inde et le Pakistan, au sein du bloc créé en 2001. L'OCS vise à accroître la coopération économique et sécuritaire entre ses membres et comprend également les ex-républiques soviétiques d'Asie centrale du Kazakhstan,

du Kirghizstan, du Tadjikistan et d'Ouzbékistan. Le président iranien Hassan Rohani, dont le pays est observateur à l'OCS, s'y est rendu pour s'assurer du soutien de Pékin et Moscou à l'accord sur le nucléaire iranien après sa dénonciation par Washington. Avec l'accueil de l'Inde et du Pakistan dans ses rangs, l'OCS « *devient encore plus forte* », a salué le chef du Kremlin. La « *coopération* » est plus que jamais nécessaire alors que « *l'unilatéralisme, le protectionnisme et les réactions opposées à la mondialisation prennent de nouvelles formes* », a pour sa part estimé le président chinois. « *Nous devons rejeter la mentalité de guerre froide et de confrontation entre les blocs, et nous opposer à la recherche effrénée de sécurité pour soi-même aux dépens des autres, afin d'obtenir la sécurité pour tous* », a affirmé Xi Jinping, sans jamais citer nommément les États-Unis. Les règles de l'Organisation mondiale du commerce et le système commercial multilatéral doivent être respectés, a encore soutenu Xi Jinping, dont le pays est engagé dans des discussions difficiles avec les États-Unis pour éviter une guerre commerciale. « *Nous devons rejeter les politiques égocentriques, à court terme et d'isolement* », a-t-il ajouté.

La démonstration d'unité de l'OCS se veut le miroir inversé des divisions qui ont miné le sommet du G7, sabordé après sa clôture par le président américain qui a retiré son soutien au communiqué final qu'il avait auparavant avalisé. Vladimir Poutine a ironisé en marge de ce sommet sur le « *babilage inventif* » du G7, qu'il a appelé à engager une « *vraie coopération* »⁵. Mais, la cellule diplomatique de l'Élysée ou le Quai d'Orsay n'avait envisagé cette hypothèse de l'échec et ne semble se poser la question essentielle de l'utilité du G7, de son adéquation au monde d'aujourd'hui et de demain ?⁶

L'heure de vérité a enfin sonné. Les occidentaux commencent tout juste à comprendre ce qu'est l'Amérique ainsi que son président. C'était un secret de polichinelle pour tout un chacun sauf pour elles. Le monde est malade de l'Amérique, qu'on le veuille ou le non ! Combien de rebuffades, d'humiliations, de retraits d'accords internationaux, d'organisations internationales, de mépris du multilatéralisme devront-ils subir pour qu'ils se décident enfin à penser le monde du XXIe siècle, à le réinventer sans aller quémander, tels de serviles laquais, un *nihil obstat* de l'Oncle Sam ? En principe, on est censé apprendre de ses erreurs.

À quand les actes forts et indépendants ? Quelle attitude adopteront les Européens lors du prochain sommet de l'OTAN des 11 et 12 juillet prochains à Bruxelles, hormis mettre en avant leur nouveau « *Fonds européen pour la défense* »⁷ ?

¹ Pascal Lamy (propos recueillis par Frédéric Lemaître), « *Trump fracture l'Occident* », Le Monde, 13 juin 2018, p. 25.

² Sylvie Kaufmann, « *On est l'Amérique, bordel !* », Le Monde, 14 juin 2018, p. 21.

³ *G7 : Trump et Merkel : la photo qui fait débat*, www.lepoint.fr , 11 juin 2018.

⁴ Marc Semo, *La volte-face américaine dynamite le G7*, Le Monde, 12 juin 2018, p. 4.

⁵ *G7 : Donald Trump renverse la table de la diplomatie internationale*, www.lepoint.fr , 10 juin 2018.

⁶ Marc Semo, *Quel avenir pour le G7 ?*, Le Monde, 15 juin 2018, p. 20.

⁷ Jean-Pierre Strobants, *Bрюссель présente son Fonds européen pour la défense*, Le Monde, 14 juin 2018, p. 3.

[Retour au sommaire](#)

Dossier « XI JINPING : La Chine a la conquête du monde »

réalisé par l'association Espricors@ire

Mars 2019

Page 59 sur 97

« Jusqu'où ironnt les nationalismes chinois et américains ? »

Par François Danjou
Sinologue diplômé de chinois

A son dernier passage à Pékin, Mike Pompeo, le Secrétaire d'État aux affaires étrangères de Donald Trump, que Xi Jinping, choqué par les attaques du vice-président américain Mike Pence a refusé de recevoir, a essuyé les plâtres de ce nouveau mode de relations sino-américaines, articulé à des ressentiments qui ne sont pas nouveaux, mais dont l'aigreur était jusqu'à présent noyée dans la ouate feutrée des précautions diplomatiques.

A Diaoyutai, résidence des visiteurs étrangers de marque au nord-ouest de la capitale chinoise et ancien domicile de Mao et de ses proches durant la révolution culturelle, Mike Pompeo a, dès les toasts d'accueil, essuyé une charge brutale de Wang Yi, ministre des affaires chinois. Répondant au déferlement d'accusations du vice-président Mike Pence, le 4 octobre, Wang Yi a, devant la presse – chose inhabituelle en Chine –, accusé Washington de ne cesser d'attiser les tensions et de dégrader à dessein la confiance réciproque.

Au-delà de la guerre commerciale dont les coups sont de plus en plus brutaux, touchant désormais plus de 50% des exportations chinoises vers l'Amérique, assortie d'une chute régulière des bourses chinoises (+ de 20% depuis janvier), l'angoisse de Pékin s'alimente de la crainte que l'administration Trump pourrait remettre en cause la reconnaissance par Washington de la « politique d'une seule Chine », fondement même de la relation depuis le rapprochement opéré par Nixon dans les années 70.

La question de Taïwan au cœur des craintes chinoises.

Au cours d'une autre réunion, Wang Yi a exhorté Pompeo à respecter les « Trois communiqués » (1972, 1979, 1982), déclarations d'intention de la Maison Blanche acceptant le principe de l'unité de la Chine qui accompagna l'établissement des relations officielles entre Pékin et Washington (1979).

Tout comme la sécheresse de l'accueil à Diaoyutai répondait à l'agression tous azimuts de Mike Pence, la fébrilité chinoise à propos de Taïwan exprimée par Wang Yi ripostait aux raidissements de l'Amérique décidée à protéger Tsai Ing-wen des harcèlements diplomatiques dont elle est l'objet depuis son accession à la présidence.

Pékin, dit Wang Yi, attend de la Maison Blanche, qu'elle cesse d'interférer dans la politique chinoise de séductions financières destinée à détacher l'Île de ses appuis diplomatiques et qu'elle « prenne des mesures concrètes » pour freiner les dérives indépendantistes de Tsai Ing-wen, conditions de la stabilité des relations sino-américaines.

Réponses acerbes au discours de Mike Pence.

Le Quotidien du Peuple, adoptant un ton ulcéré et nationaliste, affirmant que la Chine ne céderait jamais aux pressions, publiait une synthèse des réactions de la jeunesse chinoise aux attaques de Mike Pence, jugées arrogantes et biaisées.

Les jeunes chinois s'alignent sans nuance sur le discours officiel, en soutenant contre le droit international que les îlots bétonnés et militarisés de la mer de Chine du sud génèrent des eaux territoriales, parties d'un espace maritime grand comme la Méditerranée dont ils ne doutent pas qu'il est « entièrement chinois. »

Retour à la grande image du long terme.

Après ces réfutations pied à pied des controverses de l'instant dont certaines sont exactes tandis que d'autres sont mal argumentées ou de mauvaise foi, resurgissent les arrière-pensées du long terme. Capables de concessions tactiques immédiates pour un bénéfice stratégique ultérieur, elles se projettent à l'horizon 2049, centième anniversaire de l'investiture du Parti à la tête de la Chine.

Reprise le même jour par le Global Times (1), l'idée s'impose d'un apaisement ultérieur inéluctable, fond de tableau de la pensée complexe chinoise. Au passage, les auteurs placent la Chine dans la position moralement vertueuse de l'offensé refrénant ses pulsions de riposte.

« Nous sommes heureux que l'Amérique redeviennent puissante, mais la grandeur ne peut se fonder sur les pressions exercées contre les autres visant à les éclipser. Si au lieu de réagir avec grandeur et dignité la Chine ripostaient aux provocations de Washington, les relations sino-américaines seraient déjà effondrées au détriment du reste du monde ».

A l'espoir d'un apaisement raisonnable formulé par le Quotidien du Peuple, le Global Times ajoute le réalisme. S'il est vrai que la Chine est aujourd'hui loin d'avoir les moyens de subjuguer la puissance de l'Amérique dont les atouts technologiques et la capacité à mobiliser des alliances dépassent largement celles de Pékin, l'histoire a montré qu'elle recèle une plus forte capacité de résilience confortée par sa dissuasion nucléaire.

En attendant, à court et très court terme, la Direction chinoise doit résoudre le défi très concret posé par la Maison Blanche qui, en lui imposant de revoir sa manière biaisée de commercer, menace l'ampleur de ses réserves de change, dont la masse est aujourd'hui de 3000 M^{ds} de \$ – en baisse de 2,5% depuis janvier 2018 -. Construites sur ses surplus d'exportation, elles constituent l'assurance du régime contre une brutale crise financière dont les implications socio-politiques seraient catastrophiques.

Pour bien mesurer l'ampleur des malentendus et la difficulté d'une conciliation, on gardera à l'esprit que, pour beaucoup d'élites chinoises, le déséquilibre commercial – une des racines de la croissance -, est un juste retour des choses après les humiliations subies au cours du XIX^e siècle. Elles justifient les captations illégales de technologies et les libertés que prend la Chine avec les dogmes du marché dont l'application stricte constitue, de son point de vue comme une menace pour sa stabilité interne et la pérennité du Parti.

En Chine, le sentiment du temps long projetant les échéances du rêve chinois jusqu'en 2049 produit un recul et une intuition d'avenir qui submergent les péripéties du présent et favorisent les accommodements tactiques à des fins ultérieures plus vastes.

Le ***Global Times*** est un tabloid paraissant quotidiennement en République populaire de Chine. Il est publié en chinois et en anglais. Le journal suit la ligne éditoriale du Quotidien du Peuple, le journal officiel du Parti communiste chinois, et de l'agence Chine nouvelle, tout en se spécialisant dans l'actualité internationale.

NDLR : Les extraits, la mise en page et les notes sont de la Rédaction d'ESPRITSURCOUF

L'article complet est paru dans Question Chine: <https://www.questionchine.net/>

[Retour au sommaire](#)

« L'Afrique , la Chine et l'Europe »

Par François Danjou

Sinologue diplômé de chinois

Du 18 au 28 juillet Xi Jinping a inauguré la politique étrangère de son 2^e mandat par un long voyage de 11 jours et 36 000 km aux Emirats Arabes Unis et dans 4 pays africains pour le terminer à Johannesburg où, du 25 au 27 juillet, s'est tenu le 10^e sommet des BRICS.

Accompagnant le voyage, la presse officielle du régime a largement développé les thèmes répétés par le n°1 du Parti depuis le 19^e Congrès, présentant la Chine comme un modèle à suivre au milieu des changements dans les relations internationales inédits depuis un siècle.

Dans ce contexte, dit une dépêche de Xinhua, la diplomatie aux “caractéristiques chinoises” ouvre « une ère nouvelle des relations de la Chine avec le reste du monde, pour construire le destin commun de l’humanité dans la paix, la concorde, la coopération “gagnant – gagnant” et le respect mutuel ».

Tout au long du périple, le Président a présenté son pays à la fois comme le paragon du libre-échange, le champion de l’attention portée aux pays en développement et le modèle d’une nouvelle manière de conduire collectivement les affaires de la planète et d’affronter ses défis. Alors que la guerre des taxes sino-américaine s’exacerbait vers les extrêmes, il a, dans son discours au sommet de BRICS, pris le contrepied de Washington.

Décrivant les bouleversements technologiques (intelligence artificielle, métadonnées, information et cryptage quantiques, biotechnologies) accompagnant les réajustements géopolitiques en cours où, a-t-il dit, les pays émergents comptant pour 40% du PIB du monde, rééquilibrent les rapports de forces, il a prédit la refonte du système de gouvernance mondiale et la poursuite irrépressible de la globalisation, en dépit « des protectionnismes et des menaces terroristes. »

Après un passage à Abu Dhabi le 19 juillet où les intérêts chinois [1], représentés d’abord par CNPC n°1 chinois des hydrocarbures, sont articulés à l’exploitation pétrolière, aux constructions d’infrastructures et immobilières soutenues par la présence de 200 000 travailleurs chinois du bâtiment expatriés, Xi Jinping s’est successivement rendu au Sénégal, au Rwanda, en Afrique du sud et à l’île Maurice.

La Chine se donne les moyens de ses ambitions globales.

La contribution de la Chine et de ses grands groupes de construction au développement des infrastructures de transport en Afrique est importante. Avec ses actions humanitaires et médicales à quoi s’ajoutent les constructions de routes, de barrages et de voies ferrées, Pékin tente de contredire les critiques qui l’accusent de mener une politique « coloniale » fondée sur l’exploitation des ressources primaires constituant encore près de 60% de ses importations.

Dans les anciens fiefs coloniaux africains et plus généralement dans les pays en développement le Président chinois met en œuvre avec insistance sa politique d'influence géopolitique articulée à l'idée que le grand projet des « nouvelles routes de la soie » est une entreprise « mise à la disposition du Monde par la Chine » et qu'il s'efforce aujourd'hui de démarquer des critiques l'accusant de répliquer le « schéma colonial d'exploitation des ressources primaires. »

Pékin affine cette image de puissance généreuse et désintéressée depuis le premier sommet Chine – Afrique à Pékin en 2000 suivi de 5 autres dont 2 à Pékin 2006 et 2012, un autre à Addis Abeba en 2003, puis en Egypte en 2009 et à Johannesburg en 2015 (le 7^e sommet aura lieu en Chine en septembre prochain).

En 2014 et 2015, les voyages en Afrique du premier ministre et du Président marquèrent une accélération des promesses d'investissement. Accompagnant les stratégies chinoises, le nouveau discours de Pékin insistait sur l'aide humanitaire et médicale et l'appui à la création d'industries de transformations permettant d'augmenter la valeur ajoutée des exportations africaines et de créer des emplois. Géopolitique.

Certes, en valeur, les ressources brutes (hydrocarbures, fer, cuivre, étain, platine, cobalt, manganèse, uranium) représentent toujours en moyenne les 2/3 des achats chinois en Afrique. Il reste qu'en 2015, Xi Jinping a promis de doubler en 5 ans les investissements sur le continent à 60 M^{ds} de \$. Les promesses faisaient suite à celles de Li Keqiang en 2014 qui, quant à lui, avait annoncé 30 M^{ds}.

Bien qu'il soit difficile de faire le tri entre les annonces et la réalité tout comme on distingue mal les crédits accordés de l'aide directe et des dettes annulées, si on compte les prêts sans intérêts, une estimation basse place les promesses chinoises à 150 M^{ds} de \$ qui s'ajoutent à l'aide directe annoncée estimée au total à 50% des 354 M^{ds} de \$ du total de l'aide directe distribuée par la Chine entre 2000 et 2014.

Essentiels pour un continent dont à peine 25% des routes sont bitumées et où plus de 600 millions personnes n'ont pas accès directs à l'électricité, 41 millions ont été investis par la Chine dans les infrastructures de transport et 33 millions de \$ dans l'aide à l'industrialisation.

Alors qu'elle est déjà largement supérieure aux promesses du G.20 en 2016, il faut s'attendre à une amélioration de l'efficacité géopolitique de l'action chinoise grâce à la décision, rendue publique en mars dernier, de créer une agence de l'aide directe avec à sa tête Wang Xiaotao, n°2 de la Commission de la réforme et développement [2].

Notes :

[1] Alors que le total des échanges entre les deux se monte à 50 M^{ds} de \$ – que les Emirats espèrent doubler –, la visite a été marquée par l'annonce de la création de ce qui a été présenté comme le « plus grand "Chinatown" du Moyen-Orient » sur une surface de 6 km², à 10 minutes de l'aéroport international Dubai.

Aux Emirats, l'empreinte des compagnies de construction chinoises est déjà omniprésente le long de la Voie rapide Sheikh Zayed, principale artère de la ville de Dubai, partie d'une autoroute traversant les Emirats où la China State Construction Engineering Corporation (CSCEC), 1^{er} groupe de construction au monde et 14^e pour la valeur de ses contrats à l'étranger-, a construit la plupart des ponts.

En février dernier, le groupe public a pour 160 millions de \$, obtenu le contrat de construction d'une des 2 tours du complexe de résidences de luxe « d'Akyon City » à quoi s'ajoute un contrat de 19,6 millions de \$ obtenu en juin pour la construction de routes et de voies rapides.

[2] Calquée sur l'agence américaine US AID, la création de l'agence chinoise inaugurée le 18 avril en présence de Yang Jiechi, ancien ambassadeur à Washington et ancien ministre des Affaires étrangères, membre du Bureau Politique et de Wang Yi, son successeur à la tête du Waijiaobu, marque la volonté de Pékin de rationaliser un secteur jusque-là éclaté en plusieurs dizaines de décideurs et d'accorder sa stratégie d'aide directe à son projet politique global.

Article paru dans Question Chine avec son aimable autorisation : <https://www.questionchine.net/>

[Retour au sommaire](#)

« Chine et Etats-Unis guerre des taxes, guerre totale ou apaisement ? »

Par Jean-Paul Yacine,
Expert sur l'Asie

La guerre des taxes a été lancée par D. Trump le vendredi 6 juillet. Ses secousses s'étendent à l'Europe unanimement inquiète – à l'exception notable de Londres – d'une rupture du lien transatlantique dont chacun sait pourtant qu'il exprime depuis des lustres non pas une relation équilibrée mais à la fois une prévalence de l'Amérique et une catalepsie stratégique de l'UE que la Maison Blanche accuse de négliger ses budgets militaires.

Au même moment, soulignant encore la faiblesse européenne aux prises avec la crise des migrants, le très iconoclaste et très imprévisible président américain se préparait à rencontrer le 15 juillet prochain à Helsinki, Vladimir Poutine qui participe pourtant avec son allié chinois à la riposte contre les taxes américaines. Dans l'édition du 7 juillet de « La Lettre de Léosthène » Hélène Nouaille rappelait justement, au-delà du commerce, l'origine politique de la crise, Trump prenant à contrepied l'Europe et la Chine, fustigeant la partialité des accords multilatéraux et replaçant l'Amérique au centre.

« L'Union européenne nous fait probablement autant de mal que la Chine, sauf qu'elle est plus petite. Elle a fait l'an dernier un excédent de 151 milliards de dollars. Et par-dessus le marché, nous dépensons une fortune dans l'OTAN pour la protéger. Elle nous traite très injustement ».

Au-delà de la guerre des taxes, une crise politique.

Outre-Atlantique et en Europe les plus inquiets sont les adeptes d'une relation transatlantique et de l'OTAN directement issue de la guerre froide, extraordinaire et très coûteuse machine de guerre dont l'objet s'est évaporé avec l'effondrement de l'URSS, tandis qu'au sein même de ce qui reste en théorie le plus puissant « bloc militaire » de tous les temps, la Turquie, auto-proclamée nouveau « défenseur des croyants » manipule les angoisses migratoires européennes que le traité de l'Atlantique Nord est à mille lieues de pouvoir apaiser.

Logiquement, les nostalgiques d'une conception du monde disparue sont rejoints par les investisseurs, tenants de l'ordre financier tel qu'il est et, à l'image de Christine Lagarde, Directrice Générale du FMI redoutent que la guerre des taxes dégénère en un chaos commercial et financier généralisé. Certains, adeptes de l'hyperbole, prenant conscience de l'arrière-plan stratégique de la manœuvre de la Maison Blanche, vont même jusqu'à craindre un dérapage vers un conflit armé.

Craignant que la guerre commerciale ne tarisse la manne financière chinoise reposant comme au Japon sur une très forte épargne intérieure et une faible consommation, quelques-uns comme Raymond Dalio, célèbre gestionnaire de fonds spéculatifs (Hedge Fund) cherchant une rentabilité élevée et rapide par des « produits dérivés », ont relevé que le « tweet » de Donald

du 6 juillet, premier jour d'entrée en vigueur des taxes contre les exportations chinoises, évoquait non pas une « querelle de taxes » mais une « guerre contre la Chine », tout court.

Vulnérabilités chinoises.

Les premières taxes sur des exportations chinoises aux Etats-Unis d'une valeur totale de 34 M^{ds} de \$ (1) , entraînant une réaction immédiate de la Chine, ont, dans la presse officielle chinoise, d'abord donné lieu aux analyses spéculant à l'image des Occidentaux sur les risques partagés aux Etats-Unis et en Chine d'une guerre commerciale, soulignant la possible riposte de Pékin contre les entreprises américaines installées en Chine et les effets pervers du renchérissement des produits chinois sur les consommateurs américains.

La Chine a elle aussi commencé à ressentir les effets des stratégies américaines. Elle doit d'abord épouser l'augmentation de sa facture pétrolière, le prix du baril ayant en 30 mois, bondi de moins de 30 \$ à près de 80 \$, tirant aussi vers le haut les prix du gaz, effets combinés des quotas de production imposés par l'OPEC, notamment la Russie et de la sortie de Washington de l'accord avec Téhéran.

Le 2 juillet, après l'avoir laissé filée, la Banque de Chine a dû intervenir pour freiner la chute de la monnaie sur les marchés internationaux où elle a perdu 4% en deux semaines. Le 5 juillet un article de CNBC signalait la volatilité des bourses chinoises de Shanghai et Shenzhen ayant respectivement perdu 23 et 22% depuis janvier 2018. Pour la plupart des analystes la persistance de la guerre commerciale avec Washington continuera à tirer les marchés boursiers chinois vers le bas et à ralentir la croissance, bête noire du Bureau Politique.

Le risque existe aussi qu'un nombre significatif d'investisseurs décident de transférer leurs capitaux hors de Chine, créant de sérieuses pressions sur le Yuan et sur les réserves de change. Enfin, la nouvelle menace de la Maison Blanche d'élargir l'éventail des droits de douane à une liste de produits équivalant à 500 M^{ds} de \$ – frappant du coup la totalité des exportations aux Etats-Unis -, à quoi s'ajoutent les restrictions imposées aux investissements chinois dans les entreprises de haute technologies au cœur du projet « Made in China 2025 », modifie le ton des commentaires officiels de Pékin qui, regrettant comme Yuan Xue tong, « l'imprévisibilité de D. Trump », commencent à s'interroger sur l'ampleur et la portée de la campagne antichinoise de Washington.

Note.

1.- Les secteurs américains les plus touchés par une riposte chinoise sont, le soja, l'aéronautique, les véhicules automobiles, l'électronique grand public et les services (voyages, éducation, finances, administration des affaires).

D'un montant de 127 M^{ds} de \$ en 2017, en hausse rapide de 14 M^{ds} de \$ – 3^e marché d'export américain après le Canada et le Mexique -, ces ventes ont été à l'origine d' 1 million d'emplois aux Etats-Unis. Avant la guerre commerciale, la Chine imposait déjà des barrières douanières ou administratives aux exportations américaines, notamment dans l'agriculture et les services.

Prémisses d'une guerre totale ?

Alors que même le consensus sino-américain sur la question coréenne semble se fissurer (2), que Pékin garde en mémoire l'exclusion de sa marine de l'exercice Rimpac et fustige les « intrusions » des navires de guerre américains dans les eaux adjacentes de ses îlots élargis et militarisés en mer de Chine du sud, le 8 juillet l'éditorial du Global Times, s'interrogeait sur le sens du passage de deux destroyers américains le 7 juillet dans le Détroit de Taïwan.

Tout en reconnaissant que les deux unités naviguaient dans des eaux internationales, l'auteur mettait en garde contre toute extension des querelles commerciales à la dimension stratégique de la relation où, dit l'éditorial, Washington doit garder en mémoire que la souveraineté de Pékin sur Taïwan fait partie « des intérêts vitaux chinois ».

Egalement destiné à Taïpei, le message évoquait de possibles ripostes militaires chinoises, comme le survol de l'île par des avions de combat de l'APL et leur franchissement de la « ligne médiane » du Détroit.

Le parti-pris chinois de l'apaisement.

Au milieu de cette atmosphère dont nombre de commentateurs considèrent qu'elle peut conduire à une sérieuse aggravation des tensions, tandis qu'à Washington, après les réticences chinoises (ou les difficultés) à réduire leurs exports et le déficit, les responsables commerciaux américains les plus agressifs comme Navarro et Lightizer ont pris le pas sur Mnuchin le plus accommodant secrétaire au Trésor, une occurrence mérite attention.

Le 8 juillet, le Global Times publiait une analyse de Clifford A. Kirakofe, ancien attaché parlementaire à la Commission des affaires étrangères du sénat des Etats-Unis, proche de la Chine, où il a donné des conférences à l'Université des Affaires étrangères de Pékin.

L'analyse focalisée sur la prochaine rencontre entre Poutine et Trump, prenait le contrepied des critiques de l'establishment contre le président américain, critiques que l'auteur accusait de nourrir une vision du monde « néo-conservatrice, d'intervention et de confrontation », opposée à l'approche pragmatique de D. Trump qui rejettait explicitement la mentalité de guerre froide. Dans cette perspective bloquée, ajoute Kirakofe, où l'oligarchie anti-Trump utilise les atouts les plus confidentiels de l'Etat tels que le FBI pour attaquer le Président, la rencontre avec Putin est l'opportunité pour Moscou et Washington de refonder la relation et coopérer sur des questions majeures au Moyen Orient et en Asie du nord-est, où l'appui de Moscou sur la question coréenne serait utile et où la coopération, de Moscou, Washington et Pékin avec les deux Corée serait de nature à construire une paix durable sur la péninsule.

En Syrie, les deux ont le même intérêt à éradiquer le terrorisme islamique dans un contexte où Trump avait souvent répété que la coopération Moscou – Washington dans la région serait le principal moteur de la paix.

Note.

2.- Le 8 juillet, un article du Global Times, soulignait la différence de ton entre Washington et Pyongyang dans les comptes rendus de la mission de Mike Pompeo en Corée du nord, où, contrairement à son premier voyage, le secrétaire d'Etat n'a pas été reçu par Kim Jong-un. Tandis que Washington faisait état de « gros progrès », l'agence officielle nord-coréenne expliquait que la rencontre avait conduit à une « situation dangereuse, pouvant remettre en

[**Dossier « XI JINPING : La Chine a la conquête du monde »**](#)

réalisé par l'association Esprtcors@ire

Mars 2019

Page 68 sur 97

cause la volonté de Pyongyang de dénucléariser ». En cause et prudemment critiquée par la Chine, l'absence de proposition concrète américaine pour définir un chemin vers un traité de paix, Washington restant accroché sans esprit de recul, au préalable d'une « dénucléarisation complète et vérifiable ».

Article paru dans Question Chine avec son aimable autorisation : <https://www.questionchine.net/>

[Retour au sommaire](#)

3- Fonctionnement interne : Des problèmes.

« Quelques fêlures apparaissent dans le système chinois »

Par François Danjou

Sinologue diplômé de chinois

François Danjou, sinologue diplômé de chinois de l'Institut national des langues et civilisations orientales. Il a vécu 15 ans en Asie



Xi Jinping avec son allié, le vice-président Wang Qishan. Madré et habile manœuvrier, ce dernier s'est montré loyal au Président en ouvrant le feu avec détermination et efficacité contre les corrompus depuis son fief de la Commission de discipline. Mais dès le début, il avait signalé que la répression brutale ne soignait que les symptômes d'un dysfonctionnement du régime. Vice-Président depuis mars 2018,

Wang est aujourd'hui silencieux, notamment sur un sujet que, lui l'ancien banquier, connaît bien : la guerre commerciale avec les États-Unis où il n'est pas certain que son talent pour le compromis approuve la confrontation nationaliste frontale avec Washington.

*

Le président Xi jinping 习近平 est selon toutes les apparences fermement aux commandes de la Chine.

Supervisant directement ou par ses proches plusieurs « petits groupes dirigeants » – 领导小组- pilotant des réformes essentielles dans les domaines de la défense, de la sécurité intérieure, de l'économie et des finances, promoteur inflexible de la plus sévère lutte contre la corruption que la Chine ait connue durant son histoire moderne ; pour cette raison admiré par le peuple chinois qui le surnomme affectueusement Xi Da Da 父大大 (Papa Xi), le n°1 chinois contrôle, par le truchement de ses appuis directs placés aux points stratégiques du Parti-État, la propagande, l'armée, la sécurité d'État, ainsi que les commissions de discipline et d'organisation, cœurs névralgiques du Régime.

Dernière création de cette très rigide pyramide de pouvoir, la Commission Nationale de Surveillance, coiffant la Commission de discipline. A sa tête Yang Xiaodu fidèle depuis 2006 du Président auquel il doit sa carrière.

**Dossier « XI JINPING : La Chine a la conquête du monde »
réalisé par l'association Espricors@ire**

Mars 2019

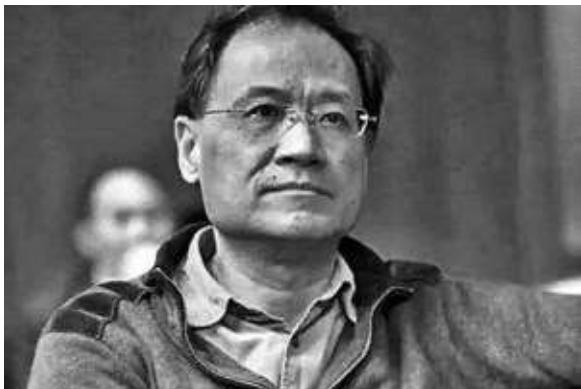
Page 70 sur 97

Pour faire bonne mesure et garder sous la main un allié fidèle, Xi Jinping a fait attribuer le poste de Vice-Président à l'un de ses plus proches mousquetaires Wang Qishan (70 ans) en retraite du parti depuis l'automne 2017, économiste de formation, ancien banquier, ouvert aux réformes, nationaliste et habile manœuvrier qui eut en 2012, à partir de son fief de la Commission de discipline, la charge d'ouvrir le feu contre les prévaricateurs, gangrène dont la prolifération toxique menaçait la survie même du régime.

Le ciel du n°1 barricadé de toutes parts derrière la censure, mettant sous le boisseau les universités, la presse, les intellectuels et les minorités au Tibet et au Xinjiang, menant une politique étrangère nationaliste de puissance articulée aux « nouvelles routes les soie », devenues l'outil d'une affirmation géopolitique globale articulée au « rêve et à la renaissance » calibrée à l'aune « des caractéristiques chinoises », matrice des tensions avec les États-Unis qui ne sont pas que commerciales, est-il pour autant serein ?

Rien n'est moins sûr.

Remontrances des intellectuels.



Xu Zhangrun très respecté professeur de droit à Qinghua formé à l'université de Melbourne en Australie a, le 31 juillet dernier publié un essai critique en 10 000 caractères dénonçant la personnalisation du pouvoir et la disparition de l'esprit d'ouverture et des réformes politiques. Publié sur le site de l'Institut économique de Pékin « 天则 经济研究 » l'article, intitulé « A l'heure de nos craintes et de nos espoirs » fustigeait le nationalisme ayant

trahi les principes d'ouverture réformiste en vigueur depuis 1978. Au moment de sa parution Xu, en stage au Japon, était absent de Chine. Sa thèse de doctorat s'inspirait des réflexions du philosophe Liang Shuming (1893 – 1988) analysant les influences des cultures occidentales et orientales sur la vie et les idées.

*

Propice aux remises en question, la période estivale où le Parti se ressource à la station balnéaire de Beidaihe fut en effet, cette année, l'occasion de secousses contestataires publiques venues de la mouvance des intellectuels dont le moins qu'on puisse dire est qu'ils sont agacés par la supervision normative dont ils sont l'objet.

- A la manœuvre critique, se distinguent plusieurs professeurs de Beida (Beijing Daxue – Université de Pékin) et de Qinghua, premières universités de l'élite chinoise auxquels s'ajoutent des chercheurs de l'Académie des Sciences Sociales (ASS), le très puissant centre de recherche qui, depuis sa création en 1977, joue dans ce régime sans contrepouvoir, le rôle des ancestrales « remontrances » qui limitaient le pouvoir absolu de l'Empereur, il est vrai parfois aux risques et périls de ceux qui s'y aventuraient imprudemment.

• *

- Le 31 juillet dernier, Xu Zhangrun, professeur de droit constitutionnel à Qinghua, écrivait que l'Assemblé Nationale Populaire devait revenir sur la suppression de la limitation des mandats présidentiels :

« Dans tout le pays, les Chinois y compris les membres de la bureaucratie, se sentant une fois de plus désemparés. S'interrogeant sur la direction prise par le pays, ils craignent pour leur sécurité, au point que l'angoisse commence à se transformer en panique » (...) « Si ces tendances politiques se confirmaient, la question se posera tôt ou tard de savoir si les réformes et l'ouverture du pays sont mises à l'arrêt. A ce stade cette interrogation est de loin la plus lourde angoisse qui pèse sur la plupart des gens ».

Publié sur le site de l'Institut de recherche économique Tianze « 天则 经济研究 », alors que Xu était en stage au Japon, l'article, intitulé « Nos craintes présentes et nos espoirs » fustigeait aussi le nationalisme ayant trahi les principes d'ouverture réformiste en vigueur depuis 1978. Pour Xu, la campagne anti-corruption menée par Xi Jinping installe une insécurité dans la société et augure un contrôle de la population proche de celui mis en place par KGB en URSS.

*

Quant à Jia Qingguo, professeur de relations internationales à Beida, il a, dans un récent forum, reproché au pouvoir de créer une atmosphère de compétition exacerbée avec Washington au point de laisser croire que la Chine était sur le point de supplanter le modèle américain. Se référant aux déjà anciennes injonctions de prudence stratégique de Deng Xiaoping, il ajoutait que Pékin devait adopter un profil international plus discret.

Les plus critiques de la politique étrangère – signalant une fracture au sein de la haute direction citée par Reuters -, affirment en effet que l'excès de nationalisme de la Chine avait contribué à durcir la position de Washington dans la guerre commerciale.

Il n'est pas anodin que les remontrances surgissent alors que le Yuan et la bourse chinoise faiblissent. Nous n'en sommes pas encore à l'effondrement brutal de 2015, mais le krach a laissé des traces dans les esprits et le recul insistant du Yuan (-3% depuis le début de l'année – après l'avoir laissé filer la Banque Centrale tente aujourd'hui de le redresser -) et surtout l'affaissement de la bourse de Shanghai de 22% depuis janvier, créent un début de panique.

*

Les mises en garde des intellectuels mûrissent déjà depuis quelque temps. Leurs premières salves discrètes furent tirées en décembre 2016 par Yu Jianrong, sociologue à l'Académie des Sciences Sociales qui, dans une série de recommandations au régime lui conseillait entre autres de :

1) Ne pas confondre assurance et arrogance ; 2) Ne pas considérer que le mépris des droits civiques pouvait être une méthode de gouvernement ; 3) Ne pas traiter l'Assemblée Nationale Populaire comme un ornement décoratif ; 4) Ne pas ostraciser les tenants d'une réforme politique dans le camp des ennemis ; 5) Ne pas considérer la constitution comme « du papier toilette » (en Chinois dans le texte : 卫生纸).

Enoncé deux années avant la suppression en mars 2018 de la limitation constitutionnelle du nombre de mandats présidentiels, cette dernière recommandation résonne a posteriori comme une alerte prémonitoire. Pour les élites chinoises qui, depuis Mao, craignent comme la peste les dérapages du culte de la personnalité, l'ajustement opéré par Xi Jinping renvoie aux très cruels souvenirs du grand bond en avant et de la révolution culturelle. Sur ce terrain de la politique intérieure, l'initiative tourne également le dos à Deng Xiaoping et à son précepte de gouvernance collégiale.

En arrière plan surnage, toujours vigilante, la vieille conscience politique à contre courant des « caractéristiques chinoises » courageusement exprimée par Zi Zhongyun, 88 ans chercheuse et traductrice, membre de l'Académie des Sciences sociales jusqu'en 1996. Défenseur de la « démocratie valeur universelle », elle s'est dès 2014, deux années avant Yu Jianrong, résolument opposée au repliement idéologique du Parti Communiste chinois sur des spécificités culturelles particulières qu'elle qualifie « d'obscurantistes. » Méngmèi zhǔyì 蒙昧主义.

Lire : [Feu sur les « excroissances méningées du Parti » et reprise en main idéologique.](#)

Résurgence collégiale et vents contraires.



Lors de la cérémonie d'ouverture du 19^e Congrès Hu Jintao à gauche et Jiang Zemin à droite entouraient Xi Jinping. Zhu Rongji ancien premier ministre sous Jiang s'est joint à eux pour adresser une lettre critique au Bureau Politique.

*

Peu après on apprenait de source interne que, revenant à la vieille tradition accordant aux anciens présidents et premiers ministres un rôle collégial dont Xi Jinping n'a, malgré ses efforts, pas réussi à se débarrasser, Jiang Zemin, Hu Jintao et Zhu Rongji avaient adressé une lettre au Comité permanent pour exprimer leurs préoccupations face à l'état très tendu des relations internationales de la Chine, notamment à l'égard des États-Unis, enjoignant, selon une source proche du sérial, l'actuelle Direction politique du pays de respecter le conseil de Yu Jianrong de « ne pas confondre assurance et arrogance ».

La mise en garde répondait aux signaux venant de toutes parts exprimant des tensions avec la Chine. Non seulement des États-Unis et d'Europe sur les questions commerciales, ou de la part des rivaux historiques que sont l'Inde qui refuse d'endosser les « nouvelles routes de la soie » pour cause de contestation territoriale au Cachemire et le Japon dont la relation avec Pékin est enkystée dans un profond déficit de confiance, les rivalités territoriales et le souvenir amer des agressions de l'empire nippon contre la Chine à partir de 1937.

Des crispations contre Pékin sont en effet également nées au Pakistan, en Malaisie, en Indonésie, au Vietnam et épisodiquement aux Philippines. Partout, elles sont attisées par la désinvolture intéressée des stratégies chinoises et l'affirmation sans nuance de sa particularité idéologique culturelle à l'écart du Droit international (Voir la note de contexte). Au point qu'un fonctionnaire proche du pouvoir cité par Reuters aurait récemment déclaré « s'il est vrai que la Chine, devenue partout visible ne peut plus se conformer aux conseils de discréption stratégique de Deng Xiaoping, au moins peut-elle se présenter d'une manière moins arrogante ».

Bref, le vent tourne. A l'extérieur, les séductions chinoises fonctionnent moins bien, brouillées par l'attitude de suzerain arc-bouté à ses certitudes qui indispose presque tous les voisins à commencer par l'Inde et le Japon.

Quant à la Russie avec qui la Chine a un contentieux depuis le choc d'envergure tectonique des monstrueux ego de Staline et Mao dans les années 60, elle n'avance – avec une grande méfiance – dans le sillage de Pékin presque uniquement animée par la méfiance et les frustrations antiaméricaines à l'aune des risques posés par les « révoltes de couleurs » qu'à Pékin et Moscou on perçoit comme une stratégie de déstabilisation fomentée par Washington.

Depuis 2014, s'ajoute la puissance du cordon ombilical gazier apportant à Gazprom, au milieu d'incessants marchandages sur les prix et le trajet des gazoducs, les puissants subsides financiers que Pékin amasse en grande partie grâce à la force de son commerce international. Mais, comme le souligne Isabelle Facon dans Le Monde diplomatique du mois d'août 2018, les méfiances demeurent

« La Russie attend que Pékin donne des gages de sa volonté de dépasser les asymétries économiques — à travers des coopérations industrielles, des contributions au développement d'infrastructures qui lui font tant défaut. Mais il n'est pas certain que la Chine le voie ainsi : tout en respectant son partenaire, elle ne se sent pas obligée de caler son rythme sur le sien, quel que soit le sujet. », sans compter que, pour Pékin comme pour Moscou, l'axe de leur politique étrangère passe toujours par Washington.

*

A l'intérieur, si l'opinion continue à aduler le Président dont la lutte contre les corrompus est populaire, les intellectuels frustrés commencent à donner de la voix, parfois sur un mode dont le ton très pessimiste, tranche avec les hyperboles de la propagande.

Le 15 août, Deng Yuwen qui fut le rédacteur en chef adjoint de la revue de l'Ecole Centrale du Parti, Study Times (Xuexi shibao 学习时报), limogé en 2013 pour avoir exprimé ouvertement des vues critiques sur l'efficacité de la politique socio-économique du Régime et la politique de Pékin à l'égard de Pyongyang [1], publiait dans le South China Morning Post un article très alarmiste intitulé « A la faveur de la guerre commerciale resurgit le spectre de l'effondrement de la Chine. Pékin devrait s'en inquiéter ».

Deng fustigeait notamment la concentration des pouvoirs, l'effritement de la confiance publique – citant le récent scandale des vaccins – et l'autisme politique ayant conduit à une incapacité de la haute direction à réagir efficacement aux attentes de la société.

Nombre de chercheurs attribuent la paralysie de la bureaucratie et la chute de la confiance aux brutalités de la lutte anti-corruption dont les victimes ne sont, selon Wang Qishan lui-même ancien patron de la Commission de discipline du Parti, que les symptômes d'un mal généré par le système où s'enchevêtrent sans aucun cloisonnement, les affaires, la politique et la justice aux ordres du pouvoir.

Notes :

[1] A l'époque, Deng fustigeait les ratés des restructurations industrielles de l'équipe Hu Jintao – Wen Jiabao, l'écart des revenus entre urbains et ruraux, les errements de la politique démographique, la bureaucratisation et la vénalité des universités et des centres de recherche et l'aggravation des pollutions. Surtout, il dénonçait la faillite idéologique, les retards de la démocratisation et l'incapacité du régime à faire surgir une système de valeurs auquel tous pourraient adhérer. En politique étrangère, il critiquait le manque de vision de stratégies uniquement destinées à « éteindre les incendies et préserver la stabilité ». En 2013, inacceptable critique publique adressée au Régime par le creuset intellectuel et idéologique du Parti, Deng Yuwen signait dans le Financial Times une tribune mettant en cause la logique de la politique nord-coréenne de Pékin.

Article paru dans Question Chine avec son aimable autorisation : <https://www.questionchine.net/>

Depuis avril 2002, sous l'impulsion d'Henri Eyraud, observateur confirmé des questions chinoises, et d'Ivan Lewkowitz, webmaster, Question Chine est devenu aujourd'hui un site d'information "intelligente" sur l'actualité chinoise (Chine, Taiwan, Asie).

[Retour au sommaire](#)

« Quelques fêlures apparaissent dans le système chinois.

Les ambiguïtés de la lutte contre les corrompus »

Par François Danjou
Sinologue diplômé de chinois

François Danjou, sinologue diplômé de chinois de l'INALCO Institut national des langues et civilisations orientales. Il a vécu 15 ans en Asie



En octobre 2016, Bai Enpei, n°1 politique du Yunnan, a été condamné à mort avec un sursis de 2 ans pour avoir reçu 36 millions de \$ de pots de vin durant son mandat. A cette époque sur la chaîne de TV centrale CCT13 était diffusé le film « toujours sur la route 永远在路上 ». La photo montre Bai Enpei en pleine confession publique durant la série.

*

Loin d'être un cautère sur une jambe de bois, – elle a déjà induit de nombreux suicides y compris parmi la haute hiérarchie militaire, ce qui réjouit l'opinion publique chinoise -, il est cependant un fait que la campagne contre les prévaricateurs ne s'attaque qu'à la surface du phénomène, enraciné dans la culture du « Guanxi » et le fonctionnement même de l'appareil.

Wang Qishan, fidèle du président qui, en dépit de ses réserves, a loyalement mis en œuvre la campagne contre la corruption, ne fut pas le seul à s'interroger sur les causes du mal et ses remèdes.

A l'automne 2014, une jeune chercheuse de l'Académie des Sciences Sociales de Qingdao avait courageusement pointé du doigt, dans une étude, le fonctionnement même de la machine politique du Parti. Elle y ciblait notamment les conditions de travail des cadres, la compétition féroce des courtisans et les promotions par cooptation incitant aux mensonges et aux bilans hyperboliques.

La lutte contre la gangrène des prévarications, passe-droits, conflits d'intérêts, délits d'initiés à quoi s'ajoute le commerce des promotions dans l'administration et l'armée, épine dorsale de l'action répressive du président, renvoie à un conflit de méthodes, lui-même articulé à deux conceptions de la société.

Deux visions de la société et des hommes.



7 des grands philosophes chinois de la période antique. En haut de gauche à droite : Confucius (551–479 av JC), Mencius (372–289 av JC), Han Fei (279–233 av JC), Zhuangzi (369–286 av JC) ; en bas de gauche à droite Mozi (470–391 av JC), Sun Zi (312–230 av JC) et Lao Zi (604–530 av JC). Confucius (1^{er} à gauche) et Han Fei (3^e) s'opposaient sur leur conception de l'homme et de la société. Pour le premier l'homme est perfectible par la culture, l'éducation et la morale. Pour le 2^e c'est la rigueur implacable de la Loi qui tient la société en harmonie. « Négligeant les minorités et s'appuyant à la fois sur la majorité et la rigueur des lois, un bon dirigeant ne fait pas de morale ».

*

La première est marquée par l'espérance humaniste de Confucius spéculant sur la capacité des hommes à se bonifier par l'étude et les enseignements de la morale ; la deuxième se construit autour de la vision moins optimiste selon laquelle la société dont les tendances naturelles ne créent pas les conditions de l'harmonie, doit être fermement encadrée par un système répressif inflexible.

Faisant souvent référence aux anciens, Xi Jinping mêle dans ses discours, d'une part, l'idéal de « bénévolence morale » de Confucius, dont les aphorismes sont un des principaux adjuvants des « séductions culturelles » chinoises et, d'autre part, la brutale sévérité légale de Han Feizi qui en est l'exact contraire. Alors que le « Vieux Maître Kong » spécule sur l'étude comme principal moyen d'augmenter la qualité des hommes, le courant Han Feizi s'en méfie et compte sur la répression impitoyable pour garder la société en ordre.

Le « Qin – 秦 – » (259 – 210 av JC) que les Chinois admirent de plus en plus, après avoir longtemps dénoncé sa cruauté brutale, avait articulé la règle de son gouvernement à Han Feizi rompant avec les Confucéens et méprisant les intellectuels qu'il fit mettre à mort et dont il avait brûlé les livres.

Le fait est qu'aujourd'hui on lui reconnaît le succès d'avoir fondé le premier empire chinois. Ayant trouvé une Chine féodale, partagée en royaumes, il en fit un empire puissant dont l'exigence d'unité résonne encore aujourd'hui comme l'épine dorsale de la politique intérieure chinoise.

La pensée du légiste Li Si 李斯, contemporain de Han Fei, promoteur d'un gouvernement par la rigueur des lois et les promotions au mérite, résonne aujourd'hui étrangement à travers les siècles comme une des très lointaines racines des « caractéristiques chinoises ».

Premier ministre du Qin il y a plus de 2000 ans, artisan de l'unification administrative, il s'appliqua aussi à convaincre l'Empereur de réprimer les critiques des intellectuels. L'idée était qu'il était difficile de moderniser le pays au milieu d'un trop grand nombre de penseurs libres exprimant des idées critiques.

« Il est permis à chacun de gouverner à sa guise, en s'accommodant aux temps nouveaux ; mais c'est une vérité qu'un sot professeur ne comprendra jamais. Il y eut jadis des princes qui

rassemblaient autour d'eux des lettrés et se faisaient un devoir de les consulter sur toutes choses. »

« Tu as fondé un empire qui de génération en génération durera plus de trois mille ans ; il t'est permis de changer de méthode et de ne prendre conseil que de toi-même.

« Que chacun fasse son métier ! Que les lettrés s'occupent de littérature ! Mais ils ont la fureur de se mêler de ce qui ne les regarde pas. Ils exaltent le passé, ils méprisent le présent ; infatigés de leur courte sagesse, front contre front, nez contre nez, ils conversent mystérieusement, médisent de tout le monde, critiquent tes lois et tes ordonnances. » G. Valbert, Revue des Deux Mondes « Confucius et la Morale chinoise », 4^e période, tome 150, 1898 (p. 673-684).

*

20 siècles plus tard, les réminiscences du Qin tentent à l'intérieur de mettre la pensée libre des lettrés sous le boisseau, provoquant les premiers craquements visibles de la scène politique chinoise depuis l'affaire Bo Xilai en 2012.

En apparence et jusque il y a peu, l'appareil, les intellectuels et les médias, dûment chapitrés par la censure adhéraient à cette normalisation culturelle et policière. Mais sous la surface des voix discordantes continuaient à exprimer leur désaccord. A l'été 2018, leur écho encore discret a percé le mur de l'orthodoxie politique du Régime.

A l'extérieur, la « spécificité » devenue l'alpha et l'oméga unique de la pensée politique du Régime, articule une stratégie d'influence géopolitique autiste qui, de fil en aiguille, conduit à la confrontation directe dénoncée par les anciens. La déconvenue prend racine dans le malentendu illusoire que la mondialisation commerciale dont la Chine se fait le champion, suffirait à rallier des émules – essentiellement dans les pays en développement – au mode de gouvernance politique chinois.

En réalité, dit Nicolas Chapuis, sinologue, diplomate, traducteur, essayiste, et ambassadeur de France au Canada jusqu'en 2017, « c'est exactement le contraire qui se manifeste au quotidien : la mondialisation, loin de rapprocher, accentue les frictions et le nationalisme culturel. Les progrès, incertains, de la “connaissance réciproque” ou du “transculturel” apparaissent aujourd’hui encore trop ténus pour endiguer les crues souvent violentes de désamour ou d'incompréhension. »

*

Quant à la confrontation directe avec les États-Unis ou à la tentation mimétique de reproduire leur magistère planétaire, bouteille à l'encre de la masse des commentaires spéculant sur « montée en puissance de la Chine » nouvelle puissance hégémonique, contre lesquelles mettent précisément en garde les caciques du Régime, Wang Jisi ancien responsable des Affaires américaines à l'Académie des Sciences sociales, en avait déjà énoncé les risques en 2010, dans une période où, déjà, le Parti percevait les vents contraires générés par l'affirmation de puissance.

Dans une conférence donnée le 21 juillet 2010 à Beida, pour bien faire comprendre ses idées sur ce que devraient être les ambitions internationales de la Chine, Wang Jisi n'hésita pas à utiliser en contre-exemple l'histoire de Zhuge Liang (諸葛亮), le stratège de Shu de l'époque des Trois Royaumes (蜀) (Note de QC : actuel Sichuan), vénéré par la grande majorité des Chinois comme un héros exemplaire d'une grande probité morale.

« Liang était d'une moralité parfaite. Mais comme souverain, malgré ses succès, il n'a pas compris que la reconstruction du pays exigeait de conserver un profil bas. Au lieu de cela, il

s'engagea, malgré sa faiblesse, dans une compétition avec le Royaume de Wei (魏) » – (Note de QC : avec comme capitale Luoyang, le Wei s'étendait de la plaine centrale au nord de Pékin et à l'Ouest au-delà de l'actuel Xian).

« Mais il échoua dans son ambition d'unifier la Chine ». Plus encore : « S'il avait eu moins d'ambitions stratégiques, son action, appuyée par ses talents diplomatiques, aurait été plus bénéfique pour la société, pour le peuple et pour lui-même ».

Article paru dans Question Chine avec son aimable autorisation : <https://www.questionchine.net/>

Depuis avril 2002, sous l'impulsion d'Henri Eyraud, observateur confirmé des questions chinoises, et d'Ivan Lewkowitz, webmaster, **Question Chine** est devenu aujourd'hui un site d'information "intelligente" sur l'actualité chinoise (Chine, Taiwan, Asie).

[Retour au sommaire](#)

« La civilisation écologique ou les habits neufs du communisme chinois ? »

Par Hervé Juvin

Politologue

Qui rêve du ciel bleu de La Défense ? Je l'ai découvert voici trois ans. J'avais embauché pour l'être une stagiaire, jeune Chinoise, brillante élève de l'Institut de Diplomatie de Pékin. Après son retour, un mail me disait combien elle était contente de revoir sa famille, mais ; « le ciel bleu de Paris me manque ; depuis un mois, je n'ai pas vu le ciel une seule journée ! »

Ce n'est pas affaire d'esthétisme. C'est affaire de survie. En décembre 2014 comme en 2015, de Pékin à Harbin, ce fut pendant plusieurs jours une question de vie ou de mort. Circulation routière interrompue, usines à l'arrêt, interdiction de sortir de chez eux aux personnes âgées, aux jeunes enfants, et même, fermeture des aéroports. J'y étais, dans ces jours où des millions de Chinois retiennent leur souffle, dans un monde gris qui noie toutes les formes à plus de cent mètres, évitent de sortir, portent des masques qui leur couvrent tout le visage, et qui font d'eux les survivants d'une apocalypse qui ne dit pas son nom.

C'est une affaire de survie, donc une affaire politique, puisque politique est ce qui assure la survie de la communauté. Mexico, Antananarivo, Kampala, parmi tant d'autres, elles aussi vivent ces journées où la gorge pique, les yeux pleurent, respirer confronte chacun aux limites de la vie. Mais la Chine est ce pays où le mandat du ciel confié au pouvoir exige d'abord de lui qu'il assure des conditions de vie harmonieuses à la population toute entière. Chaque changement de dynastie s'accompagne dans l'histoire chinoise de tremblements de terre, d'orages, de sécheresse et de moissons ravagées ! Le désordre du ciel témoigne du désordre de l'Empire, et l'un et l'autre condamnent les régimes incapables de garantir que toutes les choses sous le ciel (Tian Xia) reposent en paix.

Comment s'étonner si le 19^e Congrès du Parti Communiste Chinois qui se tient ce mois d'octobre entérine le concept de « civilisation écologique » comme l'un des piliers du projet chinois pour le XXI^e siècle ? Les sinistres écologiques n'y sont sans doute pas pires qu'ils ne l'ont été dans la Russie soviétique qui est parvenue à faire de la mer d'Aral un désert, dans une Indonésie, un Brésil, un Cameroun qui détruisent leurs forêts pour planter des palmiers à huile, dans des océans dont la vie se retire à mesure que les déchets industriels s'y accumulent. Mais en Chine, la politique et la civilisation rencontrent l'actualité pour écrire l'histoire.

L'actualité ? C'est l'opportunité ouverte par le retrait américain de l'Accord sur le climat, conclu à Paris en 2015 lors de la fameuse « Coop 21 ». Le gendarme du monde, qui se sentait, bon gré mal gré, obligé de prendre les devants dans toutes les grandes causes mondiales, de la famine en Ethiopie à l'aide aux victimes des tsunamis asiatiques, a laissé la place. L'occasion est trop belle pour un régime qui veut diffuser le rêve chinois, et entend mériter ce respect que toute l'Asie, et au-delà, nourrissait jadis pour l'Empire, sa paix intérieure et ses institutions rayonnantes, comme le mandarinat ; Ho Chi Minh lui-même, le guide de l'indépendance vietnamienne, ne fut-il pas l'un des derniers candidats au concours impérial ?

Dossier « XI JINPING : La Chine a la conquête du monde »

réalisé par l'association Espricors@ire

Mars 2019

Page 80 sur 97

La politique ? Le nationalisme maoïste qui a rendu sa grandeur à la Chine l'a conduit de la petite aisance à la moyenne aisance, assurant une satisfaction générale qui est le plus sûr garant du régime. Mais l'exemple d'un Occident décomposé par le libéralisme de la surabondance est là pour le prouver ; le passage de la moyenne aisance à la richesse, et au gaspillage, n'a rien qui puisse garantir l'adhésion au régime, bien au contraire. Voyez la jeunesse dévoyée de Pékin ou de Shanghaï ! Et pensez à ce que serait une Chine dans laquelle 1,3 milliards d'habitants seraient tous en compétition non pour survivre, comme c'était le cas il y a cinquante ans, mais pour consommer sans limites et s'enrichir indéfiniment ! L'individualisme libéral ne menace pas le régime chinois et l'autorité du Parti Communiste ; il menace la Chine dans son existence même. Car la croissance n'est plus la chance de la Chine ; si elle n'est pas transformée, elle devient son premier problème. Déjà, des manifestations violentes protestent contre les sinistres écologiques ; déjà, eaux polluées, terres stériles, maladies dues à la saturation de produits chimiques et toxiques dans les aliments, viennent rompre l'harmonie. Un régime fondé sur le progrès de tous ne peut l'accepter.

C'est là où la civilisation chinoise suggère de toutes autres réponses que celles dans lesquelles s'enferre un Occident ; à tous les problèmes posés par la technique, la technique répondra ! Sans doute – quand la technique saura créer les systèmes vivants. Pour l'instant, il faut quelques minutes pour abattre un chêne, un siècle pour qu'il grandisse... La réponse, esquissée par le philosophe Zhao Ting Yang dans son dialogue avec Régis Debray, est d'étendre la responsabilité politique à l'ensemble des choses vivantes ; de considérer qu'il est du devoir des dirigeants de pacifier les relations entre toutes les formes de la vie, et de considérer ces biens communs que sont une claire eaux de source, un ciel bleu transparent sur la ville, les abeilles butinant au printemps, une forêt où les arbres respirent, et les moissons ondulant sous le vent, pour ce qu'ils sont vraiment dans la vie des hommes – les conditions même de la vie, tandis que les produits de l'industrie et de l'économie n'en sont que des options ajoutées. Le réalisme des sages chinois rencontre ici un panthéisme joyeux et décomplexé, qui sait profiter de toutes les bonnes choses de la vie, sans se laisser entraîner dans l'enfer du « toujours plus » – de ces machines désirantes que le libéralisme de l'individu fait de chacun de nous.

Nous voilà aux fondements même de toute politique ; assurer la survie de la communauté. Face aussi à la contradiction qui monte, moins seulement entre la démocratie et le libéralisme économique, qu'entre la quête du salut par l'économie, et la survie de l'humanité. La guerre pour la survie, la course aux biens vitaux et l'appropriation des systèmes vivants préservés promettent d'écrire l'histoire de la fin du libéralisme comme nous l'avons vécu. Elles l'écrivent déjà. En plaçant la « civilisation écologique » au premier rang de ses choix politiques, la Chine du Président Xi Jinping indique qu'elle a compris comment s'écrira le futur chapitre de l'histoire. Elle se positionne pour un leadership mondial qui ne doit rien aux armes ni à la Bourse. Nul ne sait si elle en a les moyens et si la verticale du pouvoir pourra réussir une transition écologique qui a le temps pour pire ennemi. Mais chacun doit se préparer à y prendre sa part, et à aider la Chine ; sinon, le chapitre ouvert par la révolution industrielle, clos par la financiarisation universelle, pourrait bien être le dernier de notre histoire commune.

Cet article est paru dans une version résumée dans la revue Eléments, octobre 2017.

[Retour au sommaire](#)

Dossier « XI JINPING : La Chine a la conquête du monde »
réalisé par l'association Espricors@ire

Mars 2019
Page 81 sur 97

« La Chine lance un deuxième porte-avions *made in China* ! »

Par Richard Labévière

Journaliste, spécialiste en RI

La Chine a inauguré, le 26 avril dernier son deuxième porte-avions, le premier de conception et de construction nationales, dans un contexte de tensions liées à la Corée du Nord et d'inquiétudes concernant les velléités d'hégémonie de Pékin en mer de Chine méridionale. Le deuxième porte-avions chinois a été officiellement lancé mercredi passé, lors d'une cérémonie à l'occasion de la mise à l'eau du bâtiment, a annoncé l'agence Xinhua.

Le navire est le premier à être entièrement conçu et fabriqué en Chine. Pékin dispose déjà d'un porte-avions, le *Liaoning*, dont la coque avait été produite dans l'ex-URSS. L'agence de presse officielle n'a pas précisé la date prévue pour la mise en service du bâtiment, produit par les chantiers navals de Dalian, dans le nord-est du pays. Son nom n'a pas non plus été révélé. Sa mise à l'eau survient en plein regain de tension internationale autour de la Corée du Nord et de son programme nucléaire et balistique. Le président américain Donald Trump a envoyé un porte-avions, le *Carl Vinson*, au large de la péninsule coréenne, afin de faire pression sur le régime de Pyongyang.

Si la Chine dénonce également le programme nucléaire de son voisin, elle a appelé les États-Unis à la retenue dans ce dossier. Pékin tente depuis des années de moderniser ses forces armées, particulièrement sa marine, à l'appui de ses prétentions en mer de Chine méridionale, une zone dont la souveraineté est contestée par plusieurs pays riverains dont le Japon et l'Inde. Cette puissance nucléaire concurrente de la Chine entend aligner, dans les années à venir, pas moins de quatre porte-avions dont le dernier sera nucléaire *made in India* ! Le Pakistan voisin, vient de mettre lui aussi un porte-avions en chantier, tandis que le Bangladesh achète, actuellement des sous-marins à... la Chine.

La Chine, dont l'économie ralentit va devoir mettre les bouchées doubles pour réduire son retard. Si elle a multiplié par dix son budget de la Défense en quinze ans et compte l'augmenter cette année de 7%, elle demeure avec 145 milliards de dollars en 2016), loin derrière les Etats-Unis (604, 5 milliards de dollars), avec onze porte-avions. Reste que trois bateaux de ce type suffiraient à l'avenir à Pékin pour se mesurer à la marine américaine dans la région, estiment plusieurs experts, les Etats-Unis intervenant sur des fronts plus nombreux.

En définitive, tous ces pays – acteurs essentiels de la globalisation et de la maritimisation de l'économie – ont parfaitement compris que le porte-avions demeure, le bateau de projection de puissance par excellence ! Face à de telles évidences stratégiques que fait la France ? Notre pays se demande encore si elle doit mettre en chantier un deuxième porte-avions.

La possession d'un porte-avions nucléaire représente, au même titre que notre dissuasion nucléaire, un atout stratégique et symbolique déterminant pour tenir notre rang de membre permanent du Conseil de Sécurité des Nations unies. En quinze ans de service opérationnel, le *Charles de Gaulle* (CdG) a ainsi parcouru l'équivalent de vingt-trois tours du monde et

Dossier « XI JINPING : La Chine a la conquête du monde »

réalisé par l'association Espricors@ire

Mars 2019

Page 82 sur 97

participé à de nombreuses missions de combat majeures. Ces états de service impressionnantes sont appelés à s'étoffer encore largement, le PA devant rester en service au moins jusqu'en 2041.

« On essaie d'agréger la puissance maritime européenne autour de ce symbole qu'est le porte-avions », a aussi expliqué dernièrement le Chef d'état-major de la Marine nationale (CEMM) aux sénateurs de la commission des Affaires étrangères et de la Défense, en commentant différents déploiements du *CdG*, dont le groupe aéronaval a intégré à plusieurs reprises des frégates belges et britanniques ajoutant que « ce bâtiment est le dernier de ce type en Europe, au moment où la Chine va en construire quatre, l'Inde également ; où les États-Unis en ont onze qu'ils renouvellent ; où les Britanniques en construisent deux ».

L'amiral Bernard Rogel ajoutait : « le savoir-faire de notre groupe aéronaval agit, dans ce contexte, comme un pôle d'attraction des marines occidentales et notamment européennes. Pourquoi les Français baissentraient-ils la garde précisément à cet instant ? Il y a là quelque chose que je ne comprends pas très bien, alors que nous avons réussi à nous maintenir parmi les meilleurs au monde jusque-là ! » Sur le plan stratégique, il ne veut pas que l'on « soit frappé du syndrome du poisson rouge, qui fait un tour de bocal, puis oublie ! ». Et il rappelait que le PA a été régulièrement engagé, notamment quand la France en avait deux, à savoir le *Foch* et le *Clémenceau*, au large des Balkans et du Liban.

Comme le souligne le géo-politologue Jean-Sylvestre Mongrenier : « alors que les Etats-Unis redistribuent une partie de leurs moyens navals vers l'Asie-Pacifique, l'enjeu consiste à « partager le fardeau » de la sécurité transatlantique et renforcer la défense de l'Europe. De fait, l'environnement stratégique de l'Europe se durcit. Depuis l'Arctique et la Baltique jusque dans le bassin pontico-méditerranéen (mer Noire et Méditerranée orientale), les forces occidentales sont confrontées à des stratégies anti-accès qui visent à interdire l'ouverture vers ces espaces maritimes. Au plan mondial, les puissances dites « émergentes » accroissent leurs capacités navales et se contestent le principe de liberté des mers, au fondement du mode de vie des « sociétés ouvertes ». Avec quatre porte-avions, l'Europe disposerait en permanence d'un groupe aéronaval. Elle aurait la capacité d'imposer le respect de ses intérêts sur l'océan mondial et pèserait dans les équilibres planétaires ».

Dans le cadre de ces nouvelles cartographies imposées par la mondialisation, le PA « a fait la démonstration que lorsqu'on ne peut pas arriver par les airs ou par la terre, on peut toujours, toujours arriver par la mer. En Afghanistan, c'est le porte-avions français qui est arrivé le premier sur zone ! », plaide le CEMM : « militairement, l'intérêt du porte-avions est évident. Sa possession est une question politique, et pas seulement militaire ». Mais pour être crédible, cet outil de défense global doit assurer – comme c'est le cas pour notre dissuasion nucléaire – une permanence à la mer. La dualité *Foch/Clémenceau* permettait cette posture : lorsque l'un des deux PA était en révision, l'autre prenait le relais et inversement. Aujourd'hui, avec le seul *CdG*, explique le nouveau CEMM – l'Amiral Christophe Prazuck – nous voulons sur une seule nageoire : lorsqu'il se trouve en « indisponibilité périodique pour entretien et réparations », comme c'est le cas actuellement – et pour seize mois – le *Groupe aéronaval* et ses capacités de contrôle aéro-maritime, de frappe aéro-terrestres et de renseignement sont indisponibles.

En effet, malgré ses capacités intrinsèques de projection, le *CdG* possède d'une disponibilité avoisinant les 60% – soit environ 200 jours de mer par an -, principalement à cause du lourd

entretien que nécessitent la propulsion nucléaire et plus largement le niveau technologique d'un tel bâtiment. Les périodes de mer alternent ainsi avec plusieurs phases de maintenance incompressibles (maintenance lourde (ATM), maintenance intermédiaire (IEI) et l'entretien courant, etc.).

Au regard de l'ensemble de ces réalités, le choix de lancer la construction du PA-2 permettrait de pouvoir disposer en permanence d'une capacité souveraine de projection de puissance et de dissuasion, la disponibilité du *Groupe aéronaval* étant ainsi assurée à 100% ! Ayons bien à l'esprit que la construction du PA-2 devrait prendre environ quinze ans, ce qui signifie qu'il ne rentrerait en service qu'en fin de vie du *CdG*. Par conséquent – à plus long terme – et si l'on veut tenir les objectifs opérationnels fixés, il faudrait en réalité prévoir la mise en chantier d'un troisième porte-avions. Il faut le faire !

[Retour au sommaire](#)

4 - Rapports d'étonnement

Rapport d'étonnement sur la Chine (1ère partie)

Par **Odile Leloup,**
Universitaire
et **Jean-Yves Leloup,**
Ingénieur Général d'armement

Nous donnons la parole aux membres de notre association esprtcors@ire et « Vigie » d'ESPRITSURCOUF.fr qui nous proposent leurs « étonnements » en visitant un pays.

N'hésitez pas à transmettre à notre comité de rédaction votre contribution : contact @espritsurcouf.fr

Le comité de rédaction

Un groupe de dirigeants, d'officiers généraux, d'universitaires et de professions libérales a parcouru, en novembre 2017, la Chine de Pékin à Hongkong en passant par Xi'an, Shanghai, Canton(Guangzhou), Nankin, Chongqing, Guilin, Macao.

Voici les premiers extraits de leurs rapports d'étonnement. Les semaines suivantes nous diffuserons les 2ème et 3ème parties

Voyage exceptionnel du nord au sud et d'est en ouest dans l'Empire du Milieu ou plutôt des Métamorphoses, des Paradoxes et des Extrêmes ! De découvertes en découvertes et de surprise en émerveillement ou questionnements un peu inquiets parfois sur le devenir de ce pays immense et puissant et sa future emprise sur le monde...

Visites urbaines essentiellement: villes tentaculaires, gigantesques, futuristes et très peuplées (Pékin, Shanghai, Xi'an, Nankin, Chongqing, Guilin, Macao, Hong Kong...79,7 millions d'habitants dans l'agglomération de Shanghai, l'agglomération urbaine la plus peuplée du monde!) dont on atteint les quartiers centraux, impressionnantes de beauté surtout la nuit, après avoir traversé des km et des km de banlieues sinistres et grisâtres hérissées de centaines de tours très rapprochées, érigées à la hâte sans grand souci esthétique, pour loger un maximum de familles souvent fraîchement débarquées de la campagne.

Les villes au passé le plus ancien ont eu la sagesse de préserver une partie de leurs Chinatowns d'autrefois pour la plus grande joie des touristes, heureux de constater que la Chine des livres

Dossier « XI JINPING : La Chine a la conquête du monde »
réalisé par l'association Esprtcors@ire
Mars 2019
Page 85 sur 97

d'images de leur enfance n'a pas totalement disparu ...ajoutons que parfois même, au détour d'une rue ou autre lieu magique, on voit surgir une copie conforme d'un personnage des aventures de Tintin en Chine (le Lotus Bleu) !!! Sûrement rétribué par l'Office du Tourisme local !

Même impression de déjà lu, déjà vu ou déjà vécu en rêve quand une jonque à voiles rouges descend un soir le cours du fleuve à Canton, quand on se faufile sur un mythique sampan entre les gratte-ciels de Hong Kong, quand on glisse en radeau avec délice sur l'affluent Yu long ou quand on contemple avec ravissement un spectacle son et lumière époustouflant mis en scène par Zhang Yi mou, le plus célèbre cinéaste Chinois : seulement 300 figurants ! Au milieu de milliers de spectateurs ou presque !!!

Des campagnes, nous avons vu relativement peu de choses, depuis nos bus ou par les vitres de trains et TGV très confortables et performants... avec un aperçu rapide d'un habitat rural clairsemé et très pauvre...

La population rurale a fondu en Chine, comme dans tous les pays en plein développement ; il n'y aurait plus que 50% de paysans ... Leur condition s'est – elle améliorée comme celle des autres composantes de la population ? Des paysans sont souvent venus révoltes et révoltes... Le gouvernement chinois doit en être conscient...

Nos contacts avec la population se sont résumés aux informations que nous avons pu soutirer à nos guides qui ont pu nous parler, semble-t-il, assez librement ... et voici ce que nous avons ressenti et cru comprendre à l'issue de ces échanges assez fructueux :

Fortement encouragés par leurs dirigeants à consommer et s'enrichir, les Chinois d'aujourd'hui sont très « money oriented »: ils viennent de loin, ont connu le régime de Mao (par parents interposés) et s'en remettent en espérant vivre mieux et grimper dans l'échelle sociale, par leur travail, leurs relations et grenouillages auprès des gens influents du parti par exemple; ils parlent beaucoup d'argent et leurs préoccupations tournent essentiellement autour de l'acquisition d'un logement décent (l'Etat possède le sol, on peut lui acheter avec un bail emphytéotique les murs parfois très chers et quasi inabordables comme à Shanghai, plus chers qu'à Paris! Ou obtenir un logement selon la taille de la famille dans une sorte de HLM ...85 m² pour 3 personnes) ; ils parlent des transports qui se développent à toute allure avec des conditions d'abonnement variables selon les villes pour le bus, le métro et de grandes facilités pour utiliser bicyclettes et scooters électriques ... Dans un souci louable de réduire la pollution, l'Etat décourage autant que faire se peut l'acquisition et l'utilisation de l'automobile qui reste de ce fait du domaine des happy few. Le parc automobile semble néanmoins nombreux et récent dans les grandes villes. Peu de circulation automobile dans les campagnes, apparemment.

Autre préoccupation majeure : l'éducation des enfants dont la garde est encore souvent confiée aux grands parents... puis c'est l'école privée payante ou l'école publique gratuite avec des frais annexes (repas, fournitures, uniformes...) difficiles à couvrir pour les paysans dont les enfants bénéficient donc de points supplémentaires pour entrer à l'université. Système très sélectif dont les mots clés sont : méritocratie, examens (pour entrer au collège, au lycée, à l'université), patriotisme (fierté de son pays, de sa région et de sa ville que nous avons bien ressentie au travers des propos de nos guides), discipline (uniforme obligatoire et tenue correcte à l'université où les étudiants sont pensionnaires, respect des professeurs par ailleurs bien

considérés...). Les places à l'université sont créées en fonction des besoins du pays dans les différents secteurs de son économie et son administration.

L'enfant suit souvent des cours particuliers, un coût certain pour les familles modestes et celles-ci, malgré la liberté retrouvée d'avoir 2 enfants, hésitent encore à s'agrandir ! La Chine nous devance largement au classement Pisa 2017 malgré un système que l'on dit parfois un peu trop obsolète et rigide ... nous avons bien quelques leçons à prendre.

Pas trop de préoccupations concernant l'emploi : La Chine ayant l'un des taux de chômage les plus bas du monde (moins de 5%) ! Beaucoup de souplesse et flexibilité, beaucoup de petits boulots notamment dans les services, aussi pour les seniors qui doivent compléter leurs maigres retraites ... peu de vacances et nécessité pour un chômeur d'accepter par exemple un emploi proposé par son responsable de quartier. On peine à recruter des chinois dans le bâtiment ce qui oblige à avoir de plus en plus recours à des travailleurs étrangers.

Nous avons fait indirectement les frais de l'avancée technologique des chinois, nous qui débarquions fraîchement de nos villages gaulois confortables mais pas vraiment futuristes quand, à l'issue d'une longue journée de visites et déambulations diverses, bon nombre d'entre nous, ayant par ailleurs omis de chauffer leur lunettes en grimpant dans une somptueuse baignoire aux robinets dorés sur tranche se sont trouvés incapables d'utiliser le tableau de bord informatisé qui commandait la délicieuse douche, le bon bain, le jacuzzi revivifiant et la musique douce d'accompagnement. Quelques difficultés aussi pour décoder le fonctionnement des nombreux éclairages très sophistiqués de nos chambres et sortir des ascenseurs très / trop sécurisés à l'étage de notre choix (celui du médicament par exemple...), il nous fallait attendre qu'un quidam possédant la carte d'accès à l'étage souhaité se présente enfin et nous délivre d'une longue attente ...la quête laborieuse et très problématique d'un escalier pour atteindre un éventuel 22ème étage étant par ailleurs extrêmement dissuasive... Dans le même ordre d'idée, le retour à Paris avec ses haussmanniens pleins de charme et d'ascenseurs comparativement riquiquis nous a fait l'effet d'un plongeon dans un indépassable 19ème siècle ! Nos tours années 60 ont quant à elles (malheureusement), en beaucoup plus bas, comme un petit air des banlieues chinoises."

Avant de clore la liste de tous les « goodies » en Chine et de nous lancer avec enthousiasme dans tous les « baddies » qui nous consoleront de n'être au regard de ces géants que des petits français, faisons un effort supplémentaire de modestie en évoquant avec une nostalgie certaine la qualité des nourritures chinoises différentes et tout aussi savoureuses d'une région à l'autre... Que de mets délicieux, légers, au goût subtil, délicatement parfumés d'épices, viandes grillées, rôties ou laquées, légumes parfaitement cuits « al dente », le tout arrosé de sauces onctueuses à souhait ! En bons français, nous serions volontiers restés des heures à table à découvrir et déguster...

Ce qui ne nous a pas empêchés au retour de nous jeter sur les premiers entrecôte frites salade camembert venus ... en matière de gastronomie, on peut tout de même continuer à leur disputer la première place. Mais la lutte va être serrée même sans fromage !

Alors, en marge de ce développement formidable, la Chine aurait -elle encore quelques problèmes à résoudre et nous donnerait-elle quelques inquiétudes ?

Bien sûr, nous pensons d'abord à la pollution et à ces images effroyables d'un Pékin enseveli dans sa purée de pois... L'Etat semble certes avoir pris des mesures draconiennes : quelle que soit la température, on ne chauffe qu'à partir du 15 novembre ... mais du 15 novembre au 15 mars, le nord se chauffe encore au charbon et celui-ci y fournit encore l'énergie électrique... un gros effort est en cours dans le domaine des transports avec la promotion des véhicules électriques dans toutes les mégapoles. Par ailleurs, des barrages gigantesques et des champs d'éoliennes en mer fournissent en électricité le centre et le sud du pays...

La population qui est actuellement de près d'1,4 milliard risque de s'effondrer : d'abord, elle vieillit vite et sa partie active commence à décliner. La fin de « l'enfant unique » ne suffira pas à enrayer ce vieillissement. Les jeunes couples, eux-mêmes enfants uniques, ont souvent la lourde charge de s'occuper de leurs vieux parents et souhaitent par ailleurs améliorer leurs conditions de vie, bénéficier du développement économique de leur pays et consommer allègrement, ce qui ne fera pas bondir le taux des naissances ! A ce propos, nous avons appris qu'il existe en Chine 2 millions de Chinois sans identité ni existence légale, donc sans aucun droit, dont les parents avaient omis de déclarer la naissance parce qu'ils auraient dû payer une forte amende pour cet enfant n°2 ou n°3 ! L'Etat a l'intention de se pencher enfin sur leur sort ! Libéralisme économique ne veut pas dire liberté totale de penser, de critiquer, de s'opposer au parti unique : libres de s'enrichir par leur travail, les chinois semblent faire l'objet d'une surveillance étroite : ils doivent, dans leur grande majorité, se loger et travailler dans la ville où ils sont nés. Chaque ville où sont installées de nombreuses caméras est divisée en quartiers sous la férule d'un responsable censé régler les problèmes de leurs résidents ; selon l'un de nos guides qui trouvait ça « très bien », chacun surveille son voisin et peut le dénoncer en cas d'action jugée frauduleuse et même intervenir dans ses affaires privées Ce qui a l'avantage de réduire la délinquance et les actes d'incivilité L'administration est toute puissante, omniprésente et pas exempte de corruption. Le contrôle des personnes et des bagages est très poussé dans les gares et aéroports (effectif très important d'agents de sécurité ultra zélés...) les liaisons internet sont réduites avec les USA : sauf à Macao et Hongkong, on ne peut guère utiliser Google, WhatsApp ou YouTube par exemple même si cela n'empêche pas tout un chacun d'avoir les yeux vissés sur son téléphone comme sous nos climats ! En effet les chinois disposent de sites internet particulièrement nombreux et puissants, par exemple Alibaba.

Le président Xi Jinping est politiquement très puissant : son nom et sa doctrine sont entrés dans la charte du Parti Communiste Chinois, ce qui lui donne une autorité considérable pour continuer à exercer son pouvoir au-delà du nouveau mandat de 5 ans qui vient de lui être donné. Son pouvoir est aussi puissant que celui de Mao il y a 40 ans !

Nous étions arrivés en Chine avec plein d'a priori et de certitudes... Nous avons tous été étonnés au sens fort du terme par son développement économique galopant et les questions que nous nous posons désormais sont tout autant d'ordre stratégique que politique et sociologique. Quid de la place que la Chine est en train de prendre (et a déjà prise !) dans le monde ? Quid de ses relations avec ses voisins immédiats (Inde, Japon et Corée du Nord) et ses voisins plus lointains dont nous sommes ? Quid de son influence grandissante et déterminante dans les grands conflits internationaux qui s'annoncent ?

Nous pensons à ces immenses dragons de papier rouge tantôt souriants tantôt grimaçants qu'on brandit au-dessus des foules lors des fêtes chinoises. Le dragon n'est plus en papier depuis longtemps, il s'est bien éveillé et le monde pourrait bien trembler à ses pieds !

[Retour au sommaire](#)

Dossier « XI JINPING : La Chine a la conquête du monde »
réalisé par l'association Espricors@ire

Mars 2019

Page 88 sur 97

Rapport d'étonnement Chine

(2^{ème} partie)

Par un groupe de lecteur voyageurs

Nous donnons la parole aux membres de notre association esprtcors@ire. Ce sont les « Vigie » d'ESPRITSURCOUF.fr qui nous proposent leurs « étonnements » en visitant un pays.

Vous pouvez, vous aussi, transmettre à notre comité de rédaction votre contribution à : contact @espritsurcouf.fr

Le comité de rédaction

Un groupe de dirigeants, d'officiers généraux, d'universitaires et de professions libérales a parcouru, en novembre 2017, la Chine de Pékin à Hongkong en passant par Xi'an, Shanghai, Canton(Guangzhou), Nankin, Chongqing, Guilin, Macao.

Voici quelques extraits de leurs rapports d'étonnement. Ils complètent ceux présentés dans le N°44 du 29 janvier dernier :

André et Réjane GALY, Chirurgien-dentiste et Médecin.

Nous en revenons avec des images contrastées et complémentaires inoubliables. Le patrimoine culturel de ce pays reste fascinant, son actualité ne l'est pas moins et son avenir nous confronte à nous européens à notre propre devenir. Leur maîtrise du numérique et des technologies les plus avancées ouvrent semble-t-il un avenir expansionniste certain:<<peu importe le chat pourvu qu'il mange la souris>>. Par ailleurs l'équilibre mis en place entre système capitaliste et système communiste ne semble pas poser problème et les statuts attribués aux minorités semblent favoriser une certaine paix sociale. Cependant le décalage dont nous avons entendu parler entre les populations de la campagne et celles des villes peut constituer un fragilité jusque-là juguler par le régime.

Pour l'Europe et la France des marchés sont à mettre en place et à consolider, tant que les Etats-Unis sont encore considérés comme première puissance mondiale. L'Allemagne ,malgré le TGV qu'ils se sont appropriés paraît nous avoir devancée sur ce terrain !

Jean Paul et Liliane AUROUSSEAU, Dirigeants d'entreprise

- Les Foules : On n'est jamais seul en Chine ! Les foules sont cadrées, ordonnées, bruyantes, pas agressives même si curieuses de nos longs nez et de nos éventuelles blondeurs. Propreté des lieux publics : multiples poubelles et cendriers ; nombreux balayeurs attentifs et efficaces.
- Les Jardins et l'habitat: Beaucoup d'arbres ou de plantes qui nous sont inconnus (on comprend les missionnaires du 17^{ème} siècle ramenant en Europe plants, fruits et graines). Les cultures sont ordonnancées comme des jardins, impeccables(du moins ce que nous en avons vu). En revanche, pas, ou plus, d'habitat traditionnel qui soit beau dans sa

Dossier « XI JINPING : La Chine a la conquête du monde »
réalisé par l'association Esprtcors@ire

Mars 2019

Page 89 sur 97

fonctionnalité et/ou sa décoration. On a le sentiment que les logements sont construits avec pour seul objectif de mettre à l'abri le plus grand nombre d'individus.

- Rapport au surnaturel: Le surnaturel, le rapport aux esprits, les superstitions semblent bien vivants même si l'on affecte une certaine distance. Le culte des grands hommes reste toujours très présent : cf Yu le grand, les grands fondateurs et même... Mao. Beaucoup de ferveur dans les temples bouddhiques que nous avons visités.
- Raffinement : Dans les décors, les dessins, l'écriture. Pas seulement dans les maisons de thé mais aussi dans le moindre paquet pour un souvenir de touriste à quelques dizaines de yuan. Les paysages construits autour des ouvrages d'art ou le long des autoroutes sont travaillés et composés avec subtilité. Raffinement aussi de la nourriture , de la cuisine, de la présentation des plats (cf les raviolis en forme de petit cochon ou de poisson à longues nageoires...)
- Rapport au corps : Peu d'individuation : on fait de la gymnastique collectivement ; on fait aussi ses besoins collectivement, des WC n'ont pas de porte, la pudeur est bien un construit culturel ! L'habillement s'est là aussi internationalisé et les grouillements de foules ont la même tonalité générale qu'à Madrid, New-York ou Berlin. Peut-être est-ce légèrement différent dans les campagnes où les rémanences vestimentaires sont plus fréquentes et plus durables.
- Rapport à l'argent : Est-ce une caractéristique chinoise ou simplement une revendication (ou un rêve) de nos guides ? Nous avons trouvé un peu oppressantes les références constantes à l'argent, à la fortune, à la réussite. Ou bien est-ce là le signe que l'idéologie de Deng Xiao Ping et le capitalisme d'état sont parfaitement assimilés ?
- Fierté : On est fier d'être chinois et surtout de l'évolution et des performances du pays, malgré quelques soupçons de critique sur certains aspects contraignants de la gestion du pays (comité de quartier, d'immeuble etc). Fierté aussi d'appartenir à une civilisation plusieurs fois millénaire que de très importantes découvertes archéologiques dans le dernier tiers du XXème siècle ont permis de mieux comprendre (ex. l'Armée enterrée.)

Bernard et Christiane JOUBERT, Ingénieur général d'armement et dirigeant d'entreprise

Un point qui montre l'emprise du parti sur le peuple : c'est celui du slogan national à long terme, auquel tout le monde doit adhérer, sur l'éradication de la pauvreté en 2050.

Par ailleurs, la duplicité de la formule : une Chine deux systèmes, qui ne trompe pas les jeunes de Macao (dont la devise est, je n'entends rien, je ne dis rien mais j'ouvre ma poche !) ni ceux de Hong Kong qui manifestaient contre le rattachement total à la Chine et au parti pendant notre séjour.

Marie Odile et Guy PEDOUSSAUD, Dirigeant d'entreprise et Architecte

Pour être partis un peu craintifs de ce que nous allions trouver ;
« tu verras, c'est sale, les chinois crachent partout, je n'ai pas aiméNous sommes revenus enchantés, d'avoir vu tout à fait autre chose, cet immense pays nous a énormément surpris.
Le positif tout d'abord :

Pour évacuer ce sujet tout d'abord la propreté des grandes villes, bien supérieures je crois à bien des villes françaises et nous avons vu bien peu de chinois cracher dans la rue, voilà c'est dit.

Ce qui nous a le plus frappés, c'est cette belle jeunesse que nous avons vue, parfaitement à l'aise et dans le coup, dans les grandes villes les filles sont globalement bien mieux habillées que chez nous plus coquettes et n'ont apparemment pas encore cédé à la mode « grunge ». Ils sont, comme chez nous, accrochés à leur téléphone mais ils ont l'air « d'en vouloir » et nous avons ressenti une formidable énergie partout ou nous sommes passés, et, plus surprenant, autant en République Populaire de Chine qu'à HONG KONG ou MACAO .

Nous avons vu des savoir- faire qui nous ont épatis. On s'en doutait un peu bien sûr, on connaît les raffinements de leur art et de leur culture mais a force d'entendre dire » c'est moche, cheap et pas solide : c'est chinois », on finissait par oublier que le chinois et certainement le meilleur artisan du monde . Il n'y a qu'à imaginer le nombre de techniciens, ingénieurs, spécialistes en tous genres que ce pays peut former au fil des ans pour comprendre que nous avons du souci à nous faire à tous niveaux.

Le négatif :

Ces mêmes grandes villes, si elles dégagent une formidable énergie , sont démesurément grandes et parfaitement laides mis à part bien sur leur quartiers dédiés à la Finance et les quartiers et monuments historiques. On a l'impression qu'ils ont aucune idée de ce qu'est un plan d'occupation des sols et que les villes ont grandi et les immeubles ont poussé pour répondre à une urgence ou a une nécessité sans aucune préoccupation ou projection sur la vie des usagers de ces villes gigantesques et apparemment bien inhumaines.

Ce qui nous laisse perplexes.

Au-delà ce qui nous a plu et de ce qui ne nous a pas plu, nous sommes surtout rentrés perplexes car nous n'avons pas vu un pays communiste comme nous l'imaginions. Pourtant, il n'y a qu'à entendre les annonces faites dans les gares par ce qui nous a paru être des gardes chiourme pour comprendre que les gens sont en ordre de marche.

Que sera la Chine dans quinze ou vingt ans ? Aura-t-elle totalement cédé aux sirènes du capitalisme et du libéralisme comme on pourrait le croire dans certains quartiers de Shangaï ou Canton ? La Chine restera-t-elle un état totalitaire ou les droits de l'homme sont bafoués (4000 exécutions capitales en 2015) sous la coupe des quelques 80 millions d'adhérents au parti communiste, si peu nombreux en regard du 1,3 milliard de chinois et quid de ses volontés hégémonistes sur ses voisins et la mer de Chine en général, et de leur attitude vis-à-vis de la Corée du Nord.

Bref on a bien aimé les Chinois, ce pays nous a beaucoup plu mais il nous fait tout de même toujours un peu peur !

[Retour au sommaire](#)

« La Chine : des dimensions étonnantes »

Par René Occhiminuti
Directeur de la publication

Voici quelques impressions d'étonnement d'un voyage en Chine. Elles complètent les rapports d'étonnement présentés dans les N°44 et 45 du 29 janvier et du 5 février.

En novembre dernier avec mon épouse nous sommes retournés en Chine, pays, continent, que nous pensions connaître. 30 ans après notre premier séjour en Chine nous avons noté nombres de « différences », nous y sommes retournés plusieurs fois. Mais depuis notre dernier voyage il y a 8 ans nous avons perçu une accélération des changements.

Voici, parmi beaucoup d'autres, 8 points d'étonnement et de comparaison avec le monde occidental et la France.

1 – Des institutions politiques et administratives très diversifiées :

- 22 provinces,
- 4 grandes agglomérations (Pékin, Shangaï, Chongqing et Tianjin...) ayant le statut de province,
- 5 régions autonomes pour des minorités pour les 55 « **minorités** » (Zhuang, Mandchous, Ouïgours, tibétains, ...de 16 millions à quelques dizaines de milliers par minorité) qui occupaient 60 % du territoire.
- Les 2 régions à statut spécial (Hong-Kong et Macao) ne font pas partie intégrante de la RPC.

Il faut savoir que la notion d'« ethnies » est très présente en Chine. L'ethnie Han, qui constitue la majorité (plus de 92 % de la population) occupait 40 % du territoire et les minorités se partageaient les 60% restant moins densément peuplé... Mais les autorités chinoises mènent deux politiques « apparemment contradictoires » : d'une part les Hans sont partout et colonisent les territoires des minorités (voir les problèmes du Tibet, du Sikiang avec les ouïghours), et d'autre part, chaque chinois ayant une certaine filiation avec l'une de ces 55 « ethnies », par exemple un grand-père, peut demander d'appartenir à cette minorité, notamment pour profiter des avantages octroyés à ces minorités en matière d'éducation des enfants.

2 – Le rôle éminent du Parti Communiste Chinois

Si le maoïsme a été un succès politique pour la Chine, il a été en revanche un échec économique absolu. Les successeurs menés par Deng Xiaoping ont parfaitement compris dès 1978 que la solution du futur serait la combinaison du communisme et du libéralisme, ce qu'ils ont fait de main de maître.

La question est pourquoi ont-ils réussi alors que tous les autres ont échoué ? L'empire soviétique n'a éclaté qu'en 1989, soit dix ans plus tard.

Ceci peut s'expliquer parce que leur culture, leur société sont, depuis des millénaires, organisées sur des bases confucéennes : discipline, respect de la hiérarchie, de l'administration basée sur la compétence, recherche du résultat etc....

On ne peut pas voir le PCC avec nos yeux d'occidentaux...

Le pouvoir politique appartient au parti communiste qui regroupent 80 millions de chinois. Ce parti n'est pas le seul, mais il est dominant et toute personne qui a réussi est appelée à en faire partie, ce qui régénère en permanence ce parti et l'ancre dans la réussite du développement du pays. C'est le parti qui dirige le pays et les structures décentralisées. Dans le parti plusieurs « courants » et « tendances » se livrent des batailles internes.

Historiquement, la politique a toujours été réservée à un pouvoir central fort (hier les empereurs, aujourd'hui le PCC) relayé par une administration de qualité mais soumise (hier les mandarins, aujourd'hui les comités locaux). La population n'a jamais fait de politique au sens où nous l'entendons en occident, le PCC avec le maoïsme a réussi à faire prendre aux paysans conscience de leur état de misère et les soulever en les encadrant dans une structure forte et disciplinée présentant beaucoup de similitude avec l'ancienne.

Dans les villes les comités de quartier ne sont pas « politisés » (dixit les guides) mais ils encadrent fortement les populations, Ce qui nous fait penser que le PCC ne doit pas être loin. Ces comités contrôlent par exemple les déplacements des personnes, le degré de réussite, l'utilisation des compétences et des savoirs faire pour trouver un travail, ou pour être renvoyé dans sa ville de résidence..., la vie de famille (divorce, séparation, enfant supplémentaire...) en proposant à chaque problème ou situation une solution ou une recommandation. Le chinois n'est jamais seul face à une difficulté, il est encadré.

La population n'a pas le choix, si elle veut vivre, elle doit travailler dans le cadre de la politique définie par le pouvoir en place hier les empereurs, aujourd'hui le PCC. Depuis Den Xiaoping le pouvoir a choisi la libéralisation, sous conditions, du marché. De ce fait la population se met à travailler pour gagner plus et vivre mieux ...celui qui ne suit pas la règle est simplement exclu ;

Le peuple reste donc à l'écart du débat politique. Sa préoccupation « essentielle » est de gagner de l'argent, de faire des affaires et de veiller à l'éducation de son enfant « unique ». La volonté des chinois de classe moyenne est de mettre leur enfant en situation de mieux vivre et de réussir économiquement sa vie : rien n'est trop beau pour assurer la réussite scolaire de l'enfant unique.

3 – Une politique ambitieuse d'infrastructures

Déjà très développée depuis des dizaines d'années continue et même s'amplifie. Mais cette perception doit être relativisée, de tous temps, les visiteurs étrangers ont été impressionnés par la taille du pays et des infrastructures (taille de l'empire, la grande muraille, voies terrestres, voies maritimes) ; Mais il faut avoir en tête que c'est un très grand pays à tout point de vue ; ce n'est pas parce qu'ils ont traversé une longue période de décadence jusque vers 1980, qu'ils avaient perdu leur base confucéenne. Les chinois, avec leur souci du détail et de la qualité démontrent leurs capacités et leur niveau d'assimilation du monde moderne.

Ils ont clairement raté la révolution industrielle du 19ème siècle, ils ne rateront pas la révolution du numérique. D'autant plus qu'ayant raté la précédente, ils partent d'une situation vierge et ils ne sont pas encombrés par les conséquences sociales, économiques et technologiques, comme le sont les pays occidentaux. Il faut bien intégrer qu'ils ont bénéficié d'un transfert de technologie sans précédent des pays occidentaux qui ont accepté ce prix à payer en contrepartie d'un accès limité au marché chinois.

Les aéroports sont devenus gigantesques, les TGV sont omniprésents, les gares à nouveau agrandies, les autoroutes sont partout et des échangeurs démentiels, à quatre, cinq ou six étages défigurent les villes et les campagnes. Des ports sont construits en eau profonde pour accueillir les navires modernes de très forts tonnages.

Comme la terre appartient à l'Etat les tracés des voies TGV et des autoroutes, par souci d'efficacité et de vitesse, sont le plus rectilignes possibles. Malgré la nécessité de traverser des montagnes ou de grands fleuves l'Etat n'hésite pas à construire des tunnels ou des ponts gigantesques

Les entreprises de Travaux

publics bénéficient de marchés extraordinaires et disposent de tous les moyens techniques modernes et d'une main d'œuvre quasi illimitée leur permettant de construire : ponts, tunnels, routes ou voies suspendues de très grandes longueurs.

Dans le domaine de l'énergie on peut citer le barrage exceptionnel des 3 gorges sur le Yangtsé : C'est un barrage « poids », long de 2 309 mètres et haut de 185 mètres. Le niveau maximum d'eau du réservoir est de 175. Sa construction a nécessité vingt-sept millions de m³ de béton. Sa construction a duré treize ans et sa première mise en service partielle a eu lieu en 2006, il est achevé en 2009.

Le barrage est constitué de plusieurs parties avec d'ouest en est :

- Un tronçon usine hydro-électrique avec quatorze turbogénérateurs d'une puissance unitaire de 700 MW ;
- Un tronçon déversoir ;
- Une deuxième usine hydro-électrique avec douze turbogénérateurs d'une puissance unitaire de 700 MW ;
- La partie dédiée à la navigation avec son ascenseur à bateau et sa cascade d'écluses ;
- Une troisième usine hydro-électrique composée de six turbogénérateurs d'une puissance unitaire de 700 MW et de deux groupes de 50 MW chacun.

Lors de sa mise en service, le barrage était censé fournir 10% du besoin en électricité du pays. En 2014, la centrale a produit selon les autorités du barrage, 98,8 TWh nouveau record mondial de production d'hydroélectricité, détenu jusque-là par la centrale brésilienne d'Itaipu avec 98,6 TWh en 2013. Par comparaison, la production hydroélectrique française annuelle issue d'un parc composé de plus de 400 barrages varie entre 60 et 70 TWh ; la France est pourtant dotée du 2^e parc européen derrière la Norvège (130 TWh annuel).

Le barrage peut être franchi par un ascenseur à bateaux et un système d'écluses. Grâce à ceux-ci, la navigation sur le Yangtsé est possible de six à neuf mois par an. Le trafic fluvial annuel

[Dossier « XI JINPING : La Chine a la conquête du monde »](#)

réalisé par l'association Esprtcors@ire

Mars 2019

Page 94 sur 97

est passé de 10 à 100 millions de tonnes avec des coûts de navigation abaissés de 30 à 37 % et une sécurité de la navigation améliorée grâce à un débit régulier sur les 650 km de voie navigable.

En trente ans le paysage des Gorges du Yangtsé a été entièrement modifié : les petits villages de pêcheurs dispersés le long des berges ont disparu. Ils étaient situés en hauteur pour faire face aux crues fréquentes et étaient accessibles par de longues rampes d'escaliers spectaculaires. Ces escaliers permettaient aux villageois de concentrer leurs activités sur le fleuve avec la pêche et le transport des personnes et des cultures réalisées sur les terrains qui bordaient le fleuve. Ces liaisons avec le fleuve ont disparu englouties par une montée des eaux de 170m due à la construction du barrage.

De ce fait de nombreux nouveaux villages ou agglomérations ont été construits avec des groupes d'immeubles, remplaçant les petites maisons paysannes, la vie des habitants, grâce aux routes se tournent vers un travail dans les villes avoisinantes et le barrage.

Bien qu'ayant complètement modifié l'économie, la géographie, l'habitat et la vie de toute une région (un « déplacement » de plus d'un million de personnes a été réalisé), les chinois sont très fiers de montrer cette gigantesque réalisation « unique au monde ».

4 – Le gigantisme des villes, des agglomérations et des constructions

La croissance des villes est exponentielle et des promoteurs nationaux ou locaux qui font des ensembles de dizaines d'immeubles de plusieurs dizaines d'étages (désormais la hauteur serait limitée à 30 étages...), serrés les uns contre les autres pour loger les nouveaux habitants. Avec ces nouvelles constructions les logements sont plus grands et une famille de classe moyenne de 3 personnes peut vivre dans un appartement de 100 à 120m². Mais la surface de la terrasse, privative n'est pas incluse mais celle des parties communes le sont. Ce qui signifie des surfaces privatives de l'ordre de 80 à 100m². Ils auront alors assez de place pour faire venir les parents pour qu'ils puissent garder l'enfant unique ...

Mais à côté de ces immenses villes satellites ou dans la périphérie des grands centres sont construits des immeubles de prestige, des tours, avec des architectures audacieuses et originales, réalisées par des architectes venant du monde entier. Ce ne sont pas seulement les centres de Pékin ou de Shangaï (comme nous le montre les médias) mais toutes les centres des villes ayant plusieurs millions d'habitants. Les 3 plus importantes Chongqing (82 000km²), Shangaï (6 400km²), Pékin (16 000km²) ayant chacun 30 à 20 millions d'habitants et donc des densités de population très différentes.

Les problèmes de transports sont énormes, les distances parcourues par les habitants énormes d'où des réseaux de métro très dense, des bus et des voitures avec des gigantesques embouteillages,

Paris serait une petite ville « chinoise » : elle se classerait au 40 ème rang avec 2,2 millions d'habitants, au 30 ème rang avec les 7 millions du Grand Paris et au 15 ème rang avec les 12 millions de la Région Ile de France sur 17 000 km²).

5 – L’omniprésence de la digitalisation

Elle est partout avec les téléphones mobiles, les chinois sont en permanence la tête penchée sur leur appareil. Le téléphone sert à tout : téléphoner, écouter de la musique, jouer mais aussi dans les villes à payer, à commander (le 11 novembre 2017, 11 milliards de Yuans (1,4 milliards €) de transactions sur le site Alibaba, sur internet), à louer et utiliser un vélo... : la carte de crédit est en train de disparaître comme d’ailleurs l’utilisation des espèces.

Si Google, Gmail, Facebook ne sont pas accessibles en RPC (ils le sont à Hong-Kong et à Macao) c’est pour deux raisons : PCC ne veut pas d’un accès libre à l’information et les chinois développent des systèmes similaires et très puissants.

6 – Une sécurité exceptionnelle

La Chine par crainte des attentats en particulier ceux pouvant venir des tibétains ou des musulmans de Chine ou de l’extérieur a une politique de sécurité très développée.

Bien sûr le contrôle aux frontières et dans les aéroports avec des fouilles des bagages y compris ceux en soute (pas de briquet ou de piles au lithium, même si elles sont dans des appareils photos ou tablettes. Les bagages sont systématiquement ouverts et contrôlés.

Le contrôle est fermement appliqué dans tous les établissements publics, dans les gares où il y a près d’un million de voyageurs chaque jour, sur les sites touristiques... avec des tunnels de détection pour les valises et les sacs, des portiques de sécurité, et une fouille complémentaire par un personnel spécialisé. Même à l’intérieur des trains des gardes de sécurité circulent avec des détecteurs (probablement d’explosifs...). Le personnel dédié aux contrôles de sécurité constitue une véritable armée agissant avec beaucoup de zèle.

Partout des caméras dans les rues, sur les routes, dans les magasins, tout est relié à un central de la police, et en fait peu de police dans les rues sauf pour faire la circulation.

7 – La pollution : un combat

Vue à travers les médias français le pays est pollué, mais en 3 semaines de séjour, en novembre, peu de signes de pollution. Certes à Pékin la circulation est alternée, et Donald Trump étant venu 3 jours plus tôt beaucoup d’usines avaient été arrêtées. Conscient de ce grave problème le gouvernement a un grand programme de lutte contre la pollution avec, par exemple, des fermetures d’usines vétustes et polluantes, l’interdiction du chauffage avant le 15 novembre et après le 15 mars quelle que soit la température extérieure, la dissuasion d’achat de voitures dans certaines villes (par exemple Shanghai) par la mise en place de taxes importantes (coût de l’immatriculation qui double pratiquement le prix de la voiture), les facilités faites pour l’achat et/ou l’utilisation de vélos et scooters électriques, ce qui assainit les villes... mais reporte la pollution vers les lieux de production d’électricité...

Dans les rues les gens portent souvent un masque non seulement contre la pollution mais aussi pour des raisons d’hygiène (ne pas contaminer les autres en raison de grippes, de rhumes ou autres...). Ainsi dans les aéroports des systèmes de détection automatique de températures des passagers entrant sur le territoire chinois. Si un état de fièvre est détecté, la personne ne peut pas entrer en Chine...

8 – L’industrie automobile : un immense marché

Le plus grand marché automobile du monde ayant une croissance annuelle qui varie entre 7 et 14% par an. Le premier constructeur en Chine est Volkswagen et aucun français dans les 10 premiers, Peugeot a de l’ordre de 2% du marché, Renault aussi, mais l’Alliance de Renault avec Nissan se positionne dans les tout premiers constructeurs avec plus de 6% de part de marché.

- 1. Volkswagen (Allemand) 3 millions de véhicules, 13,7 % de part de marché**
- 2. Honda (Japonais) 1,2 million, 5,4 %**
- 3. Hyundai (Coréen) 1,2 million, 5,4 %**
- 4. Buick (Américain) 1,2 million, 5,4 %**
- 5. Toyota (Japonais) 1 million, 4,8 %**
- 6. Nissan (Japonais) 1 million, 4,63 %**
- 7. Changan (Chinois) 976 000, 4,45 %**
- 8. Great Wall (Chinois) 957 000, 4,36 %**
- 9. Ford (Américain) 951 000, 4,34 %**
- 10. Baojun (Chinois) 755 000, 3,44 %**

[Retour au sommaire](#)